

En République d'Irlande

Les électeurs ont approuvé
un amendement constitutionnel
interdisant l'avortement

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,80 F : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Autriche, 16 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 340 F CFA : Danemark, 6,50 Kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U., 95 c. : G.-B., 50 p. : Grèce, 65 dr. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Liban, 350 P. : Libye, 0,350 D. : Luxembourg, 27 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 85 esc. : Roumanie, 340 F CFA : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 f. : Yougoslavie, 120 nd.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

13

Le Chili contre le général Pinochet

« Il va tomber, il va tomber... » Depuis quatre mois, ce slogan votant aux élections le général Pinochet, maître du Chili depuis le 11 septembre 1973, est devenu familier à Santiago et dans les grandes villes du pays. Il ponctue les « journées de protestation nationale », qui, au rythme d'une par mois environ, sont organisées par l'opposition au régime militaire. La cinquième de ces journées s'est passée le jeudi 8 septembre dans un climat de grande tension. Pourtant, les manifestations ont eu lieu dans la capitale et en province n'ont pas, cette fois, été réprimées, au contraire de celles du 11 août dernier, où les forces de l'ordre avaient, officiellement, tué vingt-sept personnes. Il n'y a eu, le 8, « que » deux morts et quarante blessés.

La police avait visiblement reçu des consignes de modération, et les forces armées ne sont pas intervenues. Pourquoi ? On ne peut imaginer que le général Pinochet a soudain changé ses approches du dixième anniversaire de son accession au pouvoir : l'homme est l'un des plus implacables qu'ait engendrés une histoire latino-américaine pourtant fertile en dictateurs. Sans doute, alors, faut-il admettre qu'il a subi de fortes pressions de son entourage militaire en vue de composer.

Les commandants de la marine et de l'aviation se sont explicitement désolidarisés des excès de la répression. Le 11 août, et le 10 septembre, au Chili, le général Pinochet, gouverneur de Santiago, avait, avant d'être assassiné, le 30 août, pris parti en faveur de la désignation par le chef de l'Etat d'un nouveau ministre de l'Intérieur capable de dialoguer avec l'opposition. La nomination de M. Onofre Jarpa, en gestation depuis des semaines, avait, de notoriété publique, tapé en raison de l'hostilité de la « garde de fer » ultra-entourant le général Pinochet et vraisemblablement de celle du dictateur lui-même. Après l'attentat qui coûta la vie au général Urzua, on nota de sérieuses divergences de langage : au chef de l'Etat aussitôt porté à resserrer l'état, l'amiral Merino, membre de la junte militaire depuis 1973, s'empressa de « répliquer » que l'« ouverture », bien entendu, se poursuivait. Si l'armée n'est pas à la veille de lâcher le « caudillo » chilien, elle ne semble plus décidée à lui laisser carte blanche.

M. Onofre Jarpa est-il l'homme de la situation ? On sait cet ancien leader conservateur habile, mais il n'inspire guère confiance à toute une partie de l'opposition. Aussi bien l'atout majeur du régime demeurait-il aujourd'hui la division de l'opposition. Dix années ne lui auraient pas permis de s'unir et de répondre « présent » à l'évidente mobilisation populaire contre la faillite économique et l'absolutisme politique du général Pinochet.

La démocratie chrétienne elle-même est déchirée par une « guerre des chefs ». Elle est aussi partagée entre ceux qui préfèrent regarder vers la droite modérée plutôt que vers la gauche marxiste. L'opportunité, d'autre part, d'une alliance avec un P.C. fort mais d'autant plus inquiétant qu'il « flirt » avec les extrémistes du MIR divise, à son tour, la nébuleuse des petites formations progressistes naguère alliées au sein de l'Unité populaire de Salvador Allende.

« Il va tomber, il va tomber... », scandent les manifestants chiliens. Pourtant, sans une vaste alliance démocratique des opposants, le général Pinochet pourrait bien encore couler quelques jours tranquilles à Santiago.

(Lire nos informations page 5.)

Le face-à-face franco-syrien au Liban

Le bombardement des positions françaises qui avait repris, s'est interrompu après un nouveau « vol de semence » des Super-Étendard

De notre correspondant

Tandis que Radio-Damas s'en prenait pour la première fois à l'action de la France au Liban, l'accusant de « porter à nouveau le casque colonial dans une guerre contre les Arabes », les bombardements du contingent français par des batteries syriennes ont, dans la nuit de jeudi à vendredi, sérieusement blessé un sous-officier de la légion étrangère.

Beyrouth. — Les Super-Étendard ont, pour la deuxième fois, décollé de Roch, ce vendredi 9 septembre à l'aube, pour survoler Beyrouth et effectuer une « reconnaissance approfondie » des positions d'artillerie du champ de bataille installées dans la montagne, principalement les batteries des Syriens et de leurs alliés, « progressistes » et autres. Peu après, le bombardement de la capitale cessa. Il avait repris en force durant la nuit, après un répit de trente-six heures consécutif à la première entrée en scène, mercredi, de l'aviation embarquée de la force multinationale, française d'abord, puis américaine.

Le camp du contingent français, situé dans le bois qui jouxte la résidence des P.N.K., où est installé son Q.G., avait été atteint de cinq obus vers 1 heure du matin. Aussi, dès que le jour s'est levé, deux appareils français ont effectué un survol de reconnaissance, qui, comme le précédent, photographia les batteries mais revêt surtout la signification d'un coup de semence.

La veille, à 13 h 15, pour la première fois, des navires américains stationnés au large de Beyrouth avaient canonné des batteries « progressistes » qui venaient de bombarder les « marines » à l'aéroport.

Le pilonnage de la nuit a atteint les deux secteurs de la capitale, notamment l'hôpital Barbir à Beyrouth-ouest, qui a reçu plusieurs obus, et un centre commercial de la banlieue de Beyrouth-est, où s'est déclaré un incendie.

Sans se laisser déborder comme il y a deux semaines, l'armée libanaise, qui avait repris le contrôle de Beyrouth-ouest au prix de durs combats de rues, y a subi de nouveaux harcèlements directs dans la banlieue, et même dans le centre ville.

Certes, ceux-ci sont encore limités, mais ils confirment l'analyse de ceux qui craignent de nouveaux troubles à Beyrouth-ouest si l'Etat ne confirme pas rapidement en montagne l'avantage qu'il avait pris dans le secteur naguère entièrement palestino-progressiste de la capitale.

Or, au septième jour de la « bataille de la montagne », l'Etat n'a pas été en mesure d'entreprendre

une action décisive. Il n'est pas, non plus, il est vrai, demeuré inactif sur le terrain, puisque l'armée libanaise — qui a rappelé tous ses réservistes — a progressivement occupé une zone qui la porte à une quinzaine de kilomètres de Beyrouth en direction du sud et de l'est, au contact, dans les deux cas, des milices progressistes (druzes) et de leurs alliés soutenus par la Syrie. Les forces libanaises (chrétiennes) ont effectué un petit repli de façon à laisser l'armée seule à Dahr-el-Wahsch et Souk-el-Gharb, en face de la place forte « progressiste » d'Aley. Les communications militaires officielles annoncent que l'armée a repoussé plusieurs assauts contre Souk-el-Gharb. Elle s'est donc trouvée insensiblement engagée dans la bataille.

Un incident est venu opportunément renforcer la position du gouvernement : le domicile du mufti de la communauté musulmane sunnite à Aramoun, en zone sous contrôle des milices druzes du P.S.F., a été investi par des éléments armés.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

L'entretien Mitterrand-Gromyko

L'Élysée insiste sur la « gravité » de la situation internationale

M. Mitterrand devait recevoir ce vendredi après-midi 9 septembre à 16 heures M. Gromyko, premier vice-président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique. Le président a jugé nécessaire d'exposer à M. Gromyko le point de vue de la France sur les problèmes graves de l'heure, a déclaré jeudi M. Vauzelle, porte-parole de l'Élysée en annonçant la rencontre.

M. Gromyko est arrivé ce vendredi à 10 h 55 à Orly, venant de Madrid. Il a été accueilli par le ministre français des relations extérieures, M. Cheysson. Tous deux avaient participé la veille à la session ministérielle de clôture de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) dans la capitale espagnole.

Au programme de la « visite de travail » de M. Gromyko figurent, ce vendredi, outre l'audience de M. Mitterrand, un déjeuner et un dîner également « de travail » au Quai d'Orsay, des entretiens avec M. Cheysson, à 15 heures, et avec le premier ministre, M. Mauroy, à 17 h 30. Le ministre soviétique qui passera la nuit à la résidence de l'ambassade de l'U.R.S.S., rue de Grenelle, repartira pour Moscou dans la matinée de samedi.

Cette visite, qui avait d'abord été fixée aux 5 et 6 septembre, à l'aller du voyage de M. Gromyko à Madrid, avait, au dernier moment, été ajournée « d'un commun accord » au voyage de retour. C'est la première fois que le chef de la diplomatie soviétique vient à Paris depuis avril 1980. Le président Giscard d'Estaing avait alors reçu M. Gromyko à déjeuner. Les échanges de visites annuels des ministres des affaires étrangères des deux pays (et les « sommets périodiques ») en usage depuis la présidence de Georges Pompidou ont été suspendus de facto depuis l'entrée de M. Mitterrand à l'Élysée. M. Cheysson et Gromyko ont cependant eu des entretiens en marge des grandes réunions internationales, et le ministre français est allé ce vendredi dernier à Moscou, où il a été reçu par M. Andropov.

Le climat des conversations franco-soviétiques, consacrées plus spécialement aux crises régionales, aux euromissiles et aux relations bilatérales — trois chapitres difficiles — s'est encore alourdi avec la destruction de l'avion de transport civil sud-coréen par la chasse soviétique et la justification que M. Gromyko a prétendu en donner mercredi, à la tribune de la conférence de Madrid.

(Lire la suite page 3.)

Hausse des taux d'intérêt en R.F.A.

Paris pourrait être amené à suivre Bonn

Le conseil central de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a décidé, jeudi 8 septembre, de relever de 0,5 % le taux des avances sur titres (Lombard) qui passe de 5 % à 5,50 %, tandis que le taux d'escompte reste inchangé à 4 %. Immédiatement, les banques centrales des pays qui sont liés économiquement et financièrement à l'Allemagne ont pris des mesures analogues : en Autriche, le taux Lombard a été porté de 4 1/4 % à 4 3/4 % tandis que, aux Pays-Bas, le taux d'escompte et le taux Lombard étaient relevés de 0,5 % à 5 % et 5,50 %. La Banque nationale suisse, toutefois, a maintenu ses taux à respectivement 4 % et 5,5 %.

C'est la première fois depuis février 1981 que la Bundesbank relève le loyer de l'argent en Allemagne, la dernière diminution ayant été effectuée le 17 mars 1983 à hauteur de 1 % sur le Lombard et le taux d'escompte. Cette mesure a un double objectif : tuer dans l'œuf la menace d'une reprise de l'inflation en réduisant le rythme de croissance de la masse monétaire, jugée trop rapide, et freiner la baisse du mark par rapport au dollar qui provoque une fuite des capitaux allemands vers les marchés financiers américains et renchérit les importations, notamment de pétrole, ce qui contribue à accélérer la hausse des prix intérieurs.

Certes, cette hausse reste encore faible (3 % en rythme annuel, au cours des trois derniers mois, au lieu de 2,7 % précédemment), mais les autorités monétaires allemandes veulent agir sans tarder.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 24.)

M. LIONEL JOSPIN
invité du « Grand Jury
R.T.L. - Le Monde »

Le « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » reprend, après l'inter interruption de l'été, le cours normal de son émission dominicale. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste au sein l'invité dimanche 11 septembre de 18 h 15 à 19 h 30. Après la réunion samedi 10 du Comité directeur chargé de tenter la synthèse des motions en vue du Congrès d'octobre, le premier secrétaire du parti socialiste répondra aux questions d'André Fasseux et de Jean-Yves Lhonnau, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Bruno Cortès, de R.T.L. Le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Le lit du racisme

L'extrême droite a fait de l'immigration sa cible
Il serait dangereux de laisser le champ libre à la logique du bouc émissaire

par EDWY PLENEL

M. Le Pen est en train de gagner. Là où on ne l'attend pas. Ni dans les urnes, bien que, grâce à Dreux, son mouvement sache désormais se montrer indispensable à une opposition peu scrupuleuse. Ni dans les sondages, où pourtant, l'effet médiatique aidant, il ne saurait tarder à trouver place. Non, plus discrète-

ment, l'extrême droite progresse dans les têtes. Dans les manières de penser, comme en témoignent les raisonnements et les commentaires suscités par sa campagne contre l'immigration. Et, paradoxalement,

parmi ceux-là mêmes qui veillent à se démarquer de ses « excès » et de ses « outrances », puisqu'il ne s'agit que de cela.

On l'entend depuis dimanche : si « cela » a payé, c'est qu'il y a « problème ». Et ce problème ne serait autre que celui-là même brandi et exploité par M. Le Pen et ses amis : les immigrés. Et d'autres termes : les succès du Front national seraient d'abord imputables à ce qu'il dénonce, cette immigration « incontrôlée », « anarchique », « clandestine », « sauvage », « proliférante », « criminogène », au choix des expressions en vogue. Là serait l'urgence, bien plutôt que dans les dérapages sémantiques, les rationalités plus fréquentes ou la chasse d'est à est aux jeunes Arabes des cours de H.L.M., qui seraient autant d'anecdotes, de caricatures ou d'épouvantails désignés par une bonne conscience humanitaire afin d'échapper au « vrai problème » : l'immigration.

(Lire la suite page 10.)

DEUX POINTS DE VUE SUR L'ÉLECTION DE DREUX

Je prends cela
comme un échec personnel

par GUY BEDOS

Il faut donner le droit
de vote local aux immigrés

par PAUL THIBAUD

LIRE PAGE 7



AU JOUR LE JOUR

Devoirs

Rentrée scolaire, premiers devoirs. Les élèves de la classe politique planchent sur les sujets de dissertation soumis par les maîtres.

M. Marchais a rendu sa copie sur « L'affaire du Boeing, vérités et responsabilités ». C'est un chef-d'œuvre de dialectique renversante.

M. Mauroy travaille à un devoir sur « Budget, contrainte et idéal ». Il peine. M. Chirac médite tranquillement sur « L'espérance » et M. Giscard d'Estaing sur « L'oubli ».

Les copies seront notées plus tard.

BRUNO FRAPPAT.

LES PRIX D'ARCHITECTURE DE L'AGA KHAN A ISTANBUL

Espaces de la tolérance

Les prix d'architecture de l'Agâ Khan ont été décernés pour la seconde fois, le 4 septembre à Istanbul, par l'Agâ Khan et en présence du général Kenan Evren, président de la République turque. Ces prix, inaugurés en 1980 à Lahore (Pakistan) et qui sont remis tous les trois ans, distinguent des réalisations exemplaires dans le monde islamique et manifestent un esprit de tolérance également exemplaire.

Qu'ils soient soutenus par un festival, un concours, une association, un organisme officiel ou non, les prix, indubitablement décernés par ou sous le contrôle d'un jury, ont acquis une surprenante importance sociale. Ils sont peut-être les successeurs démocratiques des récompenses royales ou des médailles dictatoriales. Ils y

ont perdu un caractère héréditaire, éventuellement arbitraire, et y ont gagné une plus grande valeur morale aux yeux républicains. Quant à leur valeur absolue, elle est fonction d'une combinaison variable où entrent l'argent, le degré d'indépendance des jurés, l'honneur, la pompe, les efforts ou ratonnements secondaires, etc. Si un prix bien établi peut asseoir une réputation, au moins le temps de la mémoire humaine, il est en revanche plus difficile d'asseoir la réputation d'un prix.

Les prix les plus réputés s'attachent plutôt aux choses nobles. Au sport par exemple, à la littérature, au théâtre, au cinéma. Tous les genres ont leur prix, sauf un qui en est étrangement démuné : l'architecture.

L'architecture n'a ni Nobel, ni Oscar, ni grand, ni petit prix.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 17.)

سكنى من الامم

LA CONFÉRENCE DE MADRID ET L'AFFAIRE DU BOEING SUD-CORÉEN

M. Cheysson propose des réformes de la réglementation aérienne

Madrid. — « Il faut faire en sorte que de tels crimes — vous voyez que je n'emploie pas le mot « incidents » — ne puissent pas se reproduire. Ce qui est arrivé au Boeing sud-coréen est inqualifiable. M. Claude Cheysson, qui, à la télévision française, a dénoncé cet « assassinat », n'a pas tergiversé jeudi 8 septembre pour condamner l'agression soviétique contre l'avion des Korean Airlines et ses deux cent soixante-neuf passagers. Mais si politique que soit la condamnation par le gouvernement français du comportement du Kremlin dans cette affaire, les leçons que Paris en tire sont avant tout juridiques et techniques.

Manifestement, le ministre français des relations extérieures a été frappé par le fait que, pour odieux et cynique qu'il lui paraît l'intervention de M. Gromyko à la tribune de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) à ce sujet, le chef de la diplomatie soviétique a pu avoir le droit aérien international pour lui — sinon la morale. C'est donc ce droit qu'il importe avant tout de réformer, a expliqué M. Cheysson. Et la France fait à cet égard quatre propositions concrètes.

Elle propose tout d'abord que des mesures soient prises pour faire obligation aux contrôleurs aériens militaires de donner l'alarme lorsqu'ils constatent qu'un avion civil se trouve « dans une situation dangereuse ». Elle souhaite en outre « une amélioration de la compatibilité des matériels radio civils et militaires, en particulier dans les zones sensibles », ce qui supposerait notamment l'adoption d'une fréquence de secours universelle. En troisième lieu, Paris demande que des précautions soient prises pour éviter les procédures d'interception. Enfin, la France insiste pour que tous les pays s'engagent à renoncer à l'emploi de la force contre des avions civils, conformément à la charte des Nations unies.

Sur ce dernier point, le ministre français a rappelé à ses collègues européens et américains que seules la France, la Suisse et la Grande-Bretagne avaient, il y a dix ans, soutenu cette proposition, à laquelle s'opposait notamment l'Union soviétique, mais aussi les États-Unis. « Ceux qui osent encore refuser l'adoption d'une telle règle doivent s'en justifier devant l'opinion publique internationale », a-t-il souligné jeudi en présentant ces propositions à la presse.

En fait, M. Cheysson a été frappé en arrivant à Madrid par deux contradictions. La première est celle qui existe entre la gravité de l'affaire du Boeing et la volonté, très générale dans la capitale espagnole, de conclure cette troisième session de la C.S.C.E. sur un accord que la levée de l'obstruction malaise a enfin permis d'obtenir.

Vigueur verbale sanctions dérisoires

La seconde contradiction est celle que le ministre français des relations extérieures a observée entre la vigueur verbale des condamnations

LE QUAI D'ORSAY DEMANDE UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DE L'O.A.C.I.

Le Quai d'Orsay a publié le 9 septembre le communiqué suivant :

« Le gouvernement français a décidé d'agir au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) pour qu'une tragédie comparable à celle du 1^{er} septembre ne puisse se renouveler. Il vient de donner instruction à son représentant permanent à l'O.A.C.I. d'appuyer la demande de réunion en session extraordinaire du Conseil de cette organisation. La France demandera que, conformément à la convention de Chicago (1), une enquête internationale fasse toute la lumière sur le déroulement des événements récents. »

« Le gouvernement propose également l'adoption de règles internationales visant à préserver la sécurité des avions civils : »

« Des mesures concrètes faisant obligation aux militaires d'alerter les contrôleurs civils lorsqu'ils constatent qu'un avion civil se trouve dans une situation dangereuse ; »

« La mise en œuvre rapide de matériels radio civils et militaires compatibles, particulièrement pour les avions circulant dans les zones sensibles ; »

« L'introduction de précautions accrues dans les procédures d'interception ; »

« Une proposition d'amendement à la convention de Chicago comportant engagement de s'abstenir de l'emploi de la force à l'encontre d'avions civils dans le respect de la charte des Nations unies. »

(1) Convention internationale du 7 décembre 1944 qui réglemente les relations internationales dans le domaine du trafic aérien civil.

De notre envoyé spécial

occidentales et le caractère assez dérisoire des sanctions proposées.

Outre qu'une suspension des vols entre les pays de l'Ouest et l'Union soviétique impliquerait de sacrifices financiers dans le camp occidental que pour les Européens (les compagnies américaines n'ayant aucune liaison directe avec Moscou ou Leningrad), cette éventualité paraît modeste à donner lieu au cours d'un déjeuner, qui a réuni jeudi les chefs de délégation des dix pays membres de la Communauté européenne, a d'assez peu glorieuses enclaves à l'envers : c'était à qui proposerait le délai le plus bref, la punition la moins lourde... pour les finances de sa propre compagnie aérienne nationale. Tous les pays membres de la Communauté ont, en effet, à un titre ou à un autre, des liens aéronautiques avec l'U.R.S.S.

Ce déjeuner des Dix a confirmé que trois attitudes au moins coexistent au sein de la Communauté sur la question des sanctions à l'égard de l'Union soviétique. Quelques-uns sont partisans, comme le souhaitent les États-Unis, d'une attitude dure ; d'autres renonceraient volontiers à toute riposte autre que verbale ; entre ces deux extrêmes, enfin, un tiers, parti hésite et compte ses sous... Comme chaque fois qu'elle manque d'unité, la Communauté risque aussi de manquer de grandeur. C'est pour comble court à de telles tergiversations que M. Cheysson a décidé de brusquer les choses, et d'annoncer des propositions concrètes.

Au risque de voir cette attitude à son tour critiquée : malgré les paroles très fermes qu'il a eues pour vilipender la conduite soviétique, le ministre français peut en effet s'entendre reprocher de placer la controverse sur le seul terrain juridique et technique qui ne peut manquer d'arranger les Soviétiques. L'affaire du Boeing est-elle seulement un problème de droit international public et de réglementation de la circulation aérienne ? M. Cheysson ne le prétend évidemment pas. Mais l'accent mis par la France sur le côté à la fois scandaleux et déshonorant de cette réglementation (du moins en ce qui concerne le recours à la force en cas de dévirement injustifié d'un avion) a évidemment quelque chose d'assez réducteur, et a aussitôt été jugé avec sévérité par les Américains et ceux des Européens qui sont les plus proches de Washington. « M. Gromyko dit avoir le droit pour lui, la belle affaire ! », exclamait l'un d'entre eux dans les couloirs de la Conférence. L'autre s'interrogeait : « Une seconde si l'U.S. Air Force avait abattu au-dessus de la Floride par exemple un avion cubain avec des centaines de passagers à bord pour cause d'erreur de navigation voire d'espionnage photographique ? »

Mais on ne cache pas du côté français que l'affaire de nature à remettre en cause l'image que tout un chacun peut avoir en Occident des rapports avec le camp soviétique. On ne cherche pas à envenimer les rapports avec Moscou ; mais on se déclare très conscient de l'impact formidable que le méfait soviétique aura eu dans l'opinion internationale. De ce point de vue, la sévérité des délégués occidentaux à la Conférence de Madrid et l'embaras plus ou moins bien dissimulé des représentants de l'Est n'ont rien de gratuit. Ils ont été la conséquence d'un événement d'importance de la destruction du Boeing sud-coréen.

Quant à l'entretien que M. Shultz a eu jeudi après-midi avec M. Gromyko, il a, lui aussi, confirmé que le divorce était total. « C'est ce que j'ai entendu de pire sur le sujet », a simplement commenté le secrétaire d'État américain au sortir de son entretien avec son collègue soviétique. Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Moran, devait de son côté indiquer qu'aucune précision, un tant soit peu apaisante, et bien entendu aucune excuse, ne lui avait été fournie par le chef de la diplomatie soviétique.

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, dans la nuit de jeudi à vendredi, pouvait-elle dans ces conditions aboutir à autre chose qu'à un constat navré de l'impuissance occidentale à riposter ?

Plusieurs centaines de personnes ont marché jeudi 8 septembre à Paris, à l'appel du Comité chrétien solidarité, du Trocadéro en direction de l'ambassade d'U.R.S.S. M. Philippe Malaud, ancien ministre, et l'ancien dirigeant de l'O.A.S. Pierre Sergent figuraient parmi les manifestants, qui se sont dispersés devant un barrage de C.R.S. avant d'atteindre l'ambassade.

d'une seule voix à l'attitude soviétique ? En vertu de cette règle non écrite qui fait que l'U.R.S.S. n'a qu'à commander à ses alliés forcés, tandis que les États-Unis ont sans cesse à négocier avec leurs alliés volontaires, M. Shultz paraissait mal armé pour faire prévaloir son point

de vue, qu'il devait exposer avec vigueur à la tribune, ce vendredi matin. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de la réunion de Madrid que cette Conférence s'achève par un accord unanime alors que le fossé entre les démocraties occidentales et l'U.R.S.S. semble plus profond que jamais.

BERNARD BRIGOULEUX.

« Un acte brutal, inqualifiable choquant, bouleversant, incroyable »

Voici les principaux extraits du discours prononcé, le jeudi 8 septembre, à Madrid, par M. Cheysson, devant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe :

(...) Les résultats que nous enregistrons aujourd'hui à Madrid sont décevants : ils ouvrent la voie à d'autres progrès, mais ils sont limités. Trop de sujets importants ont dû être abandonnés. La situation, au regard des engagements pris à Helsinki et réaffirmés ici, n'est pas satisfaisante. (...)

Le dialogue ne sera pas illusoire. Le progrès sera noté, mais nous ne donnerons pas l'impression de légitimer des comportements qui sont — et qui demeurent — contraires à la lettre comme à l'esprit des engagements souscrits à Helsinki. Chacun les a présents à l'esprit : l'occupation persistante de l'Afghanistan, l'engorgement constant du potentiel militaire d'un État qui, surestimant ses intérêts de sécurité et minimisant ceux de ses partenaires, a fait apparaître un dangereux déséquilibre en Europe, la situation en Pologne, qui ne correspond pas aux aspirations du peuple polonais, enfin, le sort fait dans certains pays à certains droits fondamentaux de l'homme : liberté individuelle, liberté syndicale, liberté religieuse, droit à l'information. (...)

À la liste déjà longue que je viens de dresser, il faut ajouter l'acte brutal et inqualifiable, choquant, bouleversant, incroyable, qui a amené un avion militaire à tirer sur un avion civil et à porter ainsi la responsabilité

de la mort de deux cent soixante-neuf hommes et femmes (...)

Le document final de Madrid ouvre la voie à de possibles progrès. D'une part, il comporte des dispositions nouvelles précisant les conditions d'application des principes de l'acte final d'Helsinki à des domaines qui n'étaient jusqu'alors pas explicitement couverts. D'autre part, il prévoit des rendez-vous d'ici la réunion de Vienne en 1986, et cela permettra de débattre des sujets essentiels. (...)

Autre chose peut changer, doit changer, dans la situation en Europe. Après cette réunion de Madrid, la menace que fait peser pour chacun de nous depuis l'accumulation déséquilibrée des armes conventionnelles sur le continent devrait pouvoir être réduite. Un tel déséquilibre est évidemment porteur de biez des risques, et même du risque ultime, celui de l'engagement conventionnel là où une erreur de l'interprétation d'un mouvement quelconque pourrait être le détonateur. (...) Dès 1978, la France avait pris l'initiative de proposer, pour diminuer les dangers et les menaces, la convocation d'une Conférence sur le désarmement en Europe, la C.D.E. L'accord qui nous consacrons aujourd'hui prévoit que cette C.D.E. se réunira à Stockholm en janvier prochain. La dure et longue négociation d'un mandat précis a permis d'assigner à cette nouvelle institution sa tâche, limitée, mais ambitieuse, qui est d'examiner ce déséquilibre. (...)

Washington renforce ses sanctions contre l'U.R.S.S.

Un renforcement des mesures de représailles contre l'U.R.S.S., consécutives à la destruction du Boeing sud-coréen par des chasseurs soviétiques, a été annoncé jeudi soir, 8 septembre, par la Maison Blanche. Les bureaux de l'Aéroflot aux États-Unis devront être fermés d'ici au 15 septembre et toute opération commerciale par l'intermédiaire des compagnies américaines est interdite à la compagnie soviétique.

Aux Nations unies, le Conseil de sécurité devait voter vendredi soir sur un projet de résolution « déplorant profondément la destruction de l'avion de ligne coréen » présenté par dix pays (Australie, Canada, États-Unis, Fidji, France, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Royaume-Uni). A Tokyo, l'ambassadeur d'U.R.S.S., M. Pavlov, a annoncé que des débris du Boeing de la KAL avaient été retrouvés par des bateaux soviétiques. A Moscou, l'agence Tass a annoncé qu'une conférence de presse, consacrée semble-t-il à l'affaire du Boeing, serait donnée vendredi par des hauts responsables civils et militaires soviétiques.

Circonstances atténuantes ?

Trois jours à peine après la disparition du Boeing-747 des Korean Airlines, une « information » au sujet de cette affaire était communiquée en U.R.S.S. aux membres du P.C. soviétique. Diverses indications recueillies à Paris permettent de reconstituer ce qu'a pu être cette « information », autrement dit l'interprétation soviétique des faits jusqu'ici divulgués non seulement à Moscou, mais également à Washington et à Tokyo. Les sources que l'on peut interroger se réfèrent à la déclaration du gouvernement soviétique publiée mardi soir (reconnaissant que l'appareil a été abattu) et admettent, avec une certaine candeur, que le Kremlin ne pouvait — tardivement — diffuser cette version des faits avant de connaître les informations dont disposaient les États-Unis et le Japon et que ces pays étaient disposés à rendre publiques. Deux points essentiels ressortent de l'interprétation soviétique, telle qu'elle résulte de conversations « privées » ou cours auxquelles elle est naturellement présentée comme l'expression d'opinions « personnelles ».

Ce n'est pas la première fois que des appareils civils s'écartent de leur route, même dans cette région particulièrement sensible qu'est l'Extrême-Orient soviétique. Lorsque le Boeing de la KAL a survolé le sud du Kamtchatka — et, selon Moscou, « une base très importante » de forces nucléaires stratégiques de l'U.R.S.S. — les chasseurs soviétiques ont donc pris l'air, s'en sont approchés, puis, alors qu'il entrait à nouveau dans l'espace aérien international au-dessus de la mer d'Okhotsk, se sont bornés à le suivre. Avec d'autant plus d'attention que l'appareil américain « de reconnaissance » du type TC-135 croisait dans les parages et qu'un rapport pouvait exister entre les deux vols. La surprise aurait été de voir l'avion sud-coréen, déjà suspect à la fois en raison de cette première incursion dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. et de son absence de réponse aux appels radio des Soviétiques, pénétrer à nouveau dans une zone aussi sensible qu'interdite, cette fois au-dessus de l'île Sakhaline. Pour un appareil commercial chargé de passagers, le risque encouru a été jugé pour le moins exceptionnel, voire incompréhensible.

C'est à partir de là que les autorités soviétiques — militaires sinon civiles — auraient pensé qu'elles avaient peut-être affaire non à un authentique avion de la KAL dont les passagers dormaient du sommeil du juste, mais à un appareil « maquillé », bourré d'électronique et se livrant à une opération d'espionnage caractérisée. Voici donc l'appareil 007 de la KAL qui, pour la seconde fois en deux heures, pénétre — au-dessus de Sakhaline — dans l'espace aérien soviétique. Il est à nouveau pris en chasse par les intercepteurs, dont les sources soviétiques ne contestent pas, en privé, qu'ils ont pu reconnaître dans l'intrus un Boeing-747, voire un appareil portant les signes et les couleurs des Korean Airlines, cette identité étant toutefois sujette à caution.

La version soviétique s'appuie, à partir de ce moment, sur la transcription des enregistrements des communications radio des pilotes de chasse avec leurs postes de contrôle au sol (le Monde du 8 septembre) ainsi que sur les autres informations publiées à Washington et à Tokyo. Les enregistrements révèlent que, à 18 h 12 (G.M.T.), le contact visuel aussi bien que radar est établi entre le Sukhoi SU-15 soviétique et le Boeing — qui ne répond toujours pas aux appels qui lui sont lancés par radio. Une minute et demie plus tard, le système d'armes de l'intercepteur soviétique est « branché ».

Il est 18 h 18 lorsque le Boeing fait clignoter ses feux. Contradiction avec la thèse soviétique officielle ? Non, répliquent nos sources, car l'avion avait jusqu'alors volé tous feux éteints et c'est la première fois qu'il émettait des signaux lumineux. A 18 h 21, ces signaux lumineux sont à nouveau mentionnés par le pilote du Sukhoi, qui annonce être à

Un choix

Sincère ou non, cette version des faits laisse subsister bien des questions, en particulier sur l'incompréhensible absence de communications radio — fût-ce par l'intermédiaire de tiers, au sol ou dans les airs — entre le Boeing sud-coréen et ses intercepteurs.

Elle n'apporte pas, surtout, de circonstances réellement atténuantes au comportement des autorités soviétiques. Celles-ci, en effet, ont eu à choisir entre deux risques : celui, d'une part, de laisser s'échapper un avion éventuellement « maquillé » qui venait d'accomplir une mission d'espionnage ; celui, d'autre part, d'abattre un avion qui, se fût-il volontairement écarté de sa route à des fins de renseignement, n'en transportait pas moins plusieurs centaines de passagers. Entre ces deux risques, c'est le second — dont nous continuons à penser qu'il était criminel — qui a été choisi. Il est un peu tard pour en regretter aujourd'hui à Moscou les conséquences.

ALAIN JACOB.

L'entretien Mitterrand-Gromyko

(Suite de la première page.)

« Acte brutal, inqualifiable, choquant, bouleversant, incroyable », a répondu jeudi à la même tribune M. Cheysson : « crime » et « assassinat ». A-t-il ajouté en s'adressant aux journalistes.

M. Gromyko a eu jeudi, dans la capitale espagnole, avec son collègue américain M. Shultz un long entretien qui s'est très mal passé. « C'est ce que j'ai entendu de pire sur le sujet (l'avion sud-coréen) », a dit ensuite le secrétaire d'État.

A Washington, la Maison Blanche a annoncé jeudi de nouvelles représailles contre la compagnie Aéroflot, dont tous les bureaux seront fermés et les employés expulsés.

La France, quant à elle, a décidé de demander la réunion du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale et de proposer des modifications des règles en vigueur « pour préserver la sécurité des avions civils ».

La Conférence de Madrid ne s'en termine pas moins ce vendredi par l'adoption d'un document diplomatique visant à améliorer la sécurité et la coopération en Europe.

Ballade rêvée d'êtres immobiles

CATHERINE DAVID
L'océan miniature
ROMAN
AUX ÉDITIONS DE LA POÉSIE
1983



Roman Seuil

سكوت من الامم

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE MADRID ET L'AFFAIRE DU BOEING SUD-CORÉEN

Ce drame touche à des questions liées à la souveraineté des Etats
déclare M. Marchais

M. Georges Marchais, qui, après avoir séjourné en Bulgarie au mois d'août, a passé quelques jours dans sa maison de campagne de l'Yonne avant de reprendre ses activités, a prononcé, jeudi 8 septembre, un discours consacré aux droits de l'homme. Le secrétaire général du P.C.F. inaugurait le stand du comité central de la Fête de l'Humanité, qui se déroulera les 10 et 11 septembre, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), stand consacré à une exposition intitulée : « Notre combat pour les droits de l'homme ».

Ce discours a été l'occasion, pour M. Marchais, de donner le point de vue officiel du parti communiste sur la destruction d'un avion de transport civil sud-coréen par l'armée de l'air soviétique, le 31 août dernier. Alors que M. Pierre Jégou, membre du bureau politique, s'était, au matin du 2 septembre, déclaré « interloqué et, si les informations à ce sujet se vérifient, indigné », M. Roland Leroy, lui aussi membre du bureau politique, directeur de l'Humanité, avait, au soir du même jour, exprimé son « émotion », mais il avait surtout insisté sur les « zones d'ombre » entourant l'affaire, position développée, les jours suivants, par la presse communiste. C'est ce point de vue que M. Marchais a repris et justifié. L'exposition inaugurée par M. Marchais ne relève aucune entrave aux libertés dans les pays socialistes.

M. Marchais a déclaré que « la campagne de manipulation et de mystification menée par les forces de la réaction internationale, sur le thème des « droits de l'homme », vise à « faire oublier les horreurs dont se rend coupable la capitale et à lui laisser ainsi la voie libre pour d'autres forfaits », à « diffuser le socialisme, pour détruire toute espérance en une société nouvelle », à « brouiller les pistes et [à] travailler les consciences [pour] conduire les gens à acquiescer le capitalisme au bénéfice du doute ».

Selon M. Marchais, « la notion essentielle du socialisme, c'est la suppression de l'exploitation et de l'oppression, le progrès social, le développement économique, technique, scientifique, fondé sur la satisfaction des besoins sociaux, l'essor de l'éducation, de la qualification des travailleurs, de la culture, la transformation progressive des conditions de vie et de travail, la promotion des libertés individuelles et collectives, un effort constant en faveur du désarmement, de la détente, d'un nouvel ordre économique et politique mondial, de la paix. C'est en un mot, et il dit, la promotion des droits de l'homme sous toutes leurs formes ».

Après avoir rappelé que le P.C.F. a « prononcé une condamnation sans appel contre le socialisme », M. Marchais a affirmé : « Alors qu'il est dans la nature même de l'impérialisme de nier les libertés et les droits de l'homme, le socialisme a, lui, pour objectif la libération humaine ».

Le secrétaire général du P.C.F. a, par ailleurs, évoqué la « tragédie du Boeing sud-coréen ». Il a déclaré : « Ce drame a, de manière compréhensible, suscité dans l'opinion une vive émotion que, bien sûr, nous ressentons nous-mêmes. Des informations maintenant fournies par toutes les parties, il apparaît qu'il touche avec des conséquences particulièrement lourdes à des questions liées à la souveraineté des Etats. Et cela, dans un contexte international particulièrement tendu, où les confrontations, les menaces et les épreuves de force se multiplient ».

En ce qui nous concerne, nous

M. KRASUCKI (C.G.T.) : « Les choses sont loin d'être claires de part et d'autre »

Au cours de son discours de « rentrée », le 8 septembre à Saint-Ouen, M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a évoqué la situation internationale et la destruction du Boeing sud-coréen : « Les événements récents et même de ces derniers jours nous amènent à dire nos préoccupations sur les risques que nous entraîne pour notre pays la présence militaire de la France en des points névralgiques où nous pourrions être entraînés - en dépit de la volonté affirmée - dans des conflits où notre pays n'a rien à faire sinon de favoriser des issues négociées positives ».

Plus largement, a ajouté M. Krasucki, au plan mondial, le drame qui s'est produit avec un avion de ligne sud-coréen a provoqué une grande émotion que nous partageons. Nous exprimons la volonté aussi de connaître l'entière vérité de part et d'autre, car, jusqu'à présent, les choses sont loin d'être claires. Toutes les circonstances et toutes les responsabilités doivent être clairement établies. Cette tragédie où périrent deux cent soixante-neuf civils rappelle à tous les habitants de notre planète les dangers d'une situation qui peut engendrer des catastrophes bien pires encore ».

avons immédiatement demandé que toute la lumière soit faite, et je pense que nous avons eu raison. Jour après jour, des faits nouveaux ont été versés au dossier. Aujourd'hui, d'importantes contradictions subsistent entre les explications des uns et des autres, notamment quant à l'évolution des responsabilités réelles. Or le monde a droit à la vérité. Non pas d'une vérité partielle, qui arrange tel ou tel, mais d'une vérité telle qu'elle est. Et celle-ci, sans aucun doute, est plus complexe que la version caricaturale de ceux pour qui, une fois par toutes, l'Union soviétique est l'Empire du Mal et ses dirigeants des ogres assoiffés de sang.

De cette affaire si déplorable, un enseignement essentiel s'impose : c'est le caractère néfaste, dangereux, de ce climat de tension, que je viens d'évoquer. A l'évidence, les réactions des dirigeants américains à ces événements tragiques - cette volonté d'exacerber les passions, ces appels à la vengeance, ces menaces, ces outrances et ces invectives - n'ont pu que contribuer à dégrader plus encore ce climat. C'est inquiétant ».

Le calendrier des prochaines rencontres

Le document de Madrid prévoit un important cycle de rencontres entre les représentants participants sur divers sujets au cours des années à venir. Le calendrier est le suivant :

- 25 OCTOBRE 1983 : réunion préparatoire, à Helsinki, de la conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe (C.D.S.E.) ;
- 17 JANVIER 1984 : ouverture, à Stockholm, de la première phase de la C.D.S.E. ;
- 21 MARS 1984 : rencontre d'experts, à Athènes, sur le règlement pacifique des différends ;
- DU 18 AU 26 OCTOBRE 1984 : séminaire, à Venise, sur la coopération en Méditerranée ;
- 21 NOVEMBRE 1984 : réunion à Budapest, d'une durée maximale de deux semaines, pour préparer un « forum de la culture » dans la même ville en octobre 1985 ;
- 23 AVRIL 1985 : réunion préparatoire, à Ottawa, d'une conférence d'experts sur les contacts entre les personnes ;
- 7 MAI 1985 : tenue de la deuxième conférence à Ottawa ;
- AOUT 1985 : le dixième anniversaire de l'acte final d'Helsinki sera célébré, « comme il se doit », dans la capitale finlandaise ;
- 15 OCTOBRE 1985 : « forum de la culture » à Budapest ;
- 2 AVRIL 1986 : réunion préparatoire, à Berne, à une rencontre d'experts sur les contacts entre les personnes ;
- 15 AVRIL 1986 : tenue de la troisième conférence, à Berne, pour une durée maximale de six semaines ;
- 23 SEPTEMBRE 1988 : réunion, à Vienne, pour deux semaines au maximum, afin de préparer la conférence sur « les suites de la C.S.C.E. » ;
- 4 NOVEMBRE 1988 : ouverture, à Vienne, de la conférence, la troisième du genre après celle de Belgrade (1977-1978) et de Madrid (1980-1981).

Le document de Madrid précise que toutes les réunions mentionnées ci-dessus n'excéderont pas une durée de six semaines chacune, « à moins qu'il n'en soit autrement convenu ».

PROCHE-ORIENT

LA REPRISE DES COMBATS AU LIBAN

Les parlementaires américains s'inquiètent de l'engagement croissant des « marines »

Correspondance

Washington. - Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, une unité de l'U.S. Navy a bombardé des objectifs à terre. La Maison Blanche a immédiatement souligné que le bombardement des emplacements d'artillerie tenus par les druzes dans la montagne, au nord-est de Beyrouth, ne devait pas être considéré comme annonçant un engagement plus étendu des Etats-Unis dans les combats au Liban. La mission des « marines » reste inchangée, dit-on ici, et il n'est pas question que les forces américaines sortent de leur rôle défensif pour passer à l'offensive contre les druzes et les autres factions libanaises en lutte contre le gouvernement de Beyrouth.

Compte tenu du malaise des milieux politiques et de l'opinion, cette mise au point a été précieuse. Il est cependant évident que le gouvernement évitera un débat difficile au Capitole lors de la rentrée parlementaire de la semaine prochaine, étant donné qu'un certain nombre de parlementaires voudraient obtenir des explications sur la mission de la présence militaire américaine au Liban. Ils constatent avec inquiétude une escalade de la puissance de feu américaine. Après les armes légères (fusils, mitrailleurs, mortiers) les « marines » utilisent maintenant leur artillerie et se font appuyer par les gros canons de l'U.S. Navy.

D'autre part, le Pentagone ne cache pas que, pour assurer la protection de ses hommes, il pourrait faire intervenir les bombardiers de porte-avions Eisenhower et, éventuellement, les gros avions à réaction de l'armée de l'air. L'Union soviétique a d'ailleurs New Jersey rappelé d'Amérique centrale.

Malgré les assurances données et soulignées qu'il s'agit simplement d'une mission de protection du contingent américain et d'une démonstration de force de nature à faire réfléchir les factions libanaises, le malaise persiste au Capitole. Certes, les amis du gouvernement s'efforcent de faire approuver une résolution qui autoriserait le maintien des « marines » au Liban. Mais d'autres refusent de signer ce qu'ils appellent un « chèque en blanc » assurant la résolution des problèmes du Liban. Il s'agit là d'un changement d'opinion net par rapport à septembre 1982 où une majorité (52 %) l'avait approuvé.

Le représentant Long, président de la sous-commission des crédits destinés à l'étranger, a annoncé qu'il s'efforcera de faire réduire les crédits destinés aux « marines » tant que le président Reagan n'aura pas invoqué le War Powers Act, loi de 1973 adoptée malgré l'opposition vigoureuse et le veto du président Nixon. Le Congrès voulait alors réaffirmer son autorité et son pouvoir constitutionnel de déclarer la guerre. La loi prévoit différentes situations. Ainsi, l'envoi de troupes américaines « équipées pour le combat » dans un territoire étranger où les chances d'hostilité sont faibles, n'obligerait le président qu'à adresser un rapport au Congrès tous les six mois. En revanche, si les troupes sont envoyées là où les « circonstances indiquent l'ouverture d'hostilités », elles devraient être rappelées aux Etats-Unis dans un délai de soixante jours (ou quatre-vingt-dix jours en cas de « nécessité militaire absolue ». Le Congrès devrait alors déclarer la guerre ou donner son autorisation au maintien des troupes américaines à l'étranger.

Y a-t-il « hostilités » ?

Pour le moment, la Maison Blanche affirme que les « marines » ne sont pas engagés dans des combats et que, par conséquent, les délais prévus par la loi sur le maintien ou la prolongation du déploiement des forces américaines ne s'appliquent pas. En revanche, beaucoup de parlementaires estiment que les troupes américaines subissent actuellement des tirs d'artillerie sous une situation d'« hostilités » que M. Reagan devrait reconnaître formellement. Certains même pensent que, faute d'un rapport du président, le Congrès se doit d'agir à sa place. Ainsi, à la limite, la Cour Suprême pourrait être appelée à régler ce litige constitutionnel entre l'exécutif et le législatif.

Selon un sondage récemment mené par l'hebdomadaire Newsweek, une majorité d'Américains (53 %) souhaitent que les « marines » restent aux Etats-Unis, et, surtout, une majorité (54 %) désapprouve la décision initiale du président Reagan de les envoyer au Liban. Il s'agit là d'un changement d'opinion net par rapport à septembre 1982 où une majorité (52 %) l'avait approuvé.

HENRI PIERRE

Le face-à-face franco-syrien

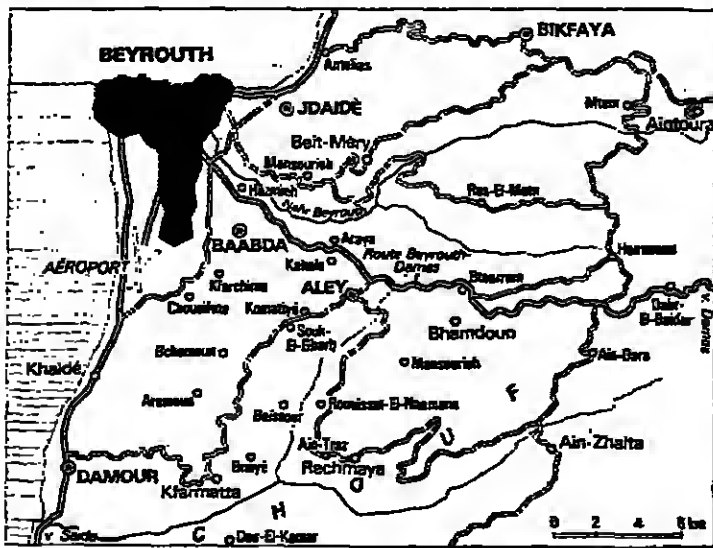
(Suite de la première page.)

Cette opération, après les propos de M. Jomblatt sur le « retour des Palestiniens » dans son sillage à Beyrouth (il s'est rétracté depuis), a achevé d'indisposer les musulmans de la capitale et de faire pencher leurs dirigeants en faveur d'un soutien aux autorités légales, à faire réfléchir les factions libanaises, le malaise persiste au Capitole. Certes, les amis du gouvernement s'efforcent de faire approuver une résolution qui autoriserait le maintien des « marines » au Liban. Mais d'autres refusent de signer ce qu'ils appellent un « chèque en blanc » assurant la résolution des problèmes du Liban. Il s'agit là d'un changement d'opinion net par rapport à septembre 1982 où une majorité (52 %) l'avait approuvé.

Pour ce qui est des tentatives de médiation, on enregistre avec satis-

demande de convocation, assortie d'une plainte contre les interventions militaires de la Syrie sur son territoire. Il compte sur le témoignage des pays engagés dans la force multinationale, dont trois sont membres permanents du Conseil de sécurité et disposent de photos aériennes.

Les remarques acerbes à l'égard d'Israël proviennent toujours de dirigeants de l'opposition, les plus favorables naguère à l'alliance israélienne. Le thème d'une « collusion » israélo-syrienne en vue d'un partage du Liban a été développé jeudi par



faction à Beyrouth que les Saoudiens ont repris à leur compte des vingt-quatre heures après l'annonce. Le gouvernement de Riyad ayant à sa façon, c'est-à-dire implicitement, et ce terme volé, rejeté la responsabilité du blocage sur la Syrie, on espère dans les milieux officiels libanais que Damas a mis assez d'eau dans son vin pour amener le médiateur saoudien, l'émir Bandar Ibn Abdel Aziz, à pied d'œuvre, qui rencontrera ainsi pour la quatrième fois le président Assad.

Le Liban a néanmoins saisi le Conseil de sécurité de l'ONU d'une

le secrétaire général du Front libanais (chrétien), M. Edouard Hohn, qui reproche, en outre à l'Etat hébreu sa sollicitude suspecte à l'égard des druzes.

Eufin, les lignes druzes chrétiennes sur le champ de bataille de la montagne, déjà stables la veille, n'ont pas changé non plus ces dernières vingt-quatre heures. Dair El-Kamar, où sont réfugiés quarante mille villageois chrétiens, contraints à l'exode, a subi un violent bombar-

pelle que de nombreux blessés doivent être évacués d'urgence. Le C.I.C.R. se plaint de nombreuses violations de cessez-le-feu qui entravent son action et demande que des mesures soient prises pour mettre fin aux « souffrances de victimes innocentes ». (Corresp.)

L'armée française sur deux fronts

Le gouvernement français réorganise, bien sûr, les termes. Mais les faits sont là. Aujourd'hui, l'armée française est engagée sur deux fronts, le Tchad et le Liban, c'est-à-dire dans des lieux de violence où la moindre escarmouche dégenère, use, les militaires et le corps « corrompu », - les hommes qui la France veut mettre au service de la paix, en interposition entre des populations qui s'entre-déchirent avec férocité.

Certes, l'armée française n'est pas en état de guerre déclarée ouverte contre un adversaire qui l'attaquerait de face, au grand jour. Mais elle n'est peut-être plus, déjà, cette force de dissuasion censée séparer des combattants qui la respecteraient en retour puisqu'elle est spécifiquement venue à Beyrouth et menacée de l'être au Tchad, à en croire M. Goukour Ouedd.

Toutes proportions gardées, la France réagit, du reste, de la même façon devant les incidents qui se multiplient lorsque les risques encourus par son contingent s'accrois-

sant : en envoyant un porte-avions devant Beyrouth ou des avions à N'Djamena pour servir de base arrière à la protection de ses soldats de la paix. Politique de la canonnade ? Souci légitime et logique de la sécurité de ses hommes sur le terrain, peut-on répondre. En déplaçant à toute vitesse le Foch devant Beyrouth et en laissant ses Jaguar vibrer, dans le ciel tchadien, au-delà des positions tenues par les parachutistes et les légionnaires du général Poli, le gouvernement français a choisi de donner à ses troupes l'assurance qu'elles seront défendues.

Tchad, Liban, même combat ! C'est ce qu'on se prêterait à dire si un tel sujet se prêtait à des slogans. En réalité, tant en Afrique qu'au Proche-Orient, la mission des forces françaises est « orthodoxe » dès lors qu'elle est soumise à la demande de gouvernements reconnus, avec lesquels la France entretient des relations officielles, et dès lors, aussi, qu'elle demeure conforme à la lettre et à l'esprit de textes approuvés, en leur temps, par le Parlement.

Distinction

Au printemps dernier, députés et sénateurs ont adopté une loi de programmation militaire dont le principe assigne à l'armée française les deux missions suivantes : 1) Pouvoir assurer hors d'Europe la sécurité des ressortissants français et participer à celle des pays avec lesquels la France est liée par des accords ou par une solidarité de fait, économique ou culturelle ; 2) Assumer des missions de service public ou d'intérêt général pour le maintien de la paix, l'assistance humanitaire et le respect des règlements internationaux.

Il ne vient naturellement pas à l'esprit d'aucun militaire français l'idée ou l'envie de dissuader ce principe. Même si certains d'entre eux émettent quelques réserves sur les capacités de la France à tenir de tels engagements sur une longue période, ils ont donné le poids financier de telles réserves, en nombre, encore trop limité, de ces unités de professionnels aptes à les remplir. Le projet, en cours d'adoption, d'une force d'action rapide de quarante-sept mille hommes dont l'embarquement sera achevé à la fin du mois de septembre, est une réponse, en partie, à cette inquiétude.

En fait, le doute proviendrait plutôt de la faculté, ou non, de la France

de pouvoir, dans les deux cas, s'interposer entre des armées étrangères sans être entraînée, par les circonstances, à devenir l'interposée entre les deux camps d'une guerre civile. Cette distinction est fondamentale. Ne pas l'instituer ou la laisser emporter par la confusion rendrait à changer les missions des forces armées.

On en est si conscient au ministère de la défense et dans les états-majors qu'un leitmotiv y est répété à satiété : « L'armée française n'est ni l'armée de Genghis Khan, ni l'armée de Napoléon ». Principe plus aisé à affirmer qu'à appliquer, tant la marge, sur place, de manœuvre politico-militaire est étroite et, surtout, tant la voie ainsi tracée a besoin d'être expliquée à ceux qui sont en charge de la mission et à l'ensemble des citoyens français. C'est aussi le sens du court séjour que le ministre français de la défense a fait récemment au Tchad et, à la mi-juin, au Liban, à Beyrouth : expliquer inlassablement à ses interlocuteurs que la France ne fera pas la guerre à la place des autres, mais qu'elle n'est pas prête, non plus, au sacrifice de ses soldats.

JACQUES ISNARD

Radio-Damas : « La France porte à nouveau le casque colonial »

La radio syrienne a, pour la première fois, jeudi 8 septembre, attaqué ouvertement la France, qu'elle a accusée d'avoir « livré l'armement de la passe sur le sol libanais et à Suez [en 1956] pour porter de nouveau le casque colonial, comme si elle refusait de mettre un terme à ses guerres contre les Arabes ».

Cette philippique fait suite aux voix de reconnaissance exprimées par des Super-Standard pour déterminer l'origine des tirs d'artillerie qui ont tué deux militaires français à Beyrouth.

Radio-Damas souligne que « les menaces américaines qui s'accomplissent d'énormes renforts militaires et terrestres en Syrie et à Suez dans les eaux et sur le sol libanais pénètrent lourdement sur la paix dans la région et dans le monde » et ajoute : « Le sol libanais a été choisi pour satisfaire un désir colonialiste et exécuter les promesses des pays occidentaux de défendre Israël ».

En conclusion, le commentateur de Radio-Damas estime que « la guerre américaine contre les Arabes ne saurait se limiter au Liban et à son littoral, puisqu'elle est dirigée en premier lieu contre la Syrie, un lien existant entre la sécurité de ce pays et celle du Liban ». La radio syrienne, en revanche, concentre ses attaques sur les Etats-Unis, se contentant de critiquer la France sans la nommer.

Pour sa part, l'ambassadeur du Liban en France, M. Farouk Abdallah

mal, a déclaré, jeudi, à la télévision française : « La force multinationale doit rester au Liban. On ne lui demande pas de participer aux combats, on lui demande simplement d'assurer la logistique militaire libanaise. Si cette force multinationale s'en allait, ce serait le chaos ». De son côté, le président Amine Gemayel a adressé un message de condoléances au gouvernement français à la suite de la mort, mercredi, de deux militaires.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et ses collègues français et italien, MM. Claude Cheysson et Giulio Andreotti, ainsi qu'un haut fonctionnaire britannique, se sont rencontrés jeudi à Madrid en marge de la Conférence européenne sur la sécurité pour examiner l'appel du gouvernement libanais en faveur d'un accroissement des effectifs de la force multinationale. Le ministre italien s'est contenté de dire qu'« aucune décision n'a été prise ».

(A.F.P., Reuters.)

Israël

UN NOUVEAU AN FATDIQUE

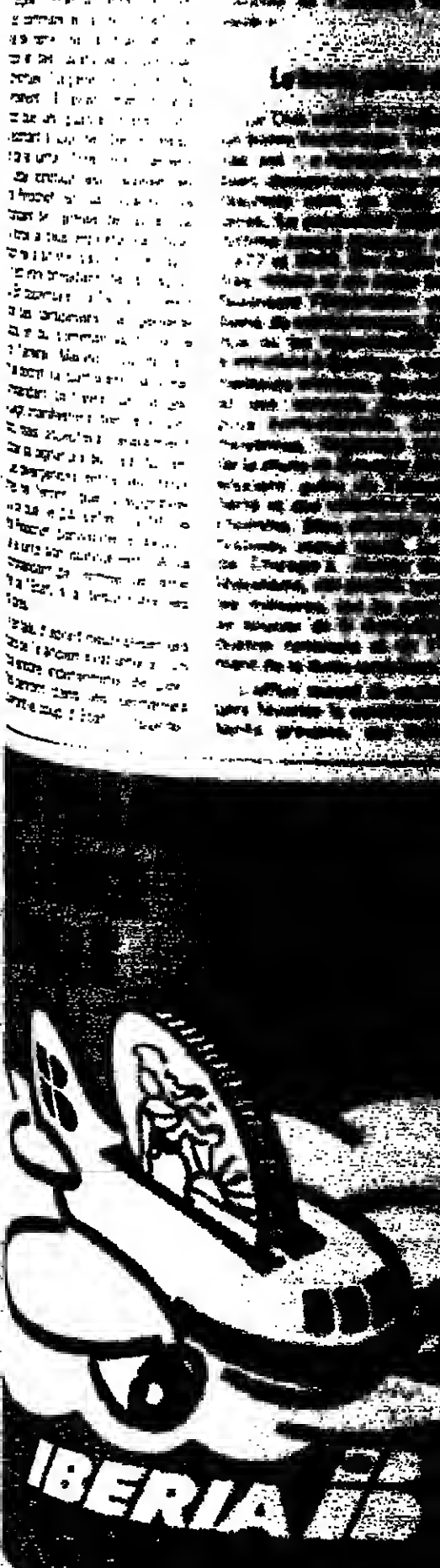
Tel-Aviv (Reuters). - Rosh Hashana, le Nouvel An juif, célébré au Liban le jeudi 8 et vendredi 9 septembre et qui correspond à l'an 5744 du calendrier juif, porte le nom de « Tishré », qui signifie « destruction », destruction symbolique. En effet, en libérant les chiffres ont des équivalents dans l'alphabet, et les mystiques ont toujours interprété ces correspondances comme des signes.

Le ministre de l'Education et de la Culture, M. Haimin, a proposé de changer les deux caractères hébreux pour éviter le mauvais présage, mais les calculateurs officiels refusent d'adhérer. « Tishré », les commentateurs de la radio préfèrent spéculer le mot à prononcer.

Les religieux assurent que « Tishré » peut aussi signifier la destruction des ennemis d'Israël, mais les esprits superstitieux rappellent que les lettres hébraïques pour l'année 1939 formaient le mot « mort ». Ils font également remarquer que George Orwell a intitulé son roman futuriste 1984 parce qu'il se commençait par les lettres alphabétiques dans le calendrier juif.

LA TENSION AU C... Le général P... l'hostilité

Le général P... l'hostilité... (Text continues with details of military tensions and political maneuvering in the region, mentioning various factions and international influences.)



LA TENSION AU CHILI A L'APPROCHE DU X^e ANNIVERSAIRE DU COUP D'ÉTAT

Le général Pinochet n'a pas senti monter l'hostilité du pays à son régime

Correspondance

Santiago. — 11 septembre 1983. 9 h 45. Des blindés encerclent le palais présidentiel de la Moneda. Le commandant en chef de l'aviation, le général Leigh, a annoncé qu'il bombardera l'édifice à 11 heures. Le président Salvador Allende s'adresse pour la dernière fois au peuple chilien pour les saluer et leur dire adieu. « L'opération silence », « Travaillerez-vous de ma part, conservez la foi dans le Chili et dans son destin... Un jour qui n'est pas si lointain verra s'ouvrir à nouveau les grandes avenues par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure. »

Dix ans plus tard, la prophétie du président socialiste serait-elle sur le point de se réaliser ou bien la dictature s'est-elle seulement changée de visage ? Il est prématuré de répondre à cette question. Si des espaces de liberté se sont ouverts ici et là depuis la nomination de M. Onofre Jarpa comme ministre de l'Intérieur, le général Pinochet continue de concentrer entre ses mains la totalité des pouvoirs. Ce qui est clair, en tout cas, c'est que le régime instauré le 11 septembre 1973 avec l'appui d'une grande majorité de Chiliens doit faire face depuis plusieurs mois à un mécontentement grandissant dû à une grave crise économique et politique.

Une démocratie « surveillée »

En renversant le gouvernement d'Unité populaire, les forces armées visaient trois objectifs principaux : libérer le pays du « cancer marxiste », rétablir l'« unité nationale » et mettre en place une démocratie débarrassée des « vices du passé ». Elles devaient, leur mission terminée, retourner dans leurs casernes. La réalité a été différente.

A l'origine, c'était la junte composée des commandants en chef de l'armée de terre, de la marine, de l'aviation et des carabinieri qui devait constituer l'organe principal du gouvernement. Il avait même été question que les quatre chefs militaires exercent à tour de rôle la présidence de la junte. Très vite, cependant, cette fonction est laissée au général Pinochet en sa qualité de commandant de l'armée de terre, de loin la force la plus importante. Son ambition ne s'arrête pas là. Ce qu'il veut, c'est être président de la République. En décembre 1974, il obtient du chef des carabinieri, le général Mendoza, et du commandant de la marine, l'amiral Merino, qu'ils signent un décret lui conférant ce titre. Le commandant de l'aviation, le général Leigh, manifeste bien son désaccord, mais acceptera finalement d'apposer sa signature au bas du décret. Les divergences entre les deux hommes ne feront que s'aggraver jusqu'à ce que, le 24 juillet 1979, le général Pinochet parvienne à expulser de la junte son concurrent. A la fois commandant de l'armée de terre et chef de l'Etat, il a désormais les mains libres.

Il avait fallu d'abord neutraliser les partisans de l'« ancien système ». Un nombre encore indéterminé de personnes priées dans les semaines qui suivront le coup d'Etat : l'opposi-

tion avance le chiffre de 30 000. Plusieurs milliers de Chiliens prendront le chemin de l'exil. Un régime policier implacable s'installe. Son principal rouage : la DINA, police politique devenue en 1979 le Central national d'informations (C.N.I.). Les dissidents seront systématiquement pourchassés, torturés, incarcérés dans des prisons clandestines, relégués aux fins fonds du pays, expulsés ou tout simplement assassinés, comme l'ex-ministre des relations extérieures Orlando Letelier, et le dirigeant syndical Tucapel Jiménez ; plusieurs centaines « disparaîtront ». Les libertés seront d'abord totalement suspendues, puis strictement limitées. Durant dix ans, les Chiliens seront soumis à un régime d'exception : l'état de siège, jusqu'en 1977, auquel succède l'état d'urgence, levé le 28 août dernier.

Sûr de contrôler le pays, le général Pinochet s'attelle à la construction d'un « nouveau Chili » : une démocratie « surveillée » et « limitée » au plan institutionnel ; une économie débarrassée du carcan de l'étatisme ; une société livrée à l'individualisme. Le Chili doit devenir, à l'ombre des baïonnettes, un vaste marché soumis à la loi de l'offre et de la demande.

Le 11 septembre 1980, le régime est à son apogée. 97 % des électeurs approuvent une nouvelle Constitution accompagnée d'une série de dispositions transitoires. A partir de cette date, le Chili n'est plus officiellement régi par un gouvernement militaire mais par un président constitutionnel. Le passage du régime de force à un régime démocratique doit cependant s'effectuer de façon pragmatique, selon une « transition » qui prendra fin en 1989. En fait, l'autorité du chef de l'Etat reste absolue pendant cette période de « dictature constitutionnelle ».

Le boom, puis la crise

Le Chili connaît au même moment un boom économique. Le slogan officiel est : « Aujourd'hui nous allons bien, demain nous irons mieux ». Les résultats sont, en effet, spectaculaires. La production augmente à un rythme annuel d'environ 8 % entre 1977 et 1980. Des droits de douane très réduits et un dollar bon marché favorisent l'importation massive de biens de consommation. C'est l'époque où les supermarchés modernes s'installent à Santiago, regorgent des meilleurs whiskies, des meilleurs vins et des appareils électroniques les plus perfectionnés. Les classes moyennes, largement responsables de la chute de Salvador Allende ne se soucient guère de l'absence de liberté et des violations des droits de l'homme. Elles achètent à crédit un nouveau statut social. Le « modèle de Chicago », charte de l'hyperlibéralisme, est glorié, y compris par les militaires, qui ne paraissent pas se soucier de la destruction de l'industrie nationale ni de l'accroissement de la dette extérieure.

L'afflux massif de capitaux étrangers favorise la constitution de puissants groupes, qui finissent par

contrôler pratiquement toute l'économie. En 1980, le régime jouit donc d'une popularité certaine. La grande erreur du général Pinochet sera de ne pas se douter, dans des circonstances aussi favorables, d'une large assise politique. Il sera bien question, un moment, d'organiser un « mouvement pinochériste » ; mais celui-ci ne verra jamais le jour. En fait, le général Pinochet se comportera toujours en militaire, ennemi des « politiciens ».

L'opposition est alors pratiquement paralysée et semble avoir perdu l'espoir. La démocratie chrétienne se remet mal du soutien au moins tacite qu'elle a apporté au régime militaire durant les deux premières années. D'ailleurs, son chef, Eduardo Frei, meurt en février 1982, et nombre de leaders sont en exil. La gauche est très affaiblie. Le parti socialiste, privé de ses principaux dirigeants, qui ont dû abandonner le pays, n'en finit pas de se diviser. Seul le parti communiste, malgré la sévère répression dont il est l'objet, parvient à maintenir une structure clandestine. Quant au MIR (extrême gauche), il en est réduit à des opérations sporadiques, surtout après l'échec d'une tentative de guérilla rurale dans la région de Valdivia. Le mouvement syndical, de son côté, est enfermé dans le carcan d'une législation destinée à l'assomoir et à la dépolitiser.

La seule véritable adversaire du général Pinochet est alors l'Eglise catholique, et plus particulièrement l'archevêque de Santiago, le cardinal Silva Henríquez. Ce dernier ne se contente pas de dénoncer dans ses homélies le régime et de dénoncer ses abus. Il étendra son aile protectrice sur l'opposition. De puissants organismes seront créés, comme le Vicariat de la solidarité. Ces derniers ne se limiteront pas à la défense des droits de l'homme. Ils constitueront les principaux noyaux de résistance au régime.

La cause principale du déclin du régime réside cependant dans l'échec brutal de la politique économique. Le miracle chilien se transforme, à partir de la seconde moitié de 1981, en un véritable cauchemar. Pour freiner l'endettement extérieur (en dix ans, la dette extérieure a été multipliée par six), le ministre des finances, M. Sergio de Castro, met en place un plan de stabilisation qui provoque une augmentation considérable du chômage. A la fin de 1982, la tiers de la population active, soit plus d'un million de personnes, se trouve sans emploi. La crise de confiance éclate lorsque le gouvernement décide, en juin 1982, de dévaluer le peso maintenant fixe durant trois ans. Plus qu'un changement de politique économique, cette mesure représente un grave revers politique pour le général Pinochet. N'avait-il pas affirmé quelques jours auparavant qu'il préférerait se couper le bras plutôt que de dévaluer ? La crise atteindra son point culminant en janvier 1983 lorsque les principales banques du pays passeront sous la coupe de l'Etat. Bilan du modèle : le revenu national est nettement inférieur à celui de... 1968.

Basta !

La crise économique débouche rapidement sur une crise politique. Les classes moyennes touchées par le chômage et considérablement endettées se sentent trahies par le régime. Une partie de la droite retire son appui au général Pinochet tandis que l'opposition redresse la tête. On assiste, à la fin de 1982, à une série de manifestations hostiles au chef de l'Etat. La peur, certes, subsiste. A juste titre : le général Pinochet répond à ce début d'agitation par une intensification de la répression. Les autorités procèdent à des arrestations, des « retassages » dans les bidonvilles ; elles expulsent le président de la coordination nationale syndicale, M. Manuel Bustos, ainsi que le dirigeant de l'association des producteurs de blé, M. Carlos Podiet, pourtant ami du chef de l'Etat. Les modérés exhortent le général Pinochet à lâcher du lest. Mais celui-ci reste sourd à ces conseils : il est en effet convaincu que la majorité aliénée continue de le soutenir. Grave erreur d'appréciation !

Malgré la répression, l'opposition commence à s'organiser. A la fin de 1982 apparaît le Proden (Projet de développement national), vaste regroupement qui va de la droite modérée au parti socialiste. Parallèlement se constitue un embryon de « multipartisme ». La situation est jugée mûre pour déclencher la première offensive d'envieure contre le régime. C'est à M. Rodolfo Seguel, président à vingt-neuf ans de la Confédération des travailleurs du cuivre (C.T.C.) qu'il appartient de dire basta : ça suffit ! La C.T.C. décide à la fin avril d'appeler à une grève générale. Les dirigeants du cuivre reviennent sur cette décision quelque

peu précipitée et organiseront, avec l'appui d'autres syndicats, une « journée de protestation nationale ».

Amère surprise pour le général Pinochet : ces mêmes concerts de casernes qui sonneront le glas du gouvernement d'Unité populaire résonnent la nuit du 11 mai dans les quartiers résidentiels de Santiago. Le régime peut désormais mesurer son impopularité. Le succès de cette manifestation encourage l'opposition, qui appelle les Chiliens à manifester une seconde fois le 14 juin. La réponse de la population est encore plus massive que le 11 mai. Une répression brutale s'abat alors sur les bidonvilles et sur les promoteurs des journées de protestation, dont le président de la démocratie chrétienne, M. Gabriel Valdes.

L'avenir est ouvert

Malgré l'échec de la grève générale illimitée décrétée par le commandement national des travailleurs et la Confédération des camionneurs, l'opposition ne désarme pas. Les journées de protestation du 12 juillet et du 11 août prennent un caractère nettement politique. L'objectif est désormais le départ du général Pinochet et la rétablissement de la démocratie dans les plus brefs délais. Elles seront aussi beaucoup plus violentes que les précédentes : l'armée intervient elle-même le 11 août. Bilan officiel : trente-deux morts, des centaines de blessés et de détenus.

Le général Pinochet est cependant allé trop loin. Washington manifeste d'abord son inquiétude, puis clairement son désaccord. Au sein du gouvernement et de l'armée, on est de plus en plus préoccupé par la radicalisation de la situation. Les pressions s'accroissent sur le général Pinochet dont la véhémence cache mal la perte d'influence. Il accepte finalement un plan politique que lui présente son ambassadeur à Buenos Aires, ex-président du parti national (droite), M. Onofre Jarpa. Nommé ministre de l'Intérieur le 10 août, ce dernier prend immédiatement une série de mesures destinées à calmer les esprits : plus de deux mille exilés sont autorisés à rentrer en l'état d'urgence est levé. Le dialogue s'engage avec l'opposition modérée regroupée au sein de l'Alliance démocratique. La gauche et l'extrême gauche, qui ne veulent pas faire les frais de l'opération, constituent de leur côté un « mouvement démocratique et populaire ».

Les partisans du général Pinochet estiment qu'il serait le Franco du Chili. Nul ne croit plus aujourd'hui que la « tombe » de Salvador Allende aura la longévité politique du caudillo galicien. Il n'est plus certain même d'arriver au terme de son mandat, en 1989. Mais la vraie problématique est ailleurs : à qui profitera l'ouverture ? A ceux qui se coalisent contre Salvador Allende ? A la gauche et aux secteurs les plus dévorés qui ont été les principales victimes de ces dix années de dictature ? Ou bien les forces politiques et sociales seront-elles capables de s'unir pour que la Chili réapprenne à vivre en démocratie ? L'avenir est ouvert.

J. D.

« Nous ne pourrions pas permettre l'existence de partis qui préconisent la lutte des classes »

nous déclare le nouveau ministre de l'intérieur

M. Onofre Jarpa, nommé le 10 août dernier ministre de l'Intérieur par le général Pinochet, avec des pouvoirs assez larges pour entamer un dialogue avec les partis politiques, a, il y a quelques jours, accordé un entretien à notre correspondant à Buenos Aires, Jacques Després.

« Comment vous définissez-vous en politique ? »

« Je suis nationaliste, profondément patriote et profondément attaché à la terre chilienne, démocratique et soucieux de l'ordre, du respect de la loi. »

« Mais, plus précisément, où vous situez-vous sur l'éventail politique ? »

« Je suis ennemi des extrémismes, du totalitarisme. Je me trouve donc naturellement au centre. Pour moi, l'important n'est pas qu'une position soit défendue par la droite ou par la gauche. Ce qui m'intéresse, c'est qu'elle soit utile au pays. L'origine idéologique compte peu... »

« Quelles sont vos attributions exactes au sein du gouvernement ? »

« Le régime constitutionnel chilien est présidentiel. Il y a donc pas de premier ministre. C'est au ministre de l'Intérieur qu'il appartient de coordonner l'action du gouvernement. Cette tradition s'est peu à peu perdue et la fonction de coordination avait fini par revenir au ministre des finances. Le président a rétabli, à l'occasion de ma nomination, les pouvoirs de ministre de l'Intérieur. »

« La Centrale nationale d'Informations (C.N.I., police politique) dépend-elle de vous ? »

« En raison de la situation interne et des pressions externes, tous les organismes de sécurité ont été placés sous l'autorité directe du ministre de la Défense. Cela dit, il existe une parfaite coordination entre les deux ministères. »

« Comment expliquez-vous cette subite accélération du saut d'ouverture ? »

« Il y a eu un an que le président voulait engager ce qui était prévu dans la Constitution. Les choses ont traîné en raison de désaccords entre les équipes de civils chargées de préparer les décisions. Le chef de l'Etat m'a demandé, il y a un peu plus de deux mois, de lui soumettre un plan. Celui-ci a été accepté, et nous nous sommes mis immédiatement au travail. »

« Les projets de création d'une « démocratie à la base » et d'un « mouvement civico-militaire » sont-ils définitivement abandonnés ? »

« L'idée de construire une démocratie à partir de la base se commencent par les associations de quartiers, les municipalités, les centres communautaires, etc. Il n'y a pas de doute intéressant mais trop ambiguë. Elle impliquait une transformation profonde de la société chilienne qui aurait demandé plusieurs générations. Nous n'avons pas

le temps d'attendre que surgissent des secteurs politiques nouveaux. Le fait est qu'à l'heure actuelle je discute avec les partis traditionnels. Quant au « mouvement civico-militaire », le président vient de réaffirmer que les forces armées devaient rester à l'écart de la politique. Les choses sont donc claires. »

« Pourquoi, dans ces conditions, élaborer un statut des partis politiques ? »

« Les dirigeants sont favorables à un statut qui permette de savoir exactement à quel secteur appartiennent ceux qui interviennent dans la vie politique du pays. L'idéal serait des formations importantes, peu nombreuses, responsables, transparentes, soucieuses de défendre le système démocratique, c'est-à-dire respectueuses de l'alternance, et qui ne servent pas les intérêts de gouvernements étrangers. »

« Vous faites allusion au parti communiste ? »

« Le parti communiste ne peut pas exister au Chili. »

« Et le parti socialiste ? »

« Assurément, s'il est démocratique. Ce que nous ne pourrions pas permettre, c'est l'existence de partis totalitaires qui préconisent la lutte des classes, l'affrontement entre les Chiliens et qui dépendent d'organisations politiques étrangères. »

« La démocratie chrétienne chilienne appartient à une organisation internationale... »

« Le parti démocrate-chrétien est membre d'une organisation internationale mais ne dépend d'aucun gouvernement étranger. »

« Le Chili pourra-t-il vivre en démocratie avant 1989 ? »

« Le système démocratique peut fonctionner pleinement avant cette date. Une fois que seront entrées en vigueur les lois organiques prévues par la Constitution (1). »

« Quand sera abrogé l'article 24 transitoire de la Constitution (2) ? »

« Le problème n'est pas son abrogation mais sa non-application... Nous ne l'appliquerons pas. »

« Les dispositions permanentes de la Constitution de 1980 peuvent-elles souffrir des modifications ? »

« Non (3). »

« La décision d'instaurer la couvre-feu et d'associer l'armée aux opérations de maintien de l'ordre durant la dernière journée de protestation a-t-elle été prise avec votre accord ? »

« Ces mesures ne sont pas de la compétence directe du ministre de l'Intérieur. Cela dit, je considère qu'elles ont permis d'éviter le pire. Nous savions que la violence pouvait se déclencher dans la capitale. D'autre part, les affrontements se sont produits avec la police, pas avec l'armée. »

« Selon les témoignages recueillis par l'Eglise, de graves excès ont été commis par les forces de l'ordre. Pensez-vous prendre des sanctions contre les coupables ? »

« De nombreuses personnes ont été tuées ou blessées par des balles que s'utilisent ni l'armée ni la police. Nous avons la preuve que des enfants ont reçu des décharges dans le dos parce qu'ils ne voulaient pas participer aux désordres. Il est exact, aussi, que dans certains cas les responsables du maintien de l'ordre ont perdu leur sang-froid. De toute façon, une enquête approfondie est en cours. »

« Que pensez-vous de la décision de l'opposition d'organiser une nouvelle journée de protestation le 8 septembre ? »

« Je la regrette profondément. Nous avions autorisé un meeting dans le parc O'Higgins (4), le 4 septembre, mais l'opposition l'a finalement annulé. Elle a, d'autre part, la possibilité de s'exprimer dans la presse, à la radio et à la télévision. Alors pourquoi cette journée de protestation ? Cette décision démontre sa mauvaise foi. »

Propos recueillis par JACQUES DESPRÉS.

(1) Il s'agit du statut des partis politiques, de la loi électorale et de celle instituant un tribunal chargé de contrôler les élections.

(2) Cet article confère au chef de l'Etat un pouvoir discrétionnaire pour restreindre les libertés publiques.

(3) La Constitution qui s'appliquerait à partir de 1989 renforce considérablement les pouvoirs de l'exécutif par rapport à une tradition chilienne déjà très « présidentielle ».

(4) En plein centre de Santiago.



Handwritten text in Arabic script: "مكتبة جامعة القاهرة" (Library of Cairo University).

AMÉRIQUES

Nicaragua

L'aéroport international de Managua a été attaqué à la roquette par deux Cessna

L'aéroport international Augusto-Cesar-Sandinero de Managua et un centre de télécommunications de la capitale nicaraguayenne ont été bombardés, à l'aube du jeudi 8 septembre, par deux petits bimoteurs Cessna.

L'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de M. Eden Pastora, l'ancien commandant en chef de la lutte contre le dictateur Anastasio Somoza, devenu depuis lors opposant au régime sandiniste, a revendiqué cette action depuis San-José-de-Costa-Rica. L'un des deux appareils a été abattu. De source officielle, cette action a provoqué des dégâts matériels. Il n'y aurait eu qu'un blessé. La Croix-Rouge, cependant, parle de deux tués.

L'attaque la plus spectaculaire a été déclenchée vers 5 h 30 du matin. L'appareil a lâché deux roquettes contre les installations militaires qui jouxtent la partie civile de l'aéroport. Un avion C-47 de l'armée de l'air, en réparation, et un hangar ont été endommagés, a reconnu un porte-parole officiel. Abattu par la défense anti-aérienne, très dense, de l'aéroport, le Cessna s'est alors écrasé contre la tour de contrôle, qui a pris feu. Les deux occupants de l'avion sont morts.

Cette action a eu lieu à une heure de grande affluence, celle précédant les départs des vols civils matinaux. Quelques minutes auparavant, un autre bimoteur avait bombardé, dans un quartier assez éloigné de la capitale, un centre de télécommunications. Cette installation étant située près de la résidence du ministre des affaires étrangères, les autorités ont estimé que c'était le domicile du Père Miguel d'Escoto qui était visé. Celui-ci participe actuellement à Panama à la réunion des quatre pays du groupe dit « de Contadora ». Cet autre appareil a pu s'enfuir.

Les autorités sandinistes ont identifié les occupants de l'avion abattu grâce aux documents de bord. Il s'agit, pour l'un d'entre eux, d'un ancien pilote de la compagnie civile nicaraguayenne Aerónica, et, pour l'autre, d'un déserteur de l'armée de l'air sandiniste.

Panama

NOUVELLE DONNE POLITIQUE

Panama. — Le général Paredes ne sera pas candidat à la présidence de la République du Panama lors des élections prévues en mai. L'ancien commandant de la garde nationale apparaît comme le successeur du général Omar Torrijos, décédé en 1981. Le général Paredes, qui avait abandonné son commandement en août pour organiser sa campagne, a annoncé sa décision le mardi 6 septembre. Celle-ci semble consécutive au retrait de l'appui à sa candidature de la garde nationale, aujourd'hui commandée par le général Noriega. Cette volte-face de la principale instance de pouvoir panaméen est due à la récentes prises de position anticubaines et antinicaraguayennes du général Paredes. Quelques heures avant la renonciation de l'ancien commandant de la garde, un remaniement ministériel affectant quatre ministères, en particulier celui des affaires étrangères, avait été annoncé par le chef de l'Etat, M. de la Espartero. Un nouveau responsable de la diplomatie, M. Oyden Ortega, a, en particulier, été désigné. M. Ortega est dénoncé par les milieux industriels comme « marxiste ».

EUROPE

République d'Irlande

Les électeurs ont largement approuvé un amendement de la Constitution interdisant l'avortement

Dublin. — Soixante-sept pour cent des électeurs irlandais se sont prononcés le mercredi 6 septembre en faveur de l'introduction dans la Constitution d'un amendement interdisant l'avortement. La participation au référendum a été d'un peu plus de 50 %. Le texte est ainsi rédigé : « L'Etat reconnaît le droit à la vie de l'enfant à naître, et, tout en tenant compte du même droit de la vie de la mère, garantit de respecter et de défendre par ses lois ce droit, dans la mesure du possible ».

L'analyse des résultats confirme l'écart croissant entre la population urbaine et, particulièrement, celle de la capitale, et la population rurale : l'électorat de Dublin a voté seulement pour 51 % en faveur de l'amendement. Mais, dans le reste du pays, l'amendement a été soutenu dans bien des circonscriptions à 80 %, ce qui reflète l'influence de l'Eglise catholique qui avait mené une active campagne pour le « oui ».

Cette consultation est un échec pour le premier ministre, M. FitzGerald. Certes, M. FitzGerald ne s'était pas opposé à l'idée d'une telle consultation au moment des dernières élections, afin de ne pas compromettre ses chances. Il avait cependant clairement pris position, à quelques jours du référendum, contre le texte soumis aux électeurs.

Dirigeant d'une coalition à laquelle participe, à côté de son propre parti, le Fine Gael, le parti travailliste, hostile à l'amendement,

De notre correspondant

M. FitzGerald, rejoignant l'opinion du ministre de la justice et d'une partie des médecins et des juristes irlandais, avait dénoncé l'ambiguïté du texte. Le terme « enfant à naître », avait-il souligné, pourrait être interprété de différentes façons par la Cour suprême, et en faisant référence au « droit à la vie » de la mère, l'amendement pouvait avoir pour effet d'introduire l'avortement en Irlande que de la condamner. M. FitzGerald n'avait pas caché ses vues libérales en la matière, ce qui a d'ailleurs provoqué au sein de son parti des tensions qui risquent de compromettre sa position de leader. Le Fianna Fail, parti de l'opposition dirigé par M. Charles Haughey, s'était, quant à lui, prononcé résolument en faveur de l'amendement.

La hiérarchie catholique s'était lancée dans la campagne ces deux dernières semaines (90 % environ de la population est catholique et en très grande majorité pratiquante). Les Eglises protestantes, très minoritaires, avaient vigoureusement dénoncé le texte, soulignant la nécessité de l'interruption de grossesse dans certains cas (viols, incestes, maladie de la mère) et estimant qu'une disposition aussi « sectaire » ne devait pas figurer dans la Constitution.

Le résultat du référendum aura des conséquences sur la question nationale irlandaise. Il va à l'encontre des efforts du gouvernement de

ASIE

Japon

CHERCHANT A FREINER SON DÉCLIN

Le parti socialiste s'est donné un nouveau président

De notre correspondant

Tokyo. — Pour tenter de freiner sa chute de popularité face aux conservateurs, qui monopolisent le pouvoir depuis bientôt quarante ans, et dans l'espoir d'opérer une querelle intestines, le parti socialiste japonais (P.S.J.) s'est donné cette semaine un nouveau président, M. Masashi Ishibashi (cinquante-huit ans). Ancien secrétaire général issu du mouvement syndical et idéologue considéré comme « proche de Moscou », M. Ishibashi a été élu au cours du quarante-huitième congrès de son parti, en remplacement de M. Ichio Asakata. Ce dernier, considéré lors de son élection à la présidence, en 1977, comme le probable « sauveur » du parti, n'a pas su freiner le déclin du premier parti d'opposition japonais. Il avait annoncé sa décision de démissionner dès juin dernier, à la suite d'un nouveau revers aux élections sénatoriales partielles.

Comme son prédécesseur, M. Ishibashi s'est engagé à tout mettre en œuvre pour « revitaliser » le P.S. et pour le conduire au gouvernement du pays. Il aura pour cela fort à faire.

D'abord, le P.S. japonais est profondément divisé par des oppositions, idéologiques ou d'intérêt, de clans, de factions et de clientèles. Le P.S. nippon est également perçu, avec une certaine suspicion, pour ce qu'il est avant tout : le bras politique de la grande centrale syndicale Sohyo. C'est de la discipline collective des troupes syndicales qu'il tire sa force électorale — c'est à elle qu'il doit, en fait, exister. Par comparaison, le nombre des adhérents individuels et spontanés au parti socialiste apparaît dérisoire : quelques dizaines de milliers de personnes

seulement. La plupart des parlementaires du P.S. viennent d'ailleurs de la hiérarchie de Sohyo. Il est, en outre, fréquemment reproché aux socialistes nippons de rester trop alignés sur les thèses de Moscou, ce qui n'est pas le cas du P.C. japonais, nettement plus indépendant.

En retard sur son temps

Enfin et surtout, la pierre angulaire de la politique des dirigeants socialistes nippons — la « neutralité non armée » — et le pacifisme tous azimuts — quitte à plus en plus à sa crédibilité. Parmi les sympathisants socialistes eux-mêmes, une bonne moitié conteste d'ailleurs la validité d'un tel postulat. Comment alors mobiliser les énergies pour renverser le gouvernement en dénonçant son « militarisme ».

En octobre dernier, un sondage (non publié), révélait que l'image du parti socialiste japonais dans l'opinion publique est la plus négative libérée chez les jeunes, est celle d'un mouvement vieillissant et sclérosé, en retard sur son temps, instable et fort peu progressiste. Face à ce constat d'échec, c'est plutôt un agencement d'appareil qui paraît s'imposer. Les pesanteurs, le conformisme et les antagonismes le permettent-ils ? Toute la question est là, et elle n'est pas nouvelle.

Le congrès a, d'autre part, confirmé M. Makoto Tanabe au poste de secrétaire général du P.S. Pour la première fois, et sans doute avec un œil sur l'élection finale, une femme, M^{me} Takako Doi, a été élue à la vice-présidence du parti.

R.-P. PARINGAUX.

AFRIQUE

Tchad

Le cauchemar de N'Djamena

Pour la première fois depuis deux semaines, Radio-N'Djamena a lancé, jeudi 8 septembre, une violente attaque contre la politique française au Tchad, accusant notamment les soldats français de « rester l'arme au pied tandis que les forces armées nationales font face, seules, aux blindés et à l'aviation de la Libye ». La radio gouvernementale soupçonne Paris de mener des « négociations occultes » avec Tripoli. « Verrons-nous », a déclaré un commentateur, dans les négociations occultes en cours, des officiers français et libyens discuter du sort du Tchad, le nord revenant à la Libye et le sud à la France ?

Même si Radio-N'Djamena ne reflète « pas forcément », comme il l'a fait savoir lui-même (le Monde du 25 août), le point de vue de M. Hissène Habré, le président tchadien, dans un style qui lui est propre, ne fait qu'exprimer des préoccupations largement partagées par le gouvernement.

Paris n'a pas voulu se laisser entraîner dans les combats qui se sont déroulés la semaine dernière dans le secteur d'Oum-Chalouba, à une centaine de kilomètres au nord de la première position française.

Hassan II du Maroc et le président de Front Polisario, M. Mohammed Ababou, ont été invités à assister à la réunion du comité de mise en œuvre des résolutions de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), prévue du 21 au 23 septembre à Addis-Abeba, a annoncé, mercredi 7 septembre, le secrétariat de l'O.U.A.

Des invitations ont également été adressées aux chefs d'Etat des pays du comité (Guinée, Mali, Nigeria, Sierra-Leone, Soudan et Tanzanie) par le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, président en exercice de l'O.U.A. — (A.F.P.)

située à Arada. Parce qu'Oum-Chalouba se trouve juste au-delà de la « ligne rouge » — le quinquième parallèle — et parce que rien ne prouve que l'artillerie et les blindés libyens, demeurés en deuxième ligne, menacent Arada.

En revanche, quand la sécurité des soldats français a été mise en danger par la progression, en direction d'Arada, de véhicules armés parvenus à trente kilomètres de la position française, des Jaguar ont, sans ouvrir le feu, simulé des tirs en piquet qui ont intimidé et fait reculer les assaillants.

N'Djamena n'a aucune raison, jusqu'ici, de croire que l'armée française l'aidera à reprendre pied dans le nord. Le gouvernement tchadien s'inquiète de la partition actuelle du pays et surtout d'un accord la consacrant à ses dépens.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

LE CONSEIL MILITAIRE AU POUVOIR EN ETHIOPIE a annoncé, jeudi 8 septembre, la libération de mille cent soixante-trois détenus, dont cent dix-sept prisonniers politiques. Cette mesure d'amnistie intervient à quelques jours du neuvième anniversaire de la révolution du 12 septembre 1974 qui avait renversé le régime de l'empereur Haile-Selassie, et qui sera célébré lundi 12 septembre. — (A.F.P.)

Pakistan

SEPT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES par des coups de feu et quatre autres blessées, mercredi 7 septembre, alors que se déroulaient des élections municipales, à Kot-Mengal, dans le district de Karachi, au Balouchistan, a-t-on annoncé, à Islamabad, de source autorisée. — (Reuters)

R.D.A.

TROIS DÉTENUÉS POLITIQUES EXPULSÉS VERS LA R.F.A. — L'Allemagne de l'Est a expulsé, dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 septembre, trois détenus politiques vers la République fédérale, a annoncé à Francfort la Société internationale des droits de l'homme. Il s'agit de MM. Rainer Baurich (auteur d'un Manifeste d'un chrétien contre le socialisme, emprisonné depuis cinq ans), Karl-Heinz Rentsch (un ancien militaire condamné en 1973 à quinze ans de prison) et Matthias Ortlepp. Le président de la C.S.U., M. Franz-Josef Strauss, était intervenu en leur faveur lors de sa récente visite en R.D.A.

VISITE DU MARÉCHAL KOULIKOV. — Le commandant en chef des forces du pacte de Varsovie s'est entretenu, mercredi 7 septembre, avec M. Erich Honecker, chef de l'Etat et du parti est-allemands. M. Honecker avait affirmé à plusieurs reprises dans le passé que la R.D.A. participerait activement à des « contre-mesures » du pacte de Varsovie en cas de déclenchement de nouveaux eurocrisilles de l'OTAN en Europe de l'Ouest, au stationnement de nouvelles fusées nucléaires de portée accrue dans les « positions avancées des pays membres ». — (A.F.P.)

Roumanie

PROCES D'UN JEUNE MÉCANICIEN. — M. Ilie Fava, qui, après plusieurs demandes d'émigration refusées, avait sauté d'un bateau-promenade sur le Danube pour gagner la Yougoslavie, a été extradité le 30 juin dernier vers la Roumanie. Ses procès s'ouvrent le 6 septembre. Sa mère s'est évanouie dans la salle en constatant l'état de maigreur de son fils. Le verdict sera connu la semaine prochaine.

Turquie

GRÈVE DE LA FAIM DE DÉTENUÉS KURDES. — Une centaine de détenus de la prison militaire de Diyarbakir, au Kurdistan turc, observent, depuis le 2 septembre, une grève de la faim qu'ils ont l'intention de poursuivre « jusqu'à la mort », ont indiqué à Ankara des proches des prisonniers. Ils protestent contre les conditions « inhumaines » de leur détention et contre les « tortures ». La prison de Diyarbakir, où sont incarcérés en majorité des séparatistes kurdes, est considérée comme la plus dure des prisons militaires de Turquie.

INFORMATIQUE

La raison

Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles ou la position du demandeur d'emploi est souvent confortable. Rémunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins des entreprises ?

Voir page 22

Grèce

L'ACCORD SUR LES BASES AMÉRICAINES A ÉTÉ SIGNÉ

L'accord sur l'avenir des bases américaines en Grèce, paré le 15 juillet dernier à Athènes, a été signé le jeudi 8 septembre. Deux lettres concernant l'aide militaire américaine à la Grèce ont également été signées par le secrétaire d'Etat grec aux affaires étrangères, M. Yiannis Kapsis, et le chargé d'affaires américain en Grèce, M. Alan Berling.

Le contenu de ces textes ne devait être rendu public que ce vendredi en fin d'après-midi. Toutefois, M. Papandréou avait déclaré en juillet que l'accord entrerait en vigueur le 31 décembre 1983 et qu'il prévoyait le retrait des bases américaines cinq ans après. Il porte principalement sur quatre grandes bases et sur une douzaine d'installations auxiliaires où sont stationnées quatre mille militaires américains. Quant aux lettres, le premier ministre grec avait précisé qu'elles contenaient des garanties du gouvernement américain sur le maintien du rapport des forces en mer Egée entre la Grèce et la Turquie. — (A.F.P.)

ALAIN CLÉMENT.

LE FAIT FRANÇAIS dans le monde

LA FRANCE

3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Américains, la Russie et la France sont les quatre grandes puissances du monde : militaire, économique, puissance financière. Plus une puissance de police : les armes, classiques et modernes. Réserve : 2 divisions territoriales (voies maritimes). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 366 pages, 95 F. Franco chez l'éditeur : FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON

Monde

L'ELECTION

La campagne pour le...

La campagne pour le... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

M. Paul Thibaud : il faut...

écrit de vote local aux...

(Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

M. Guy Bedos : je...

comme un échec...

(Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

L'ÉLECTION MUNICIPALE DE DREUX

La campagne pour le second tour a pris la dimension d'un débat national

De grâce, vilaines à ne pas faire du problème des immigrés une exploitation politique électorale, demande M. Raymond Barre à l'occasion du second tour de scrutin de l'élection municipale de Dreux, qui voit la liste de la droite se présenter, M. Piquet, affirmer une liste unique de l'opposition composée, autour de M. Hénault, de représentants du R.P.R., de l'U.D.F., du Front national et de « non inscrits ». Le point de vue de l'ancien premier ministre est déjà un vote pleur.

L'exploitation politique, qu'il dénonce ne date pas du 4 septembre, jour du premier tour de scrutin à Dreux, mais des élections municipales du mois de mars.

La question immédiate qui sera posée dimanche est de savoir si l'effet national provoqué par le score de l'extrême droite (16,72 %)

et par son alliance avec la droite parlementaire peut permettre à la gauche de remonter son lourd handicap (près de vingt points d'écart).

Cet « effet » a été traduit par les remous suscités, au sein même de l'opposition, par cette alliance, plutôt que par la campagne de la gauche elle-même. Les prises de position de M. Bernard Stasi, député (U.D.F.) de la Marne, puis de M^{me} Simone Veil, relayées localement par le C.D.S., qui a invité à ne pas participer au second tour, contrastent avec l'argument de l'efficacité utilisé par ceux — les plus nombreux, de M. Lacanuet à M. Pons — qui cautionnent l'alliance avec l'extrême droite.

Celle-ci pourtant n'était nullement nécessaire au succès d'une liste d'opposition : la

nouvelle loi électorale a été précisément conçue pour permettre la présence, au second tour, de plus de deux listes afin que les minorités soient dûment représentées.

Au-delà de cet épisode, il est sans doute souhaitable que les responsables politiques parviennent à ériger, comme le souhaite M. Barre, l'exploitation, voire à élaborer, comme le demande M. Fiterman, un « consensus antiraciste ». A charge pour les responsables politiques de faire la part du respect des principes sans ignorer les réalités : celles-ci mêlent le rejet des partis politiques traditionnels et la crainte des étrangers. Quel que soit le vote du second tour, nul ne peut plus désormais ignorer cet avertissement.

J.M.C.

M. Paul Thibaud : il faut donner le droit de vote local aux immigrés

M. Paul Thibaud, directeur de la revue *Esprit*, nous a adressé le texte suivant :

« La plus inquiétante dans l'élection de Dreux, ce ne sont pas les 16 ou 17 % des voix recueillies par le Front national, c'est qu'un grand parti ait offert des postes de conseillers municipaux et d'adjoints aux organisateurs d'une campagne raciste, pour les récompenser d'avoir organisé efficacement celle-ci.

« Les réactions de ceux qui pointent quotidiennement le prix matériel et psychologique de la cohabitation avec les immigrés sont dans une certaine mesure compréhensibles. La gauche a beau jeu d'aligner d'excellents principes sur les rapports inter-ethniques, mais ceux qui ont à les mettre en pratique n'ont pas toujours les moyens de s'y reconnaître. Ni les moralisations professionnelles ni les idées de négocier à la mode sur la marginalité et la délinquance ne sont de nature à rassurer les petits Blancs, à les aider à partager le travail, les écoles, la rue et les cafés avec des étrangers qui les inquiètent.

« Le problème de l'immigration est réel et grave. Après d'autres symptômes, le vote de Dreux est un signal d'alarme. Encore faut-il que le problème soit traité et non pas cyniquement exploité. Ce n'est pas le moment de discuter des diverses méthodes possibles pour résoudre les problèmes de l'immigration. Au moins peut-on dire qu'il y a une méthode qui est inacceptable et désastreuse : la déportation. Le renvoi chez eux ou au moins forcé de gens établis légalement en France. La chose que l'on sait, c'est que les immigrés, il faut faire avec. La démagogie d'extrême droite joue

avec un fantasme de nettoyage du territoire dont ses électeurs ne discernent guère les sinistres implications.

« C'est ce thème-là que les dirigeants de la droite à Dreux ont pris le risque d'introduire dans notre vie politique. L'octroi d'un droit de vote à l'échelon local aux immigrés aurait été un bon garde-fou contre cette dérive. Il concrétiserait l'idée qu'il faut tenir compte du nombre et de la présence des étrangers, qu'ils font durablement partie de la population de nos villes. A défaut de cette disposition, et puisque les dirigeants politiques de la droite et du centre ont sur ce point essentiel manqué à leur devoir, c'est aux citoyens français eux-mêmes, et particulièrement à ceux qui votent à droite, de protéger notre système politique, d'empêcher qu'il ne soit corrompu par l'introduction du thème raciste. C'est justement parce que le problème de l'immigration est grave et urgent qu'il faut veiller à ce que la xénophobie ne se révèle pas électoralement payante. Si c'était le cas à Dreux, la concurrence à l'exploitation de thèmes déshonorants mais dangereux par leur facilité pourrait s'ouvrir entre la majorité et l'opposition. Les hommes politiques seraient de plus en plus enclins à se dire que les voix n'ont pas d'odeur, que toutes sont bonnes à prendre. Qui résisterait à droite comme à gauche ?

« Cet enjeu est au-delà de la rivalité entre la majorité et l'opposition. A défaut des dirigeants nationaux de l'U.D.F., les militants C.D.S. de Dreux l'ont bien senti qui ont refusé de participer à la dangereuse combinaison conclue entre la droite et l'extrême droite.

M. Guy Bedos : je prends cela comme un échec personnel

L'humoriste Guy Bedos est l'un des signataires de l'appel collectif adressé le 7 septembre aux habitants de Dreux. Quel genre de remarques lui inspire ce qui s'y passe ? « Je pense que d'intervenir dans l'élection de Dreux pourrait paraître un peu déplacé venant de gens qui n'habitent pas Dreux. J'en ai tout à fait conscience. Seulement, par la violence même de ce qui se passe à Dreux — car il faut bien comprendre qu'il s'est déjà passé quelque chose, quel que soit le résultat de dimanche prochain — cette ville est devenue un symbole. Le problème de Dreux est dans le domaine public. Cela donne le droit d'en parler.

« J'ai été heureux de voir que Simone Veil, dont je ne suis pas sûr qu'elle soit vraiment de gauche, nous rejoignait, prenait position. Je ne crois pas qu'il faille voir cette affaire en termes de gauche ou de droite. Car, à ce compte-là, on en viendrait à dire que les enfants — perdus ou non — du général de Gaulle et de son parti sont tous racistes. Mais je trouve cette alliance R.P.R.-U.D.F.-Front national contre nature au premier degré. En tous cas, quand on sait que les services d'ordre de Giscard d'Estaing au cours d'élections antérieures étaient assurés par l'extrême droite, au fond, ce n'est pas vraiment un scoop.

« C'est très difficile pour moi de parler de ces choses-là. C'est

tellement profond et tellement révoltant d'avoir à prendre la parole publiquement à propos du racisme. Dans mon métier, par la dérision et le rire, j'ai tellement l'impression d'avoir essayé de faire avancer les choses que Dreux et ce qui s'y passe, je prends cela comme un échec personnel et, du coup, je considère que c'est mon affaire.

« A ceux, ou à une partie de ceux qui ont voté pour l'extrême droite, qu'en dit-il ? « A ceux qui ont peu parlé, on pourrait demander de réfléchir à ce qu'ils sont en train de faire. Je suppose que ce sont des gens qui veulent voter plutôt contre François Giscard et son successeur que pour M. Stirbois et ses collègues. C'est une tendance qui existe dans le vote. On vote plutôt contre que pour quelqu'un. Parmi les gens qui s'apprêtent à voter pour l'extrême droite et tout ce que cela implique, tous ne partagent pas l'hystérie du mouvement de M. Le Pen. Je leur fais l'honneur d'imaginer que beaucoup sont un peu malheureux aujourd'hui.

Et à M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, comment essaierait-il d'expliquer sa vision des choses s'il le rencontrait ? « Je ne parle pas à Jean-Pierre Stirbois ni à des gens comme lui. Il m'est arrivé d'essayer. J'y ai renoncé. Il n'y a pas de dialogue possible avec des gens comme lui.

M. Barre : le gouvernement a pris une lourde responsabilité

Dans une interview publiée par le *Parisien libéré* du 9 septembre, M. Raymond Barre, ancien premier ministre, déclare notamment à propos de la controverse sur la place des immigrés en France : « Il faut sur ce sujet une attitude humaine et responsable.

« Comme je l'ai à diverses reprises rappelé quand j'étais premier ministre, les travailleurs immigrés ont contribué depuis 1950 à la croissance et à la prospérité de la France. Ils ont accepté des emplois dans les Français ne voulaient pas. Aujourd'hui que la situation économique a changé, il serait injuste de faire retomber sur eux tout le poids de la crise et de les traiter d'une manière contraire à la tradition de notre pays.

« Il est vrai que dans de nombreuses villes et régions, il y a aujourd'hui de graves tensions entre la population française et les immigrés. Je connais pour ma part ce qui se passe dans la région lyonnaise. Des phénomènes d'insécurité et de racisme se développent de manière préoccupante. Et l'on aurait tort d'imputer à un comportement d'extrême droite des réactions qui se manifestent dans les milieux populaires y compris de gauche.

« Le gouvernement socialiste a pris une lourde responsabilité en

1981 lorsqu'il a accepté, et même implicitement encouragé, l'immigration clandestine en régularisant la situation de cent trente mille immigrés clandestins. Aujourd'hui, il prend conscience de la gravité du problème, mais bien tardivement. Je dois dire que, me souvenant de la virulente opposition des socialistes et de tous les milieux gauchistes aux efforts du précédent gouvernement pour arrêter l'immigration clandestine et mettre en œuvre des solutions appropriées au problème plus général de l'immigration, je suis stupéfait de lire que le président de la République demande au gouvernement d'apaiser les tensions ethniques.

« Jins les rigueurs de la loi de « manière implacable. Je pense que le souvenir d'un passé récent devrait inciter à plus de retenue dans le propos.

« La situation des immigrés sera un problème majeur des années à venir pour la France. La politique à mener doit être adaptée aux diverses catégories d'immigrés.

M. Barre ajoute que le gouvernement paraît aujourd'hui revenir aux principes qui « avaient inspiré naguère l'action courageuse de Christian Bonnet et de Lionel Stoléru ». « Si tel est le cas, conclut-il, on ne peut que s'en féliciter.

Ultimes prises de position

« M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, présent au rassemblement pour la démocratie organisée vendredi 9 septembre à Dreux, a pris la liste de gauche, a précisé que « ce n'est pas le ministre, mais le citoyen attaché aux valeurs de la liberté, de la démocratie, qui a décidé d'aller à Dreux ». Après s'être félicité qu'il se soit trouvé des responsables de l'opposition assez lucides et courageux pour repousser les calculs et les combinaisons médiocres de l'alliance entre la droite et l'extrême droite, M. Rocard a déclaré : « Le scrutin de dimanche concerne en fait l'ensemble des Français. C'est bien de démocratie qu'il s'agit, c'est-à-dire de notre manière de vivre ensemble dans notre société.

« La C.G.T., qui a appelé les travailleurs à assurer le succès de la manifestation de la gauche, estime qu'« à des fins électorales les partis de droite ont engagé une campagne mensongère raciste et xénophobe », et qu'ils « utilisent des arguments simplistes, superficiels, pour susciter un climat rendant les immigrés responsables des difficultés d'existence ». Pour la C.G.T., « le développement d'une telle campagne et d'une telle attitude fait peser une menace plus fondamentale, que dévoile l'alliance de la droite avec l'extrême droite [...]. Cette menace dépasse les limites de Dreux.

« M. Charles Fiterman, ministre des transports, se réjouit que « les prises de position devant le danger de la montée d'une extrême droite qui utilise les sentiments les plus détestables dépassent les rangs de la gauche ». « Il s'agit précisément à mes yeux, a-t-il déclaré, d'un de ces graves problèmes qui devraient échapper au jeu politique classique et faire l'objet de quelque chose comme un « consensus antiraciste ».

« Dans l'opposition, l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaulistes) de la région Centre, qui se situe résolument dans l'opposition et « ne souhaite en aucune manière la victoire de la majorité

socio-communiste », regrette et rejette « l'alliance conclue entre la droite et le Front national pour le second tour.

« M. Guy Gennesseaux, secrétaire général du parti démocrate français, délégué auprès du maire de Paris, s'exprimant à titre personnel, considère que « les responsables de l'opposition à Dreux commettent une sale bêtise. (...) Au lieu de gagner cette ville dans l'honneur, ils risquent de l'enlever dans le déshonneur ».

« M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, qui occupe la quatrième place sur la liste d'opposition pour le scrutin du 11 septembre, a réagi à la manifestation organisée par la gauche, vendredi, qui doit s'accompagner d'un lâcher de mille neuf cent quatre-vingt-trois colombes : « Les intellectuels de gauche ont les moyens. Le milliardaire de la chansonnette, M. Yves Montand, et ses petits camarades, du système d'arrondissement de Paris se sont cotisés pour acheter mille neuf cent quatre-vingt-trois colombes et les lâcher sur la ville de Dreux... Qui nettoiera les excréments de ces petites bêtes ? Qui paiera la note ? », a-t-il demandé.

« M. Jean-Maxime Létève, président de l'Union nationale pour l'initiative et la responsabilité (opp.), refuse l'abstention dimanche prochain. Selon lui, « s'abstenir, c'est refuser de prendre ses responsabilités. Tous ceux qui prétendent le contraire mettent en cause le libre choix des citoyens et le jeu démocratique ».

« Enfin, le Front national des rapatriés français de confession islamique rappelle que « les Français de confession islamique ne se laisseront pas entrainer par des candidats qui ont fondé leur campagne sur des thèmes racistes » et la Fédération nationale des anciens combattants de l'Algérie (FNACA) s'inquiète de la « montée d'un climat de xénophobie et de racisme ».

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE DOUBS

Une escapade à l'école des champs

De notre envoyé spécial

Besançon. — La nature est volontiers calamiteuse. Inondations au printemps, sécheresses en été. Pour reprendre une expression de M. François Mitterrand à propos des conditions climatiques désastreuses subies depuis quelques mois par les agriculteurs en certaines régions de France, « on a été cette année servi par les décrets divins ». Entre Tchad et Liban, le président de la République s'est offert, jeudi 8 septembre, une petite escapade aux champs. Ou plutôt à l'école des champs. Une visite imprévue au centre de formation professionnelle pour adultes et de vulgarisation agricole situé tout près de Besançon, dans un pays joliment baptisé Châteaufarine.

Une visite éclair, comme cela, sans préavis ni trompette, type Minguetas ou La Roche-sur-Yon. Pour préserver, selon le vœu présidentiel, la « spontanéité » et l'authenticité « des échanges, une plongée-surprise de nature à affoler le commissaire de la République et à troubler le protocole. Peu après l'atterrissage de l'hélicoptère présidentiel dans un champ de luzerne crevasé par la sécheresse, M. François Mitterrand, pour définir la vocation des élèves bûcherons parlers du « besoin et du souhait ».

Le besoin et le souhait étaient très probablement aussi à l'origine de cette visite : la besoin de s'informer directement auprès des intéressés, le souhait de témoigner l'intérêt du président de la République pour ce qui touche à la formation des hommes. Et peut-être aussi le souhait plus ponctuel, par cette présence à celle du ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard, de retrouver l'inspiration commise par M. Pierre Mauroy, premier ministre, qui, dans son intervention télévisée de mardi 6 septembre, n'avait dit mot sur l'agriculture.

En ce sens, dialoguer, rassurer, le but du président de la République aura-t-il été atteint ? Qui sait ? C'est que, après une courte visite des locaux, le bergerie, les ateliers, l'entretien entre M. François Mitterrand et les élèves du centre n'a eu guère cette authenticité, cette spontanéité espérées d'une entrevue sans protocole. Non pas que le président n'y ait mis du sien, s'inquiétant de tout, questionnant sur tout — la coût, la durée des études, l'origine sociale, le problème des débouchés et du placement, la filière bois, la substitution « un

peu excessive » des résineux aux feuillus dans la forêt française, la bataille du lait à Bruxelles, aussi bien que des difficultés des élèves. Bref, faisant en sorte « qu'on ne puisse douter de la volonté des pouvoirs publics de soutenir l'agriculture, de l'aider à faire face aux problèmes naturels ou à la concurrence déloyale ».

A ce dialogue aura plutôt manqué la participation des élèves, intimidés peut-être par la stature de l'hôte, gênés sans doute par la présence, pas tout à fait spontanée, d'une quarantaine de journalistes ; et court-circuités sûrement par des responsables syndicaux du Centre départemental des jeunes agriculteurs (C.D.J.A.), venus, on ne sait comment, interpellés, poliment et clairement, le président.

Grâce à eux, grâce aussi à cet ancien élève du centre, venu à la fois dire son amour du métier et son flirt permanent avec la défaite, le débat, petit à petit, en est venu à son véritable objet : faut-il encore et malgré tout, aujourd'hui, apprendre l'agriculture à des jeunes gens et jeunes filles ? Oui, a répondu le président de la République sans hésiter, mais à ces conditions : gagner les batailles engagées, celle de la réorganisation totale de la filière bois, celle des prix à Bruxelles, appuyer davantage encore par une série de mesures prévues en 1984 les industries agro-alimentaires « pour qu'elles gardent leur meilleure place dans l'exportation ».

Et au-delà de cet aspect purement européen, ne pas craindre d'engager la bataille. En ce sens, M. Mitterrand devait dire : « Si l'Europe continue à offrir un front dispersé et désuni aux envahissements des productions américaines, alors on baisse les bras. Telle n'est pas la volonté du gouvernement français, qui se sent très communautaire et porteur loyal à l'égard des États-Unis, mais n'accepte pas cette mainmise sur l'agriculture. » Il ajoutait : « L'Europe n'a pas le courage de comprendre qu'il faut tirer les conclusions de sa force de première puissance commerciale du monde. Avec ses intérêts différenciés et souvent rivaux, elle n'offre pas de front commun de résistance face au concurrent américain. »

La visite présidentielle s'achevait en fin de matinée. A l'extérieur des locaux, une centaine de manifestants de la F.N.S.E.A. et du C.D.J.A. étaient venus crier leurs difficultés.

PIERRE GEORGES.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

28 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDE

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17°

227-88-54/763-34-17

LA MAISON DE L'IRAN
DERNIERS JOURS
55,5%
SUR ARTISANAT ET TAPIS
IRAN-ORIENT
225.62.90
65, Champs-Élysées, 8°
ouvert même dimanche

INFORMATIQUE la passion

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier.

Métier du temps présent, métier du futur ? Des questions se posent...

Voir page 22

BEAU RIVAGE.
Chez votre caviste et épicerie fine.



BEAU RIVAGE?
Dans tous les bons restaurants.



Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Luranc, directeur de la publication.
Anciens directeurs : Hubert Bouvy-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0393 - 2037.

BEAU RIVAGE!



Un excellent Bordeaux.

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

A L'HOTEL MATIGNON

Dialogue de sourds entre M. Mauroy et M. Labbé

Petit événement politique, jeudi après-midi 8 septembre, à l'hôtel Matignon : le président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, répondait, pour la première fois depuis mai 1981, à une invitation officielle du premier ministre. L'entretien a duré une heure. Il s'est déroulé courtoisement, mais s'est limité à un dialogue de sourds.

Avant de quitter l'hôtel Matignon, M. Labbé a souligné que cette entrevue ne doit donner lieu à aucune interprétation abusive. Il a déclaré : « Je ne suis pas venu à Matignon pour renouer avec le chef du gouvernement les liens anciens des rapports entre la majorité et l'opposition. Les temps ont changé. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'un chef de gouvernement qui cumule les errements du parti socialiste, dont il est le représentant, et les menées du parti communiste, dont nous voyons bien les implications internationales présentes. Cela n'est pas fait pour nous engager vers un consensus ou je ne sais quelle espèce de compromis pour l'avenir. Cela dit, j'ai répondu tout naturellement à une invitation faite très courtoisement par M. Mauroy, et notre entretien ne nous a pas permis, bien entendu, de trouver des bases d'accord ou de consensus. Si sur certains pro-

blèmes, le Tchad ou le Liban, nous approuvons les affirmations du président de la République, nous ne pouvons pas cautionner l'ensemble d'une politique dans nous ne connaissons pas les tenants et les aboutissants. »

Après, le premier ministre avait reçu le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, qui a exprimé à l'issue de cet entretien sa satisfaction des orientations retenues dans la préparation du projet de budget pour 1984. « Le projet de budget maintient le cap de la démocratie fiscale en préservant une orientation importante qui consiste à éviter de frapper les bas revenus et qui répartit équitablement les charges en accroissant, quand c'était nécessaire, l'imposition des plus hauts revenus, y compris en maintenant l'impôt sur les grandes fortunes », a-t-il notamment souligné.

M. Mauroy devait aussi s'entretenir, vendredi matin 9 septembre, successivement avec MM. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. Le premier ministre devait discuter avec chacun de ses interlocuteurs du calendrier prévisionnel de la session parlementaire d'automne.

● M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, maire d'Épinal, a été chargé par M. Jacques Chirac de préparer le « projet éducatif » du R.P.R., c'est-à-dire l'ensemble des propositions de ce mouvement en matière d'enseignement primaire, secondaire et universitaire.

M. Barre : le pouvoir socialiste a perdu sa crédibilité

Comme M. Pierre Mauroy l'avait fait la veille, M. Raymond Barre commenta, dans le *Parisien libéré* du 9 septembre, le sondage de la Sofres sur les préoccupations des Français publié par ce quotidien (le Monde du 9 septembre).

L'ancien premier ministre déclara notamment : « L'inquiétude de la majorité des Français (...) vient de leur sentiment qu'il n'y a pas une politique digne de ce nom et que leur pays n'est pas gouverné. En bref, le pouvoir socialiste a perdu sa crédibilité. »

Pour M. Barre, la réponse « la plus importante de ce sondage » est : « Le fait que 58 % des personnes interrogées souhaitent que la France reste dans le système monétaire européen et maintienne le libre échange avec d'autres pays. Cela indique, dit-il, qu'une forte majorité des Français sont conscients de la nécessité pour notre pays de l'ouverture sur l'Europe et sur l'extérieur. »

Interrogé sur la « montée de l'insécurité », l'ancien premier ministre affirme : « C'est une question complexe qui doit être traitée en dehors de toute passion, avec lucidité, fermeté et équité. »

« Je n'approuve pas les attaques personnelles contre M. Badinter. Le garde des sceaux a ses opinions et elles sont respectables. Il ne mène pas une politique à lui mais celle du gouvernement. Il est aujourd'hui la cible privilégiée de campagnes analogues à celles que, pour d'autres raisons, la gauche a menées naguère contre son prédécesseur, M. Alain Peyrefitte. Tout cela n'est pas convenable. »

« La politique du gouvernement est-elle responsable de l'insécurité ressentie par une grande majorité de Français ainsi que de certains drames récents ? Je ne crois pas qu'on puisse le dire. Mais il est vrai que la politique du gouvernement a suscité chez les Français un climat d'inquiétude. »

M. Salvi (Union centriste) est élu président de l'Association des présidents de conseils généraux

M. Pierre Salvi, sénateur (Union centriste) et président du conseil général du Val-d'Oise, a été élu le jeudi 8 septembre président de l'Association des présidents de conseils généraux ; il succède à M. Léon Jozeau-Marigné, ancien sénateur (républicain indépendant), président du conseil général de la Manche, qui a estimé cette fonction incompatible avec son mandat de membre du Conseil constitutionnel, où il a été nommé par M. Alain Poher, président du Sénat, en février dernier.

M. Salvi a été élu par 67 voix contre 4 à M. Paul-Louis Tenaillon, C.D.S., adjoint au maire de Versailles et président du conseil général des Yvelines. Il y a eu 28 bulletins blancs, la gauche n'ayant pas présenté de candidat.

Les instances nationales du C.D.S. avaient investi M. Salvi, alors que M. Tenaillon avait également candidaté de sa propre initiative.

Sont aussi entrés au bureau de l'association, en qualité de vice-présidents :

● M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, membre du comité central du P.C.F., déclare, dans une interview publiée par l'hebdomadaire communiste *Révolution* (du 9 septembre), que « le fait majoritaire, favorisé par la Constitution de la 5^e République, est un atout pour le pouvoir en place » et qu'« il y a assez peu de modifications constitutionnelles qui s'imposent dans l'immédiat. »

M. Le Pors estime que la démocratisation de la fonction publique « ne doit pas se ramener à la seule réforme de l'ENA » et que, si « le chapitre du programme commun de la gauche, qui traitait de l'administration, est aujourd'hui quasiment réalisé », il faut néanmoins « mettre à jour notre théorie sur l'État et en tirer, autant qu'il s'avère nécessaire, des projets de réforme. »

président, M. Jean-Pierre Joseph (P.S.), président du conseil général du Gers, et de trésorier, M. Jean-François Deniau (U.D.F.), président du conseil général du Cher.

Par 56 voix contre 27 et une abstention, les représentants de la gauche ayant quitté la salle pour ce vote, une motion a été adoptée par les membres de l'opposition, qui critique « les transferts de charges » que la décentralisation « impose aux collectivités locales » et qui voit là « une volonté politique d'un transfert sur les élus locaux de l'impopularité de l'impôt. »

[Né le 2 avril 1926, à Paris, M. Pierre Salvi est maire de Viarmes (Val-d'Oise) depuis 1958. Il préside le conseil général depuis 1976 et est sénateur depuis 1977. Administrateur de l'Office E.L.M. de la région parisienne, il occupe aussi le poste de secrétaire général de l'Association française pour la défense de l'environnement. Il préside le groupe d'Amis de France-Suisse.]

TRANSIT INTERNATIONAL AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc.

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SAIL • (1) 800-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

Ne perdez plus de temps dans vos études!

Pendant les deux ou trois ans que vous passerez sur les bancs des écoles traditionnelles de gestion, vous apprendrez certainement des choses utiles. Vous pourrez également consacrer du temps à vos loisirs, aux associations d'élèves ou au bal annuel. Et, en prime, vous pourrez voir évoluer les carrières de ceux qui, au même âge que vous, seront déjà dans les entreprises, aux bonnes places...

Parce qu'ils auront choisi une formation courte, intensive et concrète. Comme celle dispensée dans notre programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets. Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière. Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pourriez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

Rue du Bugnon 4, CH-1006 Lausanne (Suisse) ☎ 122 11 11

L'U.D.F. sacrifie au rite du débat sur son fonctionnement

S'il est une formation politique qui semble avoir le souci des traditions, c'est bien l'U.D.F. Très régulièrement, avec une touchante obstination, l'un ou l'autre de ses membres, sacrifiant à une sorte de rite, remet en cause son fonctionnement et le rôle exercé par son secrétaire général, M. Michel Pinton. Ce dernier a pu mesurer déjà, à de nombreuses reprises, ce que sa position pouvait avoir d'inconfortable.

En rendant publiques, au mois de juin, ses positions sur la défense — positions jugées contraires à celles qu'avait adoptées la commission de l'U.D.F. — il a en quelque sorte « aggravé son cas », notamment aux yeux du P.R. Son secrétaire général, M. François Léotard, est d'autant plus à l'aise aujourd'hui pour réclamer le départ de M. Pinton. Le C.D.S. et le parti radical reconnaissent, pour leur part, que le secrétaire général de l'U.D.F. a commis une « faute politique » qu'il s'agit de « sanctionner ». Comment ?

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., pense qu'il existe deux solutions : ou réduire de façon claire le rôle de M. Pinton et désigner chaque mois à l'U.D.F. des porte-parole par secteur, chargés de s'exprimer au nom de l'ensemble des composantes, ou remplacer M. Pinton. M. Méhaignerie avance même le nom de M. Daniel Hoell, adhérent direct de l'U.D.F., membre du bureau politique mais aussi sénateur centriste du Bas-Rhin.

L'ensemble du bureau politique aura, en fait, tout loisir de réfléchir à ces questions lors de sa réunion de rentrée, le 15 septembre. En attendant, M. Pinton a décidé de contre-attaquer. Dans un premier temps, il a envoyé aux membres du bureau politique une longue note dans laquelle il propose notamment le renforcement des structures de l'union. Dans un deuxième temps, il a adressé, mercredi 8 septembre, une lettre en forme de plaidoyer à l'ensemble des militants de l'U.D.F.

Dans la note adressée aux membres du bureau politique, M. Michel Pinton, s'inspirant des conclusions du rapport Fourtoul (1), propose notamment que « le bureau décide publiquement que l'U.D.F. n'a pas l'intention de désigner son candidat à l'élection présidentielle avant que la nécessité n'en soit évidente, mais qu'il est certain qu'elle en aura un ». Il suggère que les militants soient « assurés » de participer à la désignation de ce candidat. Il estime que pour qu'une « nouvelle impulsion » soit donnée à l'Union dans « l'optique d'une conquête de pouvoir », il faut « permettre et même favoriser des initiatives d'idées et des débats politiques les plus larges possibles ». Il s'engage longuement sur l'organisation d'unions départementales de l'U.D.F., en regrettant que « les militants des partis constituants aient travaillé le plus souvent séparément et que le label U.D.F. ait parfois été conquis par quelques notables sans rayonnement et sans activité. »

M. Pinton se prononce en faveur d'un élargissement du conseil national de l'U.D.F., qui « serait à la fois le parlement de notre mouvement et une courroie de transmission entre le bureau et les instances départementales ». Il suggère la nomination de vice-présidents « choisis en fonction de leur relative disponibilité », il évoque, à ce propos, le nom de M. Jacques Blanc, ancien secrétaire général du P.R. M. Pinton souligne enfin les « faiblesses » de l'U.D.F. en matière de communication et insiste sur « deux de ses plus mauvais démons qui sont la critique d'un de ses membres par un autre et la mise en doute répétée de l'avenir de notre mouvement. »

L'objet de la lettre adressée par M. Pinton aux militants de l'U.D.F. est d'autoriser le secrétaire général à définir ses prises de position sur la défense : « Notre doctrine, écrit-il,

avait sa justification pratique du temps où Charles de Gaulle était président de la République et jusque récemment. Elle ne l'a plus aujourd'hui (...). Il est devenu nécessaire de repenser notre doctrine. » Il pose deux questions : « Qui ou nous voulons-nous que l'U.D.F. devienne le foyer des idées qui façonnent l'avenir de la France ? Qui ou nous voulons-nous que l'U.D.F. devienne un foyer de débats vivants, démocratiques et fraternel. » Après avoir rappelé qu'il a été « l'un des fondateurs de l'U.D.F. et depuis lors son principal organisateur », il conclut avec une certaine emphase : « Je vous demande de bien réfléchir au double appel que je lance : l'un comme l'autre exigent des réponses urgentes sinon l'histoire de France pourrait bien s'en voir plus vite que nous. »

Chant du cygne ?

Voilà qui ressemble à un chant du cygne. Il est peu probable que cette dernière initiative de M. Pinton, dont le rôle au sein de l'U.D.F. s'est ingrat, n'a pourtant pas été négligée, soit du goût des membres du bureau politique. Un surcroît pourrait cependant lui être accordé jusqu'aux élections européennes. M. Lacanot, président de l'U.D.F., pourrait en effet solliciter, pour cette cause, que en gardant près de lui la même équipe et choisir, au lendemain des résultats, de se retirer avec M. Michel Pinton. Il serait alors tout fait normal d'ouvrir à nouveau un débat sur le thème : « Comment organiser efficacement l'U.D.F. ? » M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, pourrait alors avoir une idée précise de réponse à apporter et se porter candidat à la présidence de l'Union. Il se plait déjà à jouer avec application le rôle de conciliateur entre le P.R. et le C.D.S., et ne néglige pas les coups de champagne à l'ancien premier ministre. M. Raymond Barre. Bien que M. Gaudin soit un membre du parti républicain, voilà aux yeux des centristes des circonstances atténuantes qui pourraient plaider en sa faveur.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) M. Fourtoul avait été chargé au printemps dernier d'analyser le mode de fonctionnement de l'U.D.F. et de suggérer des améliorations.

LES MINES DE M. PINTON

Dans un article publié par le Monde du 16 juin, M. Michel Pinton avait estimé que la stratégie nucléaire française n'était « assurée pas de garantie totale (...) contre la menace soviétique », et considéré que le concept de dissuasion et de sauvegarde du territoire « ne correspond plus aux réalités de notre temps. »

Ces réflexions avaient provoqué un vif débat dans la majorité comme dans l'opposition. M. Pinton avait été désavoué par l'U.D.F. et le R.P.R. M. Pierre Mauroy l'avait accusé de « mener la cohérence de notre dissuasion. »

L'ETOILE DES NEIGES

Entraînement agréé et conventionné C.S.
Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année.
Scolarité dans l'établissement.
● Matériel des voies respiratoires.
● Asthme.
Cadré familial - 20 lits - Alt. 960 m.
65400 La Roche-des-Arnauds
Téléphone : (92) 57-82-57

Étudiants titulaires d'un 2^e cycle universitaire (Ingénieurs, I.E.P., maîtrise, cycles médicaux...)

l'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION International

vous propose le PROGRAMME de MANAGEMENT MULTINATIONAL (octobre 83 - septembre 84) 4 crédits conduisant au

DIPLOME INTERNATIONAL de GESTION et MANAGEMENT 3^e cycle

International Master of Business Administration de droit et statut International

Cursus pédagogique élaboré en association avec

European University of America SAN FRANCISCO Oct. 83 - Mars 84 Cédit U.S.	International Management University of Asia TOKYO Mars 84 - Mai 84 Cédit asiatique	Université Libre Internationale GENÈVE Mai 84 - Juin 84 Cédit européen
--	---	---

Institut Supérieur de Gestion PARIS
Juillet 84 - Septembre 84 - Cédit de synthèse

Admission par voie de concours le 21 Septembre 1983
Renseignements : Centre d'Information et d'Orientation de l'I.S.G.
45, rue Spontini 75116 Paris - Tél. : (1) 553.80.27 p.24

LE MONDE diplomatique
SEPTEMBRE 1983
Au sommaire :

GRAND JEU POUR L'AFRIQUE
Boutefevre par Claude Julien
Guerre et intoxication au Tchad par Eric Rouleau
L'impasse d'un État fictif par Thierry Michalon
Le bras armé de la diplomatie américaine par Michael T. Klare
Le maréchal Mobutu, allié obligé de l'Amérique par Jean-François Bastin

AFGHANISTAN : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE
L'arrière-plan de négociations très serrées par Lawrence Lifshultz
Un atout pour Moscou, l'irréductibilité du Baloutchistan (L.L.)
Dans Kaboul aux prises avec ses rebelles (par notre envoyé spécial Konrad Ege)

AU CŒUR DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN
Deux peuples, une seule terre
« Hanna K. », un film de Costa-Gavras : La dépossession et le refus (Micheline Paumet). — Au nom d'une loi injuste (Jonathan Kuttub). — Gaza au quotidien (Geoffrey Aronson). — Les objectifs d'une répression accrue dans les territoires occupés (Amnon Kapeliov).

— LA COMPÉTITION DES HÉGÉMONIES AU LIBAN : Aspirations arabes, horizons européens (Dominique Chevillier).
— LES BANQUES ET LE TIERS-MONDE : Une fructueuse renégociation des dettes (Georges Cornu). — Négociations dans l'impasse : Le pouvoir méconnu (Frédéric Clairmont). — Une nouvelle donne dans le commerce international : La redécouverte de la compensation (Michel Seilhan et Alain Lorne).
— FUITE EN AVANT AU GUATEMALA : L'accumulation des tensions internes (Francis Pisan). — Au bord de la banqueroute (Christian Rudel).
— Union soviétique : La politique sociale à l'épreuve (Jean-Marie Chauvier).
— Le grand part du Conseil océanographique des Églises (Dora Valéry).
— LIVRES : « Le Droit des conflits armés » de Charles Rousseau (Edmond Jouven). — Chercheurs à la découverte de l'État fantôme dans les sociétés du tiers-monde (Jean Copans). — Judaïsme et capitalisme (Yves Florenne). — CAMÉRAS POLITIQUES : Héros de presse (Ignacio Ramonet, Christian Zimmer).

Le numéro : 10,50 F
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

GALERIES LAFAYETTE

EVENEMENT : ça bouge sous la célèbre coupole du boulevard Haussmann. Deux étages sont complètement transformés : c'est le nouvel espace-mode des 1^{er} et 2^e étages.

Toute La Mode
Dans Un Bel Espace

1^{er} étage

Le 1^{er} étage est entièrement rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

2^e étage

Le 2^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

3^e étage

Le 3^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

4^e étage

Le 4^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

5^e étage

Le 5^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

6^e étage

Le 6^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

7^e étage

Le 7^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

8^e étage

Le 8^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

9^e étage

Le 9^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

10^e étage

Le 10^e étage est également rénové et propose une collection de vêtements et d'accessoires de haute qualité.

Galerias Lafayette
HAUSSMANN

هكذا من الاجل

Le Monde

société

LES IMMIGRÉS EN FRANCE

Le lit du racisme

(Suite de la première page.)

Une dérobade que, selon son habitude, M. Michel Poniatowski a su éviter, déclarant mercredi, à propos de Dreux: « Il faut voter contre les fascistes de gauche. Revoilà l'immigration, c'est-à-dire les problèmes d'assimilation des communautés étrangères » et l'anarchie de l'immigration. Il suffit donc de se couvrir avec « il n'y a pas de menace fasciste » mais trouble et exaspération face à un problème

« Bon sens » partagé

« Bon sens » partagé. Selon le Figaro par exemple, l'élection de Dreux dévot d'abord la « peur des faits », devant la question de l'immigration, c'est-à-dire les « réels problèmes d'assimilation des communautés étrangères » et l'anarchie de l'immigration. Il suffit donc de se couvrir avec « il n'y a pas de menace fasciste » mais trouble et exaspération face à un problème

DANS LES RÉGIONS: de moins de 1 % à plus de 23 % de la population

RÉGIONS	POPULATION TOTALE	POPULATION ÉTRANGÈRE	POURCENTAGE
Corse	240 178	55 834	23,24 %
Ile-de-France	10 073 059	1 759 456	17,47 %
Rhône-Alpes	5 015 947	546 745	10,90 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 965 209	375 889	9,48 %
Langue-d'Oc-Roussillon	1 926 514	158 547	8,23 %
Loire	2 319 905	190 228	8,20 %
Alsace	1 566 048	127 832	8,16 %
France-Comté	1 084 049	85 337	7,87 %
Bourgogne	1 596 054	99 149	6,21 %
Champagne-Ardenne	1 345 935	78 982	5,86 %
Midi-Pyrénées	2 252 319	131 785	5,81 %
Centre	2 264 164	124 740	5,51 %
Nord-Pas-de-Calais	3 932 939	215 023	5,47 %
Aquitaine	2 656 544	136 518	5,14 %
Normandie	1 332 678	68 562	5,14 %
Haute-Normandie	1 740 321	32 002	4,47 %
Lorraine	1 655 342	71 085	4,29 %
Poitou-Charente	1 568 230	29 006	1,85 %
Pays de la Loire	2 930 398	52 056	1,78 %
Basse-Normandie	1 350 979	21 518	1,60 %
Bretagne	2 707 886	24 692	0,91 %

Source: Bulletin d'information du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation.

que le pouvoir socialiste s'est longuement refusé à considérer. De savoir que M. Veil, qui appelle à l'abstention à Dreux, « fait, selon le quotidien de Paris, trap de morale et pas assez de politique ». De comprendre aussi qu'il serait malaisé de condamner une alliance avec le Front national, bien peu de choses en effet comparé à « cette alliance immorale, dangereuse, cancéreuse » qui lie socialistes et communistes. Bref de savoir que la faute incombe d'abord à ce pouvoir qui a fait croire que « ceux qui posaient le problème de l'immigration étaient d'effrayants racistes », alors que cela « ne veut rien dire, sinon à prendre l'effet pour la cause ».

L'effet, croit-on comprendre: l'extrême droite; la cause: les immigrés. Ce que M. Bernard Pons (R.P.R.) traduit en insistant sur « les sentiments d'exaspération et d'inquiétude » qui se manifestent face au « laisser-aller des pouvoirs publics » envers l'immigration, état d'esprit qui aurait nourri le succès électoral du Front national. En clair: M. Le Pen n'est peut-être pas toujours recommandable, mais il n'a pas tort.

Discours de droite? Ce serait trop simple. Car il est aussi, à gauche, à partir de présupposés opposés — la crainte de M. Le Pen, du fascisme et du racisme, — des raisonnements à la logique similaire. N'entend-on pas certains membres de cabinets ministériels tirer argument de cette manie de l'intolérance pour soutenir et revendiquer une politique plus ferme, plus autoritaire, à l'égard de l'immigration? N'est-ce pas l'ambiguïté de l'accueil réservé à ce conseil des ministres qui, la semaine même de l'élection drouaise, décidait des mesures sur les immigrés? La « petite phrase » sévère de M. Mitterrand — « Il faut renvoyer les immigrés clandestins » — n'aura-t-elle pas éclipsé, dans les esprits, les discours sur l'insertion et

les conditions de vie? Le vocabulaire a son importance: on ne « renvoie » que les mauvais élèves. A qui profite, au bout du compte, cette focalisation sur une seule exigence, répressive? Et M. Chirac, qui dénonce en juillet la « prolifération » — le vocabulaire, toujours — des clandestins, peut confier alors benoîtement: « Je ne critique pas des mesures que j'applique moi-même à Paris ».

Le raisonnement est vicieux dès qu'il semble faire de l'étranger le coupable, dès qu'il renvoie la responsabilité de « vrais problèmes » sociaux, économiques, culturels à leurs premiers acteurs qui en sont d'abord les victimes. Tel est le poison distillé: la mécanique irrationnelle du racisme a toujours tendu à renverser les responsabilités, à « projeter le bouc émissaire dans la victime », ainsi que le résume une étude récente sur le discours antisémite (1). C'est sur ce chemin qu'avancent les idées de M. Le Pen. Un peu comme si, bien que compe-

les rancœurs souterraines. Le passé compte le présent nous l'enseigne pourtant.

En 1931, avec deux millions sept cent mille étrangers (6,6 % de la population totale), la France est le premier pays d'immigration d'Europe. Les passions xénophobes se déchaînent: « A la porte, les juifs, les salauds qui exploitent les travailleurs! », élame une affiche électorale de 1936. Or, que font les gouvernants, la crise économique aidant? A l'exception de tentatives avortées sous le Front populaire, ils appellent à refermer les frontières et à diminuer le nombre de travailleurs étrangers (3). On ne sache pas que ce « réalisme » ait suffi à enrayer le racisme français qui s'épanouit sous l'occupation. Ne lui a-t-il pas, au contraire, laissé le champ libre?

Quant au présent, que de faits nous par les politiques, pourtant éclairants sur la réalité d'une immigration qui, quelles que soient les divergences statistiques, est, depuis le début des années 70, la plus importante qu'ait connue notre pays! Saïton qu'une voiture sur quatre et un kilomètre d'autoroute sur trois sont réalisés par des immigrés? Que l'arrêt temporaire de l'immigration décrété en juillet 1974 n'a eu aucune incidence sur la hausse continue du chômage? Que victimes de 20 % des accidents du travail, supportant un risque deux fois et demi plus grand que les autres, salariés, les travailleurs immigrés sont moins hospitalisés que les autres catégories sociales et plus nombreux que les Français à ce demander le bénéfice de pensions pour lesquelles ils ont cotisé? Saïton que les trois quarts des logements insalubres encore utilisés sont occupés par des étrangers et que 20 % des enfants d'immigrés quittent l'école française sans savoir lire ou écrire? Et enfin, que la délinquance des étrangers (14,5 % des délits et crimes, mais 7,4 % seulement des condamnés aux années pour crimes), plus importante, relativement à leur population, que celle des Français, se nourrit d'abord de leur misère: à l'âge égal et à condition sociale équivalente, la petite délinquance n'est pas plus forte chez les immigrés que chez les Français.

Pourquoi ne le dit-on pas haut et fort? Pourquoi aucune autorité politique n'assume-t-elle, depuis le début des années 70, le rôle de « révélateur » sans les quatre millions d'étrangers (qui) ont contribué à construire la France? (4). Pourquoi laisse-t-on le champ libre à la logique du bouc émissaire? Car, sans y prendre garde, des logiques « réalistes » nourrissent l'irrationnel.

EDWY PENELE

(1) Pierre André Tagnieff, *Le discours antisémite*. Sous la direction de l'Institut juif de France, 7-1983, 12 F.

(2) Voir à ce sujet les deux articles de Michel Tibon-Cornilleux dans *Le Monde* des 23 et 24 août.

(3) Cf. Joseph Rovani, *Des Français contre les immigrés*, L'Histoire, N° 57, 20 F.

(4) La citation comme les faits rapportés sont extraits d'une brochure éditée en janvier par le secrétariat d'Etat aux immigrés mais non diffusée.

ENVIRONNEMENT

CORRESPONDANCE

Le maire de Biarritz et Greenpeace

Après l'article dans lequel nous indiquions que le maire de Biarritz, M. Bernard Marie (R.P.R.), avait fait expulser un autocar de l'association écologiste Greenpeace stationné dans sa ville (le Monde du 2 septembre), il nous a adressé une longue lettre dont nous extrayons les précisions suivantes:

Les membres de l'association Greenpeace avaient installé le 31 août des stands d'information et de vente de produits publicitaires tels que des tee-shirts, livres, posters, etc., et avaient accroché le long des lampadaires du Promenoir, sur un rayon de 50 mètres, des panneaux d'information.

Conformément à la réglementation municipale, qui prévoit que toute vente ou occupation du domaine public est soumise à l'autorisation de la municipalité, un garde de la police municipale s'est rendu sur les lieux, vers 11 h 15, pour demander aux membres de l'association Greenpeace d'évacuer les lieux, la ville de Biarritz n'ayant reçu de cet organisme aucune demande d'occupation du domaine public à ce jour.

Ce garde a été renvoyé par les membres de cette association en prétextant qu'ils ne « dégageaient » en aucun cas le Promenoir de Biarritz et en lançant des provocations à l'encontre de la ville et de la police municipale.

Vers 14 h 30, à la suite d'une intervention auprès du commissariat de police, qui avait été prévenu, vers 11 h 30, sans intervenir, le secrétaire général de la mairie a informé le sous-préfet, en lui précisant que l'action de Greenpeace causait des troubles sérieux sur le Promenoir, notamment avec des touristes et des boteillers biarrois, et que la municipalité se voyait dans l'obligation d'intervenir dans les meilleurs délais et demandait l'intervention de la police d'Etat.

Vers 15 h 30, la police municipale accompagnée de quatre adjoints en zéro et du secrétaire de la mairie se sont rendus sur les lieux, et ont demandé aux membres de l'association d'évacuer le Promenoir. Vers 16 h 30, deux inspecteurs de police sont venus prêter main-forte, et l'association Greenpeace, tout à fait réticente et provocante, a quitté les lieux vers 17 heures. (...)

Considérant que l'ensemble des informations diffusées par Greenpeace ont porté un grave préjudice économique à la cité de Biarritz pendant la saison touristique, la municipalité a décidé d'initier une action contre l'association Greenpeace devant les tribunaux compétents, et le syndicat des boteillers, le syndicat des restaurateurs et l'association des commerçants de Biarritz ont décidé de se porter partie civile dans cette action.

Rentrée sereine à La Courneuve

Tignasse blonde, regard espiègle, Marc se dirige d'un pas décidé vers l'école élémentaire Henri-Wallon, au cœur de la Cité des 4 000. La rentrée? Il s'en soucie comme de son premier cahier à spirale. « Les vacances, ça peut pas durer tout le temps, observe-t-il en ajustant la courroie de son carabine flambant neuf. Du moment que j'ai retrouvé les copains du C.E. 2... » Ultimate clin, derniers conseils: dans quelques minutes, les portes s'ouvriront sur une nouvelle année. « Ce matin, Sophie était tout chose », remarque une mère du quartier, « la mienne ne tient plus en place », répond cet employé de banque, avant d'ajouter: « La Courneuve, on ne parle que de ça. Vous savez, les C.E. 2 dans la classe supérieure. Il retrouve ainsi les élèves de l'an dernier. A une exception près: le petit Toufik Ouahab, assassiné pour quelques pétales le 9 juillet dernier, au pied d'une tour de la cité (voir le Monde des 12, 13 et 15 juillet 1983). « J'étais en vacances aux Sables-d'Olonne lorsque j'ai été épié par la presse locale, raconte-t-il. J'ai été horrifié. Bon, les enfants ressemblent non, mais c'est la même chose. Et puis on a une directrice du tonnerre. Attentive, souriante, elle-ci s'efforce de rassurer: ici, une grand-mère en quête d'un certificat de scolarité; là, un jeune Tunisien préoccupé par l'inscription de ses deux fillettes...

« Il manque quelqu'un »

Cette année, les dix classes de Henri-Wallon accueillent au total deux cent dix élèves de six à treize ans, dont un tiers de nationalité ou d'origine étrangère. Directrice depuis quatre ans, M^{me} Nicole Emerard affiche une parfaite sérénité, en dépit des handicaps que doit surmonter sa jeune équipe d'enseignants: « Nous recevons des enfants instables — 25 % d'entre eux n'ont qu'un seul parent — qui dorment mal, évoluent dans un contexte familial tendu ou bruyant, sans parler de l'environnement. Le niveau général s'en ressent. » Aux quatre coins de la cour d'asphalte rouge bordée de platanes, les groupes naissent au hasard des retrouvailles. Au peloton des sujets de conversation, l'inventaire comparé des cartables s'exporte d'une courtoisie sur les souvenirs de vacances.

Chargé d'un cours élémentaire première et deuxième année, Jacques Bart le rapet de ses outils,

douze filles et six garçons. Emmenés par Patrick, véritable paquet de nerfs en veste de pirovère, la troupe gravit vaillamment l'escalier qui mène à la salle de classe, un local aux murs couverts de posters. En quelques mots, maniant tour à tour le bonhomme et le fermement de compléti. Aucun doute: le courant passe. Vers 9 h 30, alors qu'Isabelle, Abdelkader et les autres recopient avec soin la liste des fournitures inscrites au tableau, un jeune enseignant algérien vient à enquêter du nombre d'élèves susceptibles de participer à l'atelier de langue et de culture arabes, lancé en février dernier.

Bernard, vingt-sept ans, ethnologue et linguiste, a choisi d'accompagner son C.E. 2 dans la classe supérieure. Il retrouve ainsi les élèves de l'an dernier. A une exception près: le petit Toufik Ouahab, assassiné pour quelques pétales le 9 juillet dernier, au pied d'une tour de la cité (voir le Monde des 12, 13 et 15 juillet 1983). « J'étais en vacances aux Sables-d'Olonne lorsque j'ai été épié par la presse locale, raconte-t-il. J'ai été horrifié. Bon, les enfants ressemblent non, mais c'est la même chose. Et puis on a une directrice du tonnerre. Attentive, souriante, elle-ci s'efforce de rassurer: ici, une grand-mère en quête d'un certificat de scolarité; là, un jeune Tunisien préoccupé par l'inscription de ses deux fillettes...

Mieux que l'an dernier

11 h 30: Une sonnerie stridente retentit. Les enfants qui mangent sur place s'installent dans une cantine spacieuse. Quant aux enseignants, ils prennent leur repas dans la pièce voisine. C'est l'heure du premier bilan. Fabienne, vingt ans, l'une des trois nouvelles, ne cache pas son soulagement. « Je connaissais La Courneuve de réputation. Autant dire que j'abordais la rentrée avec une sacrée appréhension! En fait, tout a marché à merveille. » La divine surprise? N'exagérons rien. Les difficultés apparaissent rarement dès le premier jour.

A quelques centaines de mètres de là, le C.E.S. Raymond Poincaré — 640 élèves dont un tiers d'étrangers, 28 classes — n'a pas le lever de rideau attendu vingt-quatre heures. Jeudi, on a planté le décor: accueil, répartition, formalités, emploi du temps. « Une bonne rentrée, assure M. André Lasheta, le nouveau principal du C.E.S., nommé à la fin du mois d'août. L'an dernier, nous avions touché le fond: à cette époque une dizaine de postes restaient à pourvoir. Cette année, un seul. » Assis sur l'escalier, à deux pas de la porte d'entrée, Michel attend l'appel des 3^e, « la première un C.A.P. de mécanique-aéro, précise-t-il. C'est ma dernière chance: j'ai déjà quinze ans. Si je la loupe, ils me viront. » Et moi, ils veulent pas que je triple ma 5^e, s'exclame Ali, mi-indigné, mi-goguenard. Pendant ce temps, à l'appel de leurs noms, les 3^e rassemblés dans la cour intérieure de la vétusta bâtisse, viennent se ranger derrière leur titulaire.

Professeur certifié de mathématiques, Maud, jeune femme blonde aux yeux gris bleu, aborde sa deuxième rentrée à Raymond Poincaré: « Je me sens plus tranquille cette année, remarque-t-elle, je connais les élèves, le façon de les aborder. Et puis, entre collègues, on se serre les coudes. Sinon, on ne tiendrait pas une année... »

Pourquoi la nier? Exorcer ici n'a rien d'une sinécure. « J'ai demandé ma mutation, commente, désempée, ce professeur de lettres de quarante-cinq ans. Il est utopique de prétendre combattre l'échec scolaire lorsque la crise frappe si durement les parents. Sans compter les phénomènes de rejet racial. » Ainsi, au-delà de cette journée sans drame, les questions de fond restent posées. A sa façon, cette jeune Algérienne de trente ans fait mouche lorsqu'elle s'écrit avec un large sourire: « La rentrée? Super! Mais alors, après... »

VINCENT HUGUEL

Selon ses organisateurs

LA GRÈVE DU RAMASSAGE SCOLAIRE A ÉTÉ SUIVIE DANS SOIXANTE-DIX DÉPARTEMENTS

La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) estime que sa consigne de suspension des services de ramassage scolaire, le jeudi 8 septembre, jour de la rentrée des classes, a été suivie largement ou totalement dans près de soixante-dix départements. « Un avertissement », a déclaré M. Maurice Voinet, président de la F.N.T.R., en rendant compte du déroulement de cette journée: « Un cri d'alarme », a renchéri M. François Demonceaux, président de la commission centrale « voyageurs » de la fédération, « voyageant » de la fédération, déplorant que, si M. Jacques Delors restait sourd à la revendication de la profession de voir augmenter de 8,5 % les tarifs des transports scolaires, et s'il persistait en tout cas dans son refus de recevoir prochainement les responsables de la F.N.T.R., le congrès de l'organisation, en octobre, pourrait bien « faire monter la pression d'un cran ».

M. Jean Quemener, président de la commission nationale des transports scolaires de la fédération, a illustré les difficultés de la profession. Avec un car de cinquante places faisant une tournée de 30 kilomètres, le transport scolaire rapporte 90 000 F dans l'année (cent quatre-vingt jours en réalité, compte tenu des congés scolaires); or, le seul salaire d'chauffeur, charges comprises, représente 110 000 F dans l'année. En y ajoutant l'amortissement et l'entretien d'un matériel vieillissant faute de ressources suffisantes pour le renouveler, le coût du carburant, la situation devient, selon la F.N.T.R., franchement insupportable, sauf pour ceux qui, de plus en plus rares, complètent leur activité par des transports occasionnels ou touristiques. Si bien que, selon M. Quemener, les recettes actuelles devraient être doublées pour permettre à une entreprise de vivre de son transport scolaire.

Lisez

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LE PREMIER JOUR DES CLASSES

Des bavures, pas de drames

Au soir du premier jour de l'année scolaire 1983-1984, l'optimisme prévalait dans la plupart des académies, même si les traditionnelles « bavures » de la rentrée n'ont pas épargné quelques établissements, écoles maternelles et classes terminales de lycées notamment. La grève des transports scolaires, suivie dans soixante-dix départements, a causé les principales perturbations dans les zones rurales, mais les motifs d'ordre de grève nationale lancés par les enseignants de deux syndicats minoritaires d'ont pratiquement pas rencontré d'écho.

Plusieurs recteurs se sont félicités de cette « rentrée satisfaisante » (Limoges), de « bonnes conditions de rentrée » (Lyon et Dijon), de l'absence de difficultés majeures (Marseille, Rennes), et du fait que « tous les enseignants sont nommés et sont en place » (Bordeaux). A Nantes, nous signalons notre correspondance, les représentants de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ont qualifié cette rentrée de « bonne sur le plan de la gestion des personnels ».

An chapitre des « bavures », il faut noter plusieurs occupations de classes maternelles par des parents protestant contre le manque d'enseignants, notamment à Nice, Aulnay-sous-Bois, Melrose (Ile-et-Vilaine), Ferange (banlieue de Metz). A

Herblay (Val-d'Oise), les parents réclament l'ouverture d'une douzième classe élémentaire, les effectifs atteignant jusqu'à quarante élèves dans certaines classes.

Des surcharges d'effectifs sont également constatées dans le second degré. A Touvet (Isère), quatre syndicats d'enseignants (S.N.I.-P.E.G.C., S.N.E.S, S.N.E.P, S.G.E.N) soutenus par deux fédérations de parents d'élèves ont décidé de ne pas assurer de cours vendredi et samedi. A Mulhouse, une menace de grève a été brandie par les professeurs d'un lycée. Ce n'est que dans une semaine qu'un bilan de ces premières journées de classe pourra être tiré.

« Accueil des adolescents non scolarisés » — Une note d'information du ministère de l'Éducation nationale précise les dispositions prises pour les adolescents non scolarisés à la rentrée 1983. Les parents pourront exposer leurs problèmes d'orientation — notamment la recherche de stages d'insertion professionnelle — soit auprès des centres d'information et d'orientation de l'éducation nationale, soit auprès des permanences d'accueil prévues dans la plupart des mairies, ainsi que dans les commissariats de la République (ex-préfectures).

E.P.E.C. → B.T.S. COMPTABILITÉ/GESTION
Rentrée 83/84
École privée: 74-76, rue du Temple - 75003 Paris
272-06-78

l'écriture laser
UNI-BALL feutre à bille
le plus fin du monde
en vente chez PRISUNIC

avec ou sans le bac

B.T.S.

TOURISME
ACTION COMMERC.

E.T.T.S.

60, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél.: 563-35-86
Enseignement privé
Doc. gratuite M

SPORTS

AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

Yannick Noah battu par Jimmy Arias

Noah a été battu, jeudi 8 septembre, en cinq sets en quart de finale des Internationaux des États-Unis. Les demi-finales opposeront, samedi, d'une part Scammon et Comors, d'autre part Arias et Lendl. Chez les juniors, Pascale Paradis a été éliminée en demi-finale.

New-York. — Il était 4 h 24 du matin à Paris lorsque le juge de la chaise du central de Flushing-Meadow, Franck Hammon, lança dans le miroir : « Les, set et match, Arias 7-5, 4-6, 6-3, 1-6, 7-5 ». Les quelques-vingt et un mille spectateurs qui avaient suivi avec passion pendant cent soixante-dix minutes le quart de finale entre Arias et Noah furent alors en ovation au champion de Roland-Garros qui sortait du court les larmes aux yeux. Encore une fois, jeudi soir, le « numéro un » français avait fait du tennis, un grand spectacle : retour de lobe et frappant entre les jambes, coup droit dans le dos à contre-pied... Mais la réussite n'était pas avec lui.

La déception du « numéro quatre » mondial a été d'autant plus vive qu'il ne pensait pas avant le match rencontrer de sérieuses difficultés avec ce joueur de dix-neuf ans classé neuvième mondial. Il l'avait battu assez nettement en deux sets lors de leur unique rencontre précédente, en 1982. De surcroît, Arias, qui doit être opéré des yeux après le tournoi, devait être gâté par la lumière artificielle. C'était donc Goliath-Noah contre Arias-David. Puis, par une singulière illusion d'optique, il sembla que le 1,95 m du Français rétrécissait tandis que le 1,75 m de l'Américain envahissait tout l'espace, au fil des occasions manquées par Noah, dont Arias tira aussitôt tout le bénéfice.

Dans la première manche, le Français avait mené 3-0. Au neuvième jeu, il perdit une balle de set. Grâce à des retours de revers étonnants, Arias put revenir à 5-4, puis embarqua Noah dans un tie break. Là encore le Français mena 4-1, mais l'Américain aligna d'orechef six points qui lui donnèrent le gain de la manche. « J'avais confiance », n'expliqua-t-il pas, « j'avais confiance, j'expliquais, j'avais disputé vingt tie break et j'en avais gagné seize ».

Les Américains ont surnommé cet exercice du jeu décisif « la mort subite ». En fait, c'était la mort lente de Noah qui commençait. Au début de la troisième manche, le Français eut la possibilité de prendre le service d'Arias dès le premier jeu, mais l'Américain rétablit la situation avec son prodigieux coup droit, qu'il délivra en faisant une boucle très rapide avec le bras. Il gagna les trois engagements suivants sans laisser faire un point à Noah.

Lorsque l'Américain servit à 5-3 pour le gain du set, Noah réussit quelques coups stupéfiants qui firent applaudir le public debout. Il ne parvint pas cependant à « transformer » l'une des balles de break que cela lui procura. Manque de réussite, alors qu'Arias fut très heureux sur quelques passages qui heurtèrent la bande du filet et lobèrent Noah sans qu'il puisse réussir.

Le Français accéda alors dans la quatrième manche mais Arias eut le combat singulier, réservant ses efforts pour le cinquième set. Les deux joueurs abordèrent l'ultime manche en serrant au maximum leur jeu, si bien que jusqu'à 6-5 il n'y eut aucune balle de break et aucune double faute. C'est au douzième jeu que Noah commit la

De notre envoyé spécial

gagnants pour trente-neuf fantes non provoquées seulement.

« Noah a battu deux de mes garçons - Korda et Kricknel - mais avec Arias ce sera une autre histoire, car c'est un vrai professionnel », avait annoncé l'entraîneur Bolletieri. Il y a, en effet, déjà quatre ans que ce garçon, dont l'allure fragile contraste avec la puissance des coups, opère sur le circuit « pro ». Le Tchèque Lendl arrêtera-t-il, en demi-finale, l'irrésistible ascension de ce petit prodige qui a déjà gagné quatre tournois du Grand Prix ? Lors de leur unique rencontre précédente, le Tchèque l'avait emporté nettement en deux manches sur terre battue. Or, le ciment est désormais la surface de prédilection de Lendl qui n'a pas perdu un seul set depuis le début des

Internationaux. Et le Suédois Wilander, qui l'avait pourtant battu il y a deux semaines à Cincinnati, n'a pas pesé plus lourd que ses précédents adversaires jeudi après-midi. La défense élastique de l'ancien champion de Roland-Garros cassa ici lorsque Lendl tendit son jeu.

ALAIN GRAUDOU.

LES RÉSULTATS

Simple messieurs (Quarts de finale)
Lendl (Tch.) b. Wilander (Suède), 6-4, 6-4, 7-6.
Arias (E.U.) b. Noah (F.), 7-5, 4-6, 6-3, 1-6, 7-5.
Juniors filles (Demi-finale)
M. Wendel (E.U.) b. Paradis (F.), 6-3, 7-6.

La mort d'Antonin Magne

Les deux carrières de « Tonin »

L'ancien coureur cycliste Antonin Magne est mort à l'âge de soixante-dix-neuf ans, jeudi matin 8 septembre dans une clinique d'Arcachon (Gironde) où il avait subi une opération chirurgicale. (Nos dernières éditions du 9 septembre).

C'est toute une époque du cyclisme d'avant-guerre qui s'est éteinte avec Antonin Magne.

A la différence de ses amis récemment disparus - André Leducq à l'optimisme débordant, Georges Speicher, force de la nature - Antonin Magne était un grand champion peu démonstratif. C'était un temps bien avant la télévision où des coureurs froids comme Anquetil, Merckx, voire Hinault, n'avaient guère été plus bavards. Ses magnifiques victoires dans le Tour de France (1931-1934), dans le Grand Prix des Nations (1934, 1935, 1936), son titre de champion du monde sur route (1936), semblaient la laisser indifférent et son visage de Sioux, nu nez busqué, sous la casquette, se déridait à peine. Le surnom familier de « Tonin », dont la popularité s'affaiblit longtemps, correspondait aussi peut-être à son tempérament réservé.

Antonin Magne avait commencé à courir avec son frère Pierre dans d'obscurs critères. Montrant précocement cet esprit d'organisation et de persévérance qu'un Louison Bobet incarnera un quart de siècle plus tard, il se révéla dès le premier Tour de France, qu'il fut disputé en 1930 par des équipes natio-

nales. Les foules ne vibraient alors que pour le panache de Charles Pélissier et la maillet jaune de Leducq. Antonin Magne, efficace et calculateur, ne devait pas tarder néanmoins à accumuler les places d'honneur et les prix. C'est à cette époque qu'il fit l'acquisition d'une ferme à Livry-Gargan, où il ne cessera d'engranger ses gains, jusqu'à ce qu'il se retire des compétitions en 1938.

Après la guerre, Antonin Magne allait entreprendre une deuxième carrière : celle de dirigeant sportif. Elle dura vingt-quatre ans (1945-1969), à la tête de la célèbre école des cycles Mercier. C'en était fini, cette fois, pour du bon, de « Tonin ». Jamais tuteur, tutoyant rarement, pas même Raymond Poulidor, ce poulain et presque « pays », il maintenait à distance les manifestations sentimentales de ses coureurs, tout en se faisant un plaisir respectueux par eux, et même aimer. Ce sont ceux-là mêmes qui pleurent aujourd'hui « monseigneur Magne ».

OLIVIER MERLIN.

[Né le 15 février 1904 à Yrac (Garonne), Antonin Magne était venu assez tard à la compétition. Il avait gagné sa première course, le grand prix Wolber par équipes avec son frère Pierre en 1927 puis Paris-Limoges en 1927 et 1928. Bon rouleur, il s'était imposé trois années consécutives dans le Grand Prix des Nations contre la montre (1934, 1935 et 1936). Il avait connu la consécration par ses victoires dans le Tour de France (1931 et 1934) et le championnat du monde (1936).]

Faits et jugements

Un maire de l'Aisne tué par un malfaiteur

L'un des deux meurtriers présumés de Denis Diependaele, quarante ans, maire (R.P.R.) d'un village de trente-trois habitants, Courbes (Aisne), qui a été tué le jeudi 8 septembre de plusieurs coups de fusil (nos dernières éditions), a été arrêté à Rouen (Seine-Maritime), dans la soirée du 8 septembre. Il s'agit d'un mineur de dix-sept ans, dont le complice a réussi à s'enfuir.

C'est en tentant de bloquer le véhicule des malfaiteurs, surpris alors qu'ils tentaient de cambrioler la villa de son beau-père, que Denis Diependaele a été pris pour cible et tué sur place. La victime avait toutefois eu la présence d'esprit de noter sur un papier le numéro minéralogique de la voiture des deux hommes, une B.M.W. volée le 6 septembre à Thion (Vosges).

C'est après un banal accrochage avec un motocycliste, survenu à Rouen dans la soirée, que le véhicule des malfaiteurs était repéré. A la vue des policiers, les deux hommes s'enfuirent à pied après avoir tiré dans leur direction.

● Une plaque commémorant l'attentat de la rue des Rosiers sera apposée, dimanche 11 septembre à 10 h 30, sur la façade de l'immeuble qui abrite le restaurant Goldenberg, à Paris (3^e), a annoncé la Fédération des Juifs de France. Six personnes avaient été tuées et vingt-deux autres blessées lors de l'attaque du restaurant, le 9 août 1982, à l'heure du déjeuner. De nombreuses personnalités, dont des représentants du gouvernement, du parti socialiste et de la mairie de Paris assisteront à la cérémonie.

Réactions syndicales à l'attentat de Rouen

L'enquête sur l'attentat dont a été victime près de Rouen la fille d'un surveillant de prison tuée par l'explosion d'un colis piégé adressé à son père (le Monde du 9 septembre) n'a pas encore permis d'établir le mobile de cette affaire.

Cependant ce drame a déjà provoqué des réactions de la part de ceux pour qui il s'agit de la vengeance d'un délinquant. La Fédération Justice Force-Ouvrière y voit « la conséquence logique de l'absence de protection des personnels ». De son côté, l'Association professionnelle des magistrats (A.P.M.), s'insurge à droite, parle d'un « crime dans le droit fil des actes de violence (...) depuis la libération débridée du régime des délinquants décidée par le garde des sceaux ».

A cette dernière affirmation, M^{me} Myriam Ezraty, directrice de l'administration pénitentiaire, a répondu par un communiqué dans lequel elle se déclare « indignée » d'un « amalgame hâtif et malveillant d'actes plus injustifiables qu'en l'état actuel de l'enquête rien ne permet de se prononcer sur les causes de ce crime ».

● Cinq des onze Arméniens qui avaient été assignés à résidence en province après avoir été interpellés par la police au lendemain de l'attentat commis à Orly par l'ASALA le 15 juillet viennent d'être autorisés à regagner leurs domiciles à Paris ou dans la région parisienne. Ils devront, toutefois, se présenter deux fois par semaine au commissariat de leur quartier ou de leur commune. Le ministère de l'Intérieur, qui a décidé ces mesures, n'a pas révélé le nom de leurs bénéficiaires pour des raisons de sécurité.

RELIGION

DU 10 AU 13 SEPTEMBRE

La visite « pastorale » de Jean-Paul II en Autriche aura une dimension politique évidente

De notre correspondante

Vienne. — Jean-Paul II sera en Autriche du samedi 10 au mardi 13 septembre pour une visite essentiellement « pastorale » incluant un pèlerinage à Mariazell, en Styrie, qui est avec Lourdes (France), Fatima (Portugal) et Czestochowa (Pologne) l'un des plus importants sanctuaires mariaux d'Europe. Seule exception : une rencontre avec le président de la République, M. Rudolf Kirchschlager, et avec le corps diplomatique.

L'aspect politique de ce voyage tient à la position géographique de l'Autriche, pays limitrophe de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, et à son rôle historique de plaque tournante entre

l'Ouest, l'Est et l'Orient. Cette fonction-charnière de l'Autriche se verra confirmée par un véritable « sommet » épiscopal qui réunira, à Vienne, des responsables de toutes les Eglises catholiques de l'Est - à l'exception de la Tchécoslovaquie. Parmi les dix cardinaux et soixante évêques attendus figurent les cardinaux Giamp (Varsovie) et Macharski (Cracovie) de Pologne, Laski de Hongrie, Kucharik de Yougoslavie, et Antal Jakoh de Roumanie. Une délégation de l'Eglise catholique de Lituanie (U.R.S.S.) a annoncé sa participation, ainsi que des représentants de l'Eglise orthodoxe de Moscou, de Belgrade, de Bucarest et de Sofia.

Le cardinal Tomasek, de Prague, a décliné l'invitation - en dépit d'une intervention diplomatique au plus haut niveau - évoquant, dans une lettre adressée au cardinal Koenig, « des circonstances particulières » qui l'empêchent de venir à Vienne. Cette absence illustre l'intransigence des autorités tchécoslovaques à l'égard des fidèles les plus durement éprouvés de tous les pays socialistes et en même temps l'isolement de ce régime en matière de culte.

Cependant, pour prévenir les spéculations sur l'ostpolitik du Vatican, le cardinal Koenig, qui fut pendant de longues années « ambassadeur » du Saint-Siège en Europe de l'Est, a précisé que le pape s'abstiendrait de « lancer des messages politiques aux pays de l'Est » à partir de l'Autriche neutre. Les paroles de Jean-Paul II au sujet de la foi, de la justice, de la réconciliation et de la paix pourraient cependant prendre une dimension politique. Grâce à la radiodiffusion trilingue, des milliers de fidèles dans les pays frontaliers et en Roumanie pourront accompagner le pape dans son voyage.

Une Eglise réconciliée avec les socialistes

Pour l'Autriche, pays qui compte 6,5 millions de catholiques, soit plus de 87 % de la population, la visite de Jean-Paul II - la première d'un souverain pontife depuis deux cents ans - est importante à plus d'un titre. Il est significatif qu'elle ait lieu à ce moment de l'histoire du pays, gouverné depuis treize ans par les socialistes. Nombreux sont ceux qui disent même que cette visite n'aurait pas pu intervenir plus tôt.

L'Eglise catholique d'Autriche, suivant la bonne tradition de la très catholique monarchie des Habsbourg, avait gardé, après la chute de l'empire, des relations très étroites avec le pouvoir étatique. Le « catholicisme politique », à son apogée sous la 1^{re} République avec un pré-

tr. Mgr Ignaz Seipel, à la tête du gouvernement (1922 à 1924, 1927 à 1929), avait discrédité l'Eglise catholique en Autriche, notamment aux yeux des socialistes. Pour eux, Seipel était un « prêtre sans pitié ».

Au cours des dix dernières années, la position de l'Eglise a été bouleversée. Le mérite revient au Cardinal Koenig, archevêque de Vienne depuis 1956, qui a réussi à réconcilier l'Eglise avec le socialisme, au prix, il est vrai, d'un affaiblissement de son influence politique. En 1975, lorsque le gouvernement décida de libérer l'avortement, l'opposition massive de l'Eglise fut balayée sans la moindre hésitation par les socialistes.

La polémique récemment ouverte par les jeunes socialistes autour de l'utilité de la visite du pape et de sa politique en Amérique latine a été étouffée très vite par les dirigeants socialistes eux-mêmes.

Jean-Paul II aura, entre autres, une mission très spéciale à remplir à Vienne : commémorer le souvenir d'un de ses compatriotes les plus illustres, le roi Jan III Sobieski (1674-1696), qui avait « sauvé la chrétienté » en libérant Vienne assiégée depuis plusieurs mois par les Turcs, en 1683. Le pape ira se recueillir dans une petite église de Kahlenberg, colline à l'est de Vienne, érigée à la place d'un couvent où Jan Sobieski avait entendu la messe le 12 septembre 1683, à la veille de la grande bataille.

WALTRAUD BARYLL

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
TEL. : 260.28.01

A LA TÉLÉVISION

SAMEDI 10 SEPTEMBRE
A 2
- 17 h. - Demi-finale (si Noah est qualifié) :
- 21 h. 40. - Finale dames ;
demi-finale hommes.
DIMANCHE 11 SEPTEMBRE
TF 1
- 22 h 15. - Finale.

première, au plus mauvais moment : une première volée dans le filet, puis une seconde hors du court donna deux balles de match à Arias qui concédait dès la première.

« Il a bien joué. Je ne me déplaçais pas bien et j'ai raté beaucoup de volées au mauvais moment », a reconnu le Français qui a quitté le stade ivre de chagrin, après avoir nourri l'espoir de terminer en beauté son troisième tournoi du grand chelem.

Les statistiques du match ont confirmé que Noah a largement contribué à sa défaite en jouant au-dessous de sa valeur : quinze aces et trente-quatre points gagnants pour cinquante-quatre fautes non provoquées alors qu'Arias était crédité de quatre aces et quarante points

AU 3^e ÉTAGE
DU 9 AU 15 SEPTEMBRE

LES LONGILIGNES :

VESTE CARDIGAN

ET JUPE DROITE.

ENSEMBLE
pure laine rayure fantaisie.
Tons dominants roux ou gris.

1100 F.

Aux Trois Quartiers

retrouvez le plaisir d'acheter

17, Boulevard de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30.

سكزا من الاصل

CARNET

Naissances

- Dominique POLLIART, Frédéric METZINGER, son époux, et Fabrice ont la joie d'annoncer la naissance de Julien METZINGER. Le 4 septembre 1983. 5, rue du Conventionnel-Chiappe, 75013 Paris.

- Christophe et Claude PALLEZ, et Laure ont la joie d'annoncer la naissance de Diane, le 3 septembre 1983. 72, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage de

M^{me} GARRETA, née Bernadette Ross, avec M. Robert TENGEE, avocat à la cour d'appel de Paris. Paris, le 12 juillet 1983.

- Le professeur et M^{me} Jacques CALLOT sont heureux d'annoncer que le mariage de leur fils Jean-Louis avec le docteur Véronique STAEHLING a été célébré dans l'intimité en l'église réformée de Royan (Charente-Maritime), le 1^{er} septembre 1983. 35, rue Schweighausser, 67000 Strasbourg.

Décès

- Jeanine Achard-Médel et Lucien Médel, Cécile et Juliette Médel, Et toute leur famille, ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père, grand-père et parent,

Paul ACHARD, survenu à Marseille le 7 septembre 1983 à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Marseille, Gardanne, 20, rue du Commandant-Monchotte, 75014 Paris.

- L'ingénieur général de l'armement René Audran et ses enfants, M. et M^{me} Yves Souzanne et leurs enfants,

Et toute la famille, font part du décès, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, de

Marie-Thérèse AUDRAN, née Parrot, leur mère, grand-mère et parente.

Un service religieux sera célébré le lundi 12 septembre 1983, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Beauregard, avenue des Etangs à La Celle-Saint-Cloud. L'inhumation aura lieu à La Rochelle dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

35, avenue des Grossets, 78170 La Celle-Saint-Cloud. 3, domaine de Bel-Ebat, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

- Rodéz Paris, Nice. Les familles Bonsquet, Delmas, Julien, Loubère, Et ses amis, font part du retour en la maison du Père de

M. le chanoine Hadrien BOUSQUET, chevalier de l'Ordre national du Mérite, ancien vicaire de Cransac et Millau, ancien aumônier clandestin du S.T.O., collaborateur de Mgr Rodière au Secours catholique.

Les obsèques seront célébrées en la cathédrale de Rodéz le samedi 10 septembre 1983 à 14 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

La chanoine Hadrien Bousquet, qui était né le 11 juin 1900 à Rodéz, fut l'un des premiers prêtres-ouvriers en France. Après divers ministères dans le bassin houiller aveyronnais et à Béthune, et un passage chez les franciscains, il est prêtre-ouvrier de 1957 à 1960. Cette forme d'engagement lui valut d'être envoyé en Allemagne par le cardinal Suhard et par Mgr Rodière, aumônier général des prisonniers de guerre. Reçu pour le S.T.O., il travailla manuellement tout en exerçant son ministère dans la clandestinité. Accusé d'avoir saboté des installations, facilité des évasions et recouvert un mouvement clandestin, Hadrien Bousquet fut arrêté en 1964 et rejoint la France. Il fut tenu par le tribunal Pétain, qui décida s'inscrire des conditions de travail en Allemagne. Chargé, en 1946, du service « relations » du Secours catholique, il devint, en 1948, aumônier d'un collège de jeunes filles à Nice. Aumônier de plusieurs écoles (« le Nord » du 13 janvier 1962), le chanoine Bousquet laisse le souvenir d'un prêtre au caractère vif, extrêmement attentif aux autres et débordant de bonté. - H.F.]

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité. - H.F.]

- Rose-Marie Deladier, sa femme, Marc et Martine Deladier, son fils et sa belle-fille, Jean Deladier, son frère, Anne, Nathalie Deladier et Cécile Soulier, ses nièces, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre DALADIER, avocat à la cour de Paris.

survenu accidentellement en montagne le 22 août 1983, à Chamonix.

Les obsèques ont eu lieu à Tonnier, dans l'intimité.

- M^{me} Raymond Deloye, M. et M^{me} Jean Deloye et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Deloye et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond DELOYE, survenu à Besançon, le 31 août 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 2 septembre, à 14 h 30, en la basilique de Saint-Pierre, à Besançon, et l'inhumation à Erreigny (Jura). Cet avis tient lieu de faire-part.

1, boulevard Roquette, 32000 Auch.

- M^{me} Georges Drouard, son épouse, M. et M^{me} Alain Drouard et leurs fils, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Georges DROUARD, survenu le 6 septembre 1983 à Bozlogne.

L'inhumation aura lieu le 15 septembre, à 9 h 30, au columbarium du Père-Lachaise. Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue Crozatier, 75012 Paris. 16, rue Parrot, 75012 Paris.

- La famille Gossel, La direction Et le personnel de la société Champagne Gosset ont la douleur de faire part du décès de

Edme GOSSET, directeur général de Champagne Gosset, survenu à Paris le 22 août 1983, à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame-de-Orléans de Passy, à Paris, et l'inhumation, le même jour, à Ay-Champagne, dans le caveau de famille.

14, rue d'Angoulême, 75116 Paris. Champagne Gosset, B.P. 7, 51160 Ay-Champagne.

Bureau de Paris, 38, avenue Marceau, 75008 Paris.

- Joëlle Lagatze-Passio. Les amis de la librairie la Puce à l'oreille dans le quatrième arrondissement. Sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marc LAGAIZE, survenu brutalement, le 27 juillet 1983, à l'âge de 35 ans.

- Le professeur André Lambling, son épouse, Jean et Jacques Budoz, Béatrice et Claude Lambling, Noël et Max Thibault, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Le docteur Pierre Lambling, son beau-frère, Les familles Chaurier, Lambling, Lichtenberger, Contamin, Priestley, Regnaud, Rousseau, Wagner, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne LAMBLING, née Le Gené, survenue dans sa quatre-vingt-septième année, le 4 septembre 1983. L'inhumation a eu lieu, le 9 septembre 1983, au cimetière de Fives-Neuve-Eglise dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements - M^{me} Robert Christophe, M. et M^{me} J.-J. Lech, Leurs enfants, Et toute la famille, profondément touchés par les marques de sympathie des personnes qui se sont associées à leur grand chagrin lors du décès de

Robert CHRISTOPHE, disticien, et dans l'impossibilité de répondre à tous, expriment leurs vifs remerciements et leur reconnaissance émue à Ses amis, Ses confrères, Ses compagnons de captivité, Ses lecteurs.

41, avenue de la Porte-de-Villiers, 92200 Neuilly.

- La direction de Korean Air Lines Et tout le personnel

tiennent à exprimer leurs vifs remerciements à toutes les personnes qui ont manifesté leur sympathie et leur amitié devant le drame qui a endeuillé toute l'aviation civile.

- La famille et les amis de

Véronique PIAU, décédée le 29 juillet 1983 à l'âge de vingt et un ans, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur par leurs prières, leurs pensées, leurs présences et leurs envois de cartes de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

- Après les épreuves de son âme, elle verra la lumière et sera comblée. (Isaïe 53, II.)

Messes anniversaires

- Pour célébrer le premier anniversaire du martyre du président Bachir GEMAYEL, une messe de requiem sera célébrée à sa mémoire, en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, 75005 Paris, le dimanche 11 septembre 1983 à 11 heures.

Tous les Libanais et leurs amis sont invités à y participer par la fidélité au souvenir et à la prière pour le cher Liban.

- Pour le premier anniversaire du décès de S.A.S. la princesse Grace de Monaco, une messe sera célébrée à sa mémoire le mercredi 14 septembre 1983, à 11 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

De la part de l'ambassade de la principauté de Monaco en France.

Communications diverses

- Le prix annuel de la FONDATION VERLOT a été décerné le 7 septembre au cours de la séance de clôture du Congrès international du froid, au Palais des congrès.

C'est un Hollandais, M. VAN BEEK, qui en a été l'heureux lauréat pour ses travaux concernant le froid dans le domaine scientifique.

Cérémonies religieuses

- La traditionnelle cérémonie de HAZKARA, dédiée aux victimes sans sépulture de la déportation, aura lieu le dimanche 11 septembre 1983, à 10 h 30, au mémorial du Martyr juif inconnu, rue Geoffroy-d'Assier, à Paris.

M. Alain Goldmann, grand rabbin de Paris, Jacques Lazarus et Orfan prononceront une allocution.

LÉGION D'HONNEUR

ANCIENS COMBATTANTS

Est promu commandeur : M. Pierre Martelli.

Sont promus officiers : MM. Marcel Garand, Gaston Guifey, Jacques Orbezog, Laurent Proziol, Paul Vitor.

Sont nommés chevaliers : M^{me} Marie-Jeanne Astoul, M. Jean Carbone, M^{me} Marie Carloti, M^{me} Pierre Franceschi, Joseph Garion, Jean Guichard, François Mondoloni, don Jacques Nicoli, Charles Santarelli.

DÉFENSE

Sont nommés chevaliers : M^{me} Jean-Baptiste Belloc, Emile Bernard, Roger Lorieau, Saul Orlanducci.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Pour être bien...

ABS - Centre de soins

- Relaxation - Détente psychocorporelle - Massage méthode Migne exclusive - Accueil chaleureux (Hommes et femmes)

18, rue Madeleine Michels 92200 NEUILLY

Tél. : 624.43.52

Gaschgai Assad-Baghi*

-20% SUR TOUS jusqu'au 12 novembre

LES TAPIS D'ORIENT

Credit durant 6 mois à partir de 3000 francs

En matière de tapis d'Orient, il y a le vrai et ce qui paraît vrai. Seul l'initié sait percevoir la différence. C'est pourquoi, même lorsqu'il s'agit de tapis persans, notre acheteur François Ollivier, expert auprès des douanes françaises, multiplie les exigences.

Aujourd'hui, il est un des rares Français à aller sur place, en Iran. Et à juger sur pièce. Chaque tapis qu'il vous propose satisfait tous les critères qui justifieront votre investissement : qualité de nouage, ancienneté, dessins uniques, colonis...

Ainsi il a constitué une collection inimitable par sa richesse, sa diversité, son histoire. Toutes qualités qui permettent au Bon Marché de s'affirmer premier spécialiste de tapis d'Orient et de tenir son rang en multipliant sur chaque achat les preuves de confiance.

Par exemple, le Bon Marché reprend à trois fois leur prix d'achat les tapis d'Orient qu'il a vendus il y a dix ans et plus, s'ils comptent au moins 250000 nœuds au mètre carré.

* 220x148. Ce tapis Persan ancien 19^e siècle à triple médaillons et décor de « Boteh » a été noué par l'une des tribus Gaschgai de la province du Fars.

AU BON MARCHÉ

Rive Gauche

100, rue de la Harpe - Paris 5^e

* Après acceptation du dossier par la banque Sofinco et apport personnel 30%. Frais de crédit (sauf assurance VLM facultative) pris en charge par le Bon Marché.

1013

en bobines

aux : 95 à guichets

RÉSIDENCES

campagne - Mer - Montagne

100, rue de la Harpe - Paris 5^e

100, rue de la Harpe - Paris 5^e

100, rue de la Harpe - Paris 5^e

100, rue de la Harpe - Paris 5^e

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

REGARDS

Dinard : la mer en bobines

On connaît les festivals de films de mer, notamment celui de La Rochelle. Voici désormais le Festival du film de mer, plus vaste, plus ouvert, plus profond et finalement réellement justifié : sous les cardes la mer, derrière les voiles l'océan, ce « support » que l'on a trop tendance à oublier depuis que les multiples de ce genre ont ramené l'événement au ras des flots.

On se croirait pas un tel vide sans créer des turbulences, ni connaître des fortunes de mer, et ce festival nouvelle formule, qui s'est déroulé à Dinard du 1^{er} au 4 septembre, dans la foulée d'un festival beaucoup plus grand public lancé en 1978, n'a pas échappé à la règle.

Jean-Claude Weisz, son créateur, actuellement directeur de l'office du

tourisme de Dinard, a confié cette année la « curation » du festival à la Guilde européenne du raid pour cette grande première, avec attribution de trois prix aux meilleures réalisations.

Dès lors, on peut s'interroger. Comment concevoir qu'un festival qui tient à conserver l'image « mer » attribue des prix qui sont en fait des Voiles d'or, d'argent et de bronze ? Comment expliquer l'absence, parmi les concurrents, de films comme *Le Triangle de Mimizan*, *Un amour plein d'arêtes*, *Gauloises III en Patagonie*, et la présence injustifiée de quatre courts métrages de surf aux images conventionnelles pour la plupart, celle d'un film de recherche datant de 1976 et supportant mal le vieillissement, *Opération Famou*, et une tentative d'approche du bassin de carène de Paris.

Lascaux : visites à guichets fermés

LASCAUX revisitée, vingt ans après. La « chapelle Sixtine de la préhistoire », fermée au public en 1963, remît sous forme d'un fac-similé aménagé à 150 mètres de l'illustre modèle. Depuis le 18 juillet, les copies conformes de la Salle des taureaux et du « diverticule axial », réalisées selon les techniques en vigueur, voilà dix-sept mille ans, ont attiré près de quarante-cinq mille personnes. Un afflux dont la commune de Montignac, gros bourg de trois mille âmes assoupie sur la Vézère, aimerait tirer parti. Mais toute médaille a son revers : les mêmes causes produisent les mêmes effets. Lascaux II ne risque-t-elle pas de faire les frais de sa fidélité à l'original ? Les maladies « vertes » (algues) et « blanches » (calcification) qui rongeaient les peintures rupestres de la grotte interdite risquent du réchauffement, du gaz carbonique et de la pollution bactérienne, apportés par les visiteurs. Épargneront-elles la réplique ?

Lascaux revit. M. Marcel Ravat aussi. La découverte fortuite, un jour de septembre 1940, de la cavité qui mène à la grotte a scellé son destin. Aujourd'hui ce colosse à la démarche chaloupée et à la voix de stentor promène sa truculence sur le site de Lascaux II. Lorsque l'idée a

germé, il n'y croyait guère. Dix ans plus tard, Marcel Périgoudin bon teint, baliait la moindre objection d'un geste ample : « Un seul mot. Chapeau ! »

Le public ne s'y trompe pas. Dès l'ouverture, à 9 heures, une centaine de personnes prennent d'assaut le guichet du syndicat d'initiative de Montignac. Depuis le 18 juillet, Lascaux II accueille chaque jour mille cinq cents à deux mille visiteurs. Un succès qui a surpris par son ampleur. Attente de trois ou quatre heures, candidats refoulés par centaines, la réplique départementale du tourisme a décidé d'y mettre bon ordre. Seul le syndicat délivre désormais les mille six cents billets quotidiens.

Sur place, cinq jeunes guides canalisent patiemment le flux : toutes les dix minutes, une quarantaine de « lascauphiles » se pressent dans le sas muséographique, antichambre d'une visite commentée de quarante minutes. Guetté par l'extinction de voix, Thierry, étudiant en électronique, s'apprête à énumérer son neuvième groupe de la journée. « Je vais encore finir sur les rochers, mais peu importe, confie-t-il avec un sourire radieux, Lascaux c'est ma passion. »

Similitudes, incomplète, superficielle et hâtive ?

Il apparaît que, pour une première année, les concepteurs ont été pris par le temps, et la présélection s'en ressent : pas de films italiens, les seuls étrangers présents étant les Anglais et les Américains ; pas de films industriels - certains, comme celui d'Elf, tournés autour de plates-formes pétrolières, méritant mieux qu'un accessit ; une actualité faible. *Famou* datant de 1976 ; un film de l'émission de FR 3, « Thalassa », d'été, présenté pour d'obscures raisons ; deux réalisations du même cinéaste, Olivier Girard, se trouvant en compétition avec dix-neuf autres films, alors que l'excellent documentaire tourné sur la construction d'une jonque et sur son convoi vers l'Europe était absent de Dinard... Il n'en reste pas moins que ce festival doit vivre en s'améliorant, et les raisons mêmes des difficultés d'élaboration - films dispersés, réalisateurs indépendants peu organisés, secteur délaissé - justifient à elles seules son existence en tant que coordinateur et censeur. Les films primés par un jury de huit personnalités, sous la présidence éclairée de l'écrivain Paul Guimard, ont toutefois pas démenti. La Voile d'or a

été attribuée à *Ghost of Cap Horn*, réalisé par Keith Critchlow à partir d'extraordinaires documents d'époque. On y voit notamment des éléphants, derniers grands voliers des océans maudits, traverser d'épiques tempêtes au gré des déferlantes, roulant d'un bord sur l'autre, les voiles déchirées et le pont recouvert d'eau. On y voit encore la construction d'un de ces monstres en bois autour des années 50, montée à la manière d'une gigantesque partition musicale, chaque ouvrier travaillant comme un orfèvre. Malheureusement, entre ces deux grands moments, dus à la caméra d'un autre, le réalisateur s'est cru obligé de mentir sans discernement, et c'est bien dommage. A sa manière, *Aldabra* - réalisé par le Français Claude Pavaud et qui a obtenu la Voile d'argent - est un produit mieux fini, l'écosystème de cette île des Seychelles, où polluent encore les tartes, étant assez bien défini. On aurait pu toutefois se passer d'une interview sans savoir d'un dirigeant du Museum tenant des propos relevant plus d'un office de tourisme que d'un véritable savant. La Voile de bronze échoua à l'excellent film d'Al Giddling, *Underwater World*, composé des meilleures séquences sous-marines tournées par la spécia-

liste du genre. Au menu, les requins blancs, les plus dangereux du monde, une baleine et son bébé, et quelques séquences de films réalisés par le « maître », James Bond et *Deep*... Le jury devait toutefois attribuer deux prix supplémentaires, mais certainement d'un manque de consensus entre les différents membres.

Le désormais traditionnel prix spécial, que l'on ferait mieux d'appeler le prix de l'embarras, était attribué à *Fortune de septembre*, d'Olivier Girard, sur la pêche au thon en Méditerranée. Excellent film, plein d'humour, d'accent et de soleil, sorte de « pagnolade » marine s'écoutant à la vitesse du pastel, entre la boule et le cochonnet. Un prix jeunesse et Mer récompensait un film de surf drôle et pétilant, *Sea Fligh*, de Ron et Bob Condom, où les surfers savent tomber avec panache. Patrick Edel, le délégué général de la Guilde européenne, songe déjà à 1984 : « Nous allons surtout travailler à la présélection des films, qui va s'opérer dès la rentrée, avec toujours le même axe, la connaissance globale des choses de la mer. » Ce n'est certainement pas pour déplaire à Paul Guimard...

DOMINIQUE GAUTRON.

Avant 1963, cent dix mille personnes s'associaient chaque année à la « danse de l'esprit », célébrée par Georges Bataille. A la fin de cette année, après moins d'un semestre d'exploitation, le fac-similé pourrait approcher ce total. Une manne pour Montignac ? « Un apport incontestable, estime M. Gérard Burg, un hôtelier affable et chaleureux. Il faudrait faire preuve de mauvaise foi pour nier que nous figurons parmi les premiers bénéficiaires. »

Voilà vingt ans, la fermeture du site avait porté un rude coup à l'économie locale, contraignant deux des sept habitants de la commune à mettre la clé sous la porte. Grotte ou pas, les établissements moutonnés, guère plus de cent lits au total, affichent complet chaque été. « En revanche, précise M. Burg, l'impact se fait sentir sur la restauration et le bar. D'autant que la délivrance des billets en ville conduit les touristes à s'y arrêter, ou lieu de filer tout droit sur le site. »

Encore faudrait-il que le commerce local saisisse la balle au bond. La trentaine, chevelure brune et visage anguleux, M. Jacques Marty préside le DECLIC, association réunissant une quinzaine de commerçants. « Il faut donner l'envie de rester à Montignac, explique ce fleuriste, d'y flâner, d'y faire quel-

ques achats. La recette ? Aménager les rues, les jardins, rénover les vitrines. Je l'ai fait, mon chiffre d'affaires a progressé de 20 %. Mais M. Marty avoue, à mots couverts, qu'il redoute l'attractivisme, le manque d'endosse de certains de ses collègues.

Les vertus de l'empirisme

Dans sa petite guérite de sapin, oie à l'ombre des chênes et des châtaigniers, à deux pas de l'entrée de Lascaux II, Annie ignore ce genre d'inquiétude. Pour elle, les affaires tournent. Livrets consacrés à l'art préhistorique, diapositives, cartes postales, la rupture de stock menace. Ici, l'attente ne pèse à suivre : une affichette habilement rédigée à la main invite le groupe de 14 h 30 à se réunir face aux barrières métalliques. Une bonne dose d'improvisation, un doigt de bonne humeur, une pincée de fatalisme, voilà le secret de Lascaux II. « L'empirisme triomphe, admet bien volontiers M. Daniel Debaye, directeur du tourisme de Dordogne et coordinateur du projet. Fin septembre, nous dresserons le bilan de la phase expérimentale avant de nous attaquer aux questions officielles : le stationnement des véhi-

cules et la pose éventuelle d'une climatisation. »

Lascaux (bis) résistera-t-elle mieux au flot humain que son aînée dix-sept fois millénaire ? Là encore, on verra bien. Le lundi, jour de fermeture, Monique Peytral examine ses peintures murales, fruit de six années d'un travail époustouflant de minutie. Certes, le fac-similé a connu deux séries : l'apparition de moisissure en cours de chantier et une poussée de chaux, l'un des éléments constitutifs du support, due à la condensation. Une projection d'eau formée dans le premier cas, un film protecteur de résine acrylique et l'ouverture d'un nouveau conduit d'aération dans le second, ont suffi à circonscrire le péril. « Des remèdes connus, une surveillance constante, il n'y a pas péril en la demeure », explique l'artiste. Et puis, en cas d'incident, nous aurons moins de scrupules à renouer la copie que l'original. »

Soumise à l'épreuve de la chaleur et de l'humidité, Lascaux II tient le choc : « Ne soyons pas prétentieux ou point de vue, après un mois d'exploitation, prévient M. Debaye, serein. Mais l'expérience montre que le support réagit bien, capte l'humidité. Ce qui donne de la chaleur aux fresques, de l'intensité aux ocres brun, jaune et rouge. D'où une ressemblance accrue. » Merveilleux paradoxe et juste retour des choses : le mal qui a rongé Lascaux - la présence de l'humidité - semble vouloir, en quelques semaines, parer la réplique de la patine des siècles.

VINCENT HUGUEUX.

* Renseignements au (53) 51-93-03.

Déception aux Antilles

La Métropole n'a pas pris le large

LES espoirs nés de la mise en place du contrôle des changes n'ont pas été concrétisés dans les Antilles françaises, et notamment en Guadeloupe (1). Et les Américains, malgré la montée du dollar, n'ont pas pris le large. Principales victimes : les grands hôtels. Ils sont les locomotives du tourisme local, le premier industriel de l'île avec un peu plus de 50 % de la production intérieure brute, le premier employeur puisqu'il fait travailler, directement ou indirectement, 7 500 personnes soit 10 % de la population active au travail. Si le tourisme s'essouffait, c'est toute la vie qui est ralentie.

Tout se présente pourtant très bien fin mars début avril au moment de l'annonce du plan de restructuration. La campagne de promotion pour l'été était déjà engagée, et tous les hôteliers ou presque se frottaient les mains. La décision gouvernementale allait donner un coup de pouce supplémentaire et décisif. L'année 1982 avait été une bonne année avec une croissance de 14 % par rapport à l'année précédente. L'année 1983 promettait de faire mieux. Effectivement, dans les jours qui suivirent, tous étaient envahis d'appels téléphoniques des voyageurs. « Devant cette avalanche, on se demandait où on va se mettre la tête », raconte M. Torrez Fiston, président de la chambre syndicale des hôtels de tourisme qui rassemble tous les grands hôtels et directeur du Novotel Fleur d'Épée, au Gosier.

Trois semaines plus tard sonnaient l'heure du désenchantement. Le rêve était passé. Les annulations se succédaient en rafales. Entre-temps, à la demande des organisateurs de voyages, des aménagements avaient été apportés au contrôle des changes. « Ce qui veut dire que nous ne jouons qu'avec notre promotion. » Et les résultats se situeraient plutôt en dessous de ceux de 1982. En juin, des hôtels n'ont eu qu'un taux de remplissage de 40 % contre 70 % l'année précédente. On avance, pour certains, le chiffre de 1,5 million de francs de perte.

FRANÇOIS GOUGE.

(Lire la suite page 14.)

(1) La situation de l'hôtellerie en Martinique est plus délicate. Elle continue de payer la dette très dure qui l'a affectée en mai dernier. Un exemple révélateur : l'hôtel Frontal n'avait, en juillet, qu'un taux d'occupation de 36 %. La Guadeloupe a subi le contre-choc, certains clients qui avaient prévu de faire le combiné des deux îles ayant annulé leurs réservations.

Le Bordeaux dont on rêve !

UN Bordeaux Bourgeois Supérieur au goût de framboise et qui vaut bien des grands de Saint-Estèphe... Qui ne rêverait pas de dénicher un vin pareil pour 25 F seulement ? C'est l'une des découvertes du Palmarès 1983 des 330 meilleurs vins de propriétaires, goûtes par Gault-Millau. Le Gault-Millau « Spécial Vins » de septembre, un numéro de 240 pages, plein de trouvailles comme celle-là.

VACANCES-VOYAGES

MOLINES (Alpes du Sud) 1750 m - 2450 m. Station village au cœur du parc naturel du Queyras. Un lieu privilégié (300 jours soleil par an). Promenades sans limites dans un pays qui a su préserver sites et traditions. Tous types d'accueil. Avant vos prochaines vacances d'été, demandez une documentation au Bureau du Tourisme. 05390 Mollines en Queyras. Tél. : (16.92) 45.83.22.

VACANCES EN SEPTEMBRE dans le Parc National du Mercantour sous le SOLEIL de la COTE D'AZUR. Découvrez la « SUISSE NICOISE » la région de St-MARTIN-VESUBIE vous OFFRE calme, fraîcheur dans la MONTAGNE à 60 km de NICE, alt. 1000 m. Nombreux HOTELS, CHALETS, STUDIOS et APPARTEMENTS meublés. RÉDUCTION de 30 à 40 % en SEPTEMBRE et hors vacances scolaires. Ski ALPIN et de FOND, promenades, excursions, tennis, piscine chauffée. Etc. S.I. St-MARTIN-VESUBIE. 06450. Tél. (93) 03-21-38.

LAC LÉMAN - MORGES
Hôtel du Mont-Blanc au Lac
Situation tranquille directement au bord du lac.
Restaurant français - Snack - Bar - Des 50,00 F.S. avec petit déjeuner.
Arrangements forfaitaires avantageux.
Tél. : (194) 21/71 - 21/07 - Téléc. 26 572.

RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

LE CANNET (Alpes-Marit.)
2 pos. confort, ref. à neuf, 48 m² + balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F.
Tél. (93) 88-82-42

A Cassis, belle villa provençale,
210 m², 500 m de la Méditerranée, sur terrain en hauteur, 1.100 m² arboré. Px 1.690.000 F.

A Cordes, face au Lubéron, maison
pièces, 120 m². Séjour, 3 chbres, 2 s.d.b. + garage, sur 14.000 m². Parfait état. Px 950.000 F, frais réduits.

GORDES IMMOBILIER
84220 GORDES (90) 72-00-70

Mes de Vauchse, Mazet restauré,
sur 2,5 ha, très belle vue, bel env. Petit séj. - cuis., 2 ch. Pour amoureux du calme. Px 275.000 F.

A GORDES, maison pierres 120 m²,
séj., 3 ch., 2 s.d.b. + gar. s/14.000 m². Parf. état. Px 950.000 F, fr. réduits.

GORDES IMMOBILIER
84220 GORDES (90) 72-00-70

210 km SUD PARIS
Proche LA CHARITÉ-SUR-LOIRE (58)
FERMETTE à rénover, 2 p. princip.
Ecuries, grange, grenier aménageable.
Poutres, cheminées. Terr. obs 700 m².
RICHMOND IMMOBILIER.
19, rue de Charleville, 58000 NEVERS
(86) 59-45-47.

MAISON DE MAÎTRE
BONNY-SUR-LOIRE (Loire)
Sur un étage + grenier.
Surface = 800 m². Très bon état.
Tous les crépis refaits, 2 ans.
22 ha de terrain dont 11 ha de
bois clos d'un seul tenant.
Prix solennel : 1 900 000 F.
Tél. : (83) 89-62-42.



هكذا من الاجل

UN VOYAGE D'AUTOMNE

Bruxelles la bilingue

PRESQUE toujours des exclamations et quelques rires marquent l'étonnement : de discrets sourires les suivent, vite effacés. On s'attend tellement à autre chose ! Heureusement que la statue n'est pas celle d'un colosse ; comment alors manifester sa surprise ? Le sculpteur lui-même fait un clin d'œil au passant, et c'est là, peut-être, qu'il y a le plus d'humour. Artiste ebrevennois, Jérôme Duquesnoy, composant en 1619 une œuvre toute de spontanéité, se serait bien défendu d'imposer un tel symbole à la ville. Sa fontaine le devint malgré lui. Le petit bonhomme de bronze, témoin un rien impertinent de la verve des habitants, est aisément pardonné. Le Manneken-Pis reçoit les hommages du monde entier, sous la forme de cocottes et d'uniformes taillés à ses dimensions millipédies. La garde-robe de près de quatre cents habits est précieusement conservée dans la Maison du roi.

On est là dans ce que les Bruxellois - ironie encore, ou juste appréciation des niveaux, tout relief ici prenant de l'allure - appellent le bas de la ville. L'histoire, les traditions, le folklore y trouvent refuge et se faufilent partout. Surtout dans l'îlot Sacré, s'identifiant au passé de la cité. Au centre, la Grand-Place, « le plus beau théâtre d'Europe », ainsi que la nommait Cocker. On y entre littéralement comme dans un décor, somptueux, inattendu, où les dorures, ou soulignant la finesse et la diversité de l'architecture, donnent encore de l'éclat à chaque détail.

Coup du sort, cet ensemble unique fut bombardé par le maréchal de Villeroi, en 1695, sur ordre de Louis XIV. Il sera reconstruit selon les plans d'origine, au temps où les anciennes coopérations tenaient à leur assemblée. Les riches maisons du Record, de la Louve, de la Brouette, celle dite « Au roi d'Espagne », pavées de drapeaux des confréries, servent naturellement de cadre, une fois par an, au cortège de l'Ommeegang. Les fastes de la cour de Bourgogne ne sont pas loin : l'antique Brussels des comtes de Louvain, à laquelle les ducs de Brabant donnèrent le décisif essor, revit son opulence de jadis.

Dans le prolongement de la rue des Bouehers, mais à la verticale, s'élève le beffroi de l'hôtel de ville. Tout autour, ruelles et impasses se recroisent en cours intérieures, conduisant à un estaminet, au théâtre de marionnetes de Toone ou à ces lieux secrètement connus de tous les guides mais que ne fréquenteot guère les locaux. La zone piéton-

nière s'étend de plus en plus, entoure la Monnaie et va finir place de Brouckère, chantée par Brel. En erquant un spéculos achetés à la vénérable pâtisserie Dandoy, on flâne dans ce réseau de rues dont les noms si évocateurs signifiaient à une époque quelque chose : rue au Beurre, rempart des Moines, Vieux Mareb aux grains, rue Fosse-aux-Loups.

Le mont des Arts, par lequel on rejoint le haut de la ville, fait la transition. Au-delà, l'espace s'organise différemment. Il n'y a plus la même intimité. Les vieilles façades, hautes et étroites, teoat à peine deux fenêtres, ce qui permettait quand même d'avoir pignon sur rue, font face désormais à des immeubles de verre et de métal. Les tours gothiques de la cathédrale cherchent vain à équilibrer les perspectives. Fief des antiquaires, le quartier des Salmons a été lui aussi très restauré ; et dans une ville où ehaueo rentre tôt chez soi, il s'endort toujours un peu plus tard...

Temple hindou

Au bas du palais de justice, qui ressemble à quelque temple hindou, s'élèvent les Marolles, où le parler a une saveur particulière. La maison de Brueghel, rue Haute, accroche la chaude lumière que ce peintre de génie savait rendre. Il y mourut ou esquissant en songe, et malgré les saignées, une dernière toile. Sans doute trouvait-il là une inspiration directe pour ses personnages exubérants ou pauvres, aux visages pleins et rieurs toujours prêts à suivre quelque kermesse. Place du Jeu-de-Balles se tient le matin un marché aux puces ; si la brocante se vend, l'esprit alerte des « placiers », lui, ne s'achète pas.

Bruxelles proprement dite est petite ; la ceinture de boulevards qui l'enserme délimite d'autres communes. La mosaïque qui s'est formée a dû suivre le partage du pays. La querelle linguistique est aussi baptisée frontière, pour l'atténuer. Quel paradoxe pour la capitale de l'Europe, et dont la vocation internationale se renforce avec l'arrivée de l'OTAN, d'être, entre Wallons et Flamands, un enjeu convoité. Alors la ville est devenue officiellement bilingue, jusqu'aux plaques des rues.

L'avenue Louise donne enfin à la circulation de la libre. Elle mène au bois de la Cambre, qui annonce l'immense forêt de Soignes. Sait-on que la veille de la bataille (la seule, bien sûr, celle de Waterloo), les troupes britanniques respectant la tradition disputèrent un match de cricket sur une des pelouses dite, de-

puis, des Anglais. En uniforme rouge, leurs officiers dansèrent en face du parc royal, à quelques maisons de celle où lord Byron devait venir s'exiler.

Ville verte par excellence, où la pluie arrive sans cesse le carré de verdure que chaque maison « bel étage » possède à l'arrière, comme ce cachette. Le Belge, le premier, sourit de son climat et s'étonne encore que dans un pays où on lave chaque jour le ciel il reste toujours aussi gris. Le procès est de parti pris ; il arrive que du haut de la butte du Lion, la « morne plaine » ondule jusqu'à l'horizon dans une belle lumière ! Les arbres eux aussi se déploient pour ainsi dire à l'infini ; éhausées et autoroutes ont été ouvertes dans des hêtres de l'avenue. Certains hivers très rigoureux sur ces étangs, les enfants patinent et animent le paysage à la manière des silhouettes que les maîtres hollandais peignaient au fond de leurs tableaux.

Il faudrait, comme pour toutes les métropoles, décrire un circuit insolite, celui des cafés où l'amateur peut déguster en un seul soir plus de cent bières différentes, celui des créations d'Horta le visionnaire, ou celui de la paix qui entourait dans sa maison le philosophe Erasme.

Accusée à tort de ne valoir qu'une rapide visite, Bruxelles, au contraire, peut retenir plusieurs jours. Quel touriste ne frotant le bras poli de la statue dédiée à un certain saint Serelais, au bas de la maison du Cygne, n'a pas fait le vœu, parmi d'autres peut-être, d'y revenir ? Il n'y a plus qu'un moyen pour bien visiter : prendre le tramway qui, en s'engouffrant sous terre, s'insinue pré-métro.

Le vrai symbole, repris pour le Millénaire, serait celui de la façade classique de l'église Saint-Nicolas se reflétant dans l'aier étincelant des sphères de l'Atomium. Les bâtisseurs du Moyen Age ont rejoint dans leur conception de l'harmonie ceux de cette surprenante structure ; malgré les ans et les modes, ni l'une ni l'autre n'a vieilli.

DOMINIQUE VERGNON.

La Côte d'Azur à deux roues ?

De Toulon à Saint-Raphaël, sur 106 kilomètres, existe le tracé de l'ancienne voie ferrée devenue propriété du conseil général du Var, une plate-forme constituant un emplacement idéal pour aménager une piste cyclable dans un secteur où la circulation automobile rend souvent les déplacements à vélo désagréables, voire dangereux.

D'où en 1977 la création d'un syndicat sans doute inédit : le « Syndicat intercommunal pour la piste cyclable Toulon-Saint-Raphaël ». Sa première réalisation fut une piste de 11 kilomètres entre Toulon, La Garde et Le Pradet. L'ambition de ses animateurs est l'adhésion des communes riveraines du tracé au syndicat, avec comme conséquence l'extension de la piste à l'est. Un tronçon Saint-Raphaël-Saint-Aygulf vient d'ailleurs d'être aménagé. A partir de cette « épine dorsale cycliste », on créerait des liaisons nord-sud, d'où un véritable réseau au cœur de la Côte d'Azur, à proximité du rivage. Dans une remarquable brochure présentant ce projet exceptionnel, M. Orsini, président du syndicat intercommunal, évalue le coût d'un kilomètre d'infrastructure à 300 000 francs. « Trois francs par an et par habitant pour le vélo », précise-t-il aussi. A ce prix, il sera difficile aux communes non adhérentes au syndicat de priver des milliers de résidents et de vacanciers du plaisir de pédaler...

M. D.

Déception aux Antilles

(Suite de la page 13.)

On avance, pour certains, le chiffre de 1,5 million de francs de perte. Les mesures de restriction n'ont rien amené. Mais plus encore, ceux qui sont venus malgré les ponctions fiscales passées et à venir ne dépensent plus. Ils se contentent de la chambre et du petit déjeuner. Le petit déjeuner se présente souvent sous forme d'un buffet, le descendant plus tard pour « sauter » le repas du midi, et certains « font même leur marché » pour le soir. Ils vont aussi au supermarché et mangent sur la plage ou dans leur chambre. « Ils ne prennent plus qu'un repas de loin en loin. »

M. Alain Tochou, directeur régional du P.L.M., qui présida la syndicat des hôteliers pendant quatre ans, confirme, bien sûr, le moment d'euphorie né des mesures gouvernementales. « On a crié au triomphe. On va doubler les 747. Les hôtels seront pleins. Mais, dès cette époque, j'avais déclaré que ça ne nous apporterait pas un touriste de plus à cause des ponctions fiscales, d'autant que nous restons une destination chère, pas tellement sur le plan hôtelier mais sur celui du transport, qui représente environ les deux tiers du forfait chez les voyageurs. » Résultat : « Les hôtels font sensiblement le même chiffre que les autres années. »

« Personne n'est complet », renchérit M. Jean-François Guillon, directeur de la Vieille Tour, au Gosier. « Les mesures pour les sorties de devises ont peut-être eu un peu de bon, mais les résul-

tats ne sont pas du tout ceux qu'on pouvait attendre. » Pourtant, malgré une chute de - 13 % en gain, ces résultats seraient plutôt meilleurs : + 12 % en juillet et un mois d'août linéaire.

Le Club Méditerranée, qui a toujours fait cavalier seul (il n'adhère pas au Syndicat des grands hôtels) est à la même enseigne. La Caravelle, à Sainte-Anne, la plus grosse de ses deux unités sur l'île, ne fait pas le plein. D'une capacité de 580 personnes, elle n'en accueillait que 300 environ, dont une centaine de Français en juillet et 140 en août.

« Nous n'avons pas un métro-pollain de plus... Et les gens calculent davantage », constate M. Jean-Pierre Roch, le chef du village. Alors, pour redresser la barre, la Club a rompu son superbe isolement et a proposé aux Gouadeloupéens une formule de forfait week-end pour laquelle les « gentils membres provisoires » bénéficient, du vendredi au dimanche, des mêmes avantages que les « vrais ». Les plus séduits par la formule ont été... les Martiniquais venus passer leur fin de semaine dans l'île sœur.

Les grands hôtels n'effleurent pas complet pendant qu'Air France multiplie les vols, assurant le plus grand train aérien ayant jamais existé entre la Guadeloupe et la métropole. En juillet dernier, la compagnie a transporté 23 848 passagers contre 22 794 en 1982, soit une augmentation

de 4,6 %. Alors, où sont passés les touristes ? Dans les petits hôtels ?

« La situation est plus mauvaise que l'année dernière », déclare Judith Darday, charmante patronne de l'Acra, un petit motel niché à l'entrée de Sainte-Année, par ailleurs vice-présidente de l'Association des patite hôteliers. Soue des tentes ? Le camping est encore un phénomène nouveau et marginal.

Il faut se rendre à l'évidence, cette année encore le gros des voyageurs aura été constitué par les Antillais de métropole eux-mêmes. « Sur un vol, il n'y a pas trente clients pour nous », note le président du Syndicat. De leur côté, les Américains, malgré la montée du dollar, n'ont pas pris le relais. « L'été, ils ont la Floride, la Californie... », dit M. Toraz Fiston, qui ajoute : « Ils restent essentiellement une clientèle d'hiver, de Noël à mars, ça n'a pas changé, que le dollar soit à 3 F ou à 10 F. »

Pourtant, face au coût du transport et aux difficultés économiques, l'avenir du tourisme des Antilles françaises, pensent certains comme M. Alain Tochou, se trouve en Amérique. « Si nous voulons conquérir ce marché, il faudra s'adapter : adapter notre nourriture, adapter notre clientèle, adapter notre façon de recevoir. » S'adapter, c'est renoncer un peu. Les Gouadeloupéens d'une part de leur identité la conquête de l'Amérique ?

FRANCIS GOUGE.

Plusieurs modèles de
SELLES PONEY
ART ET FER
Importation du Mexique
125, rue du Théâtre
75015 PARIS
Tél. 575-15-97

Vive la Touraine !

UN Touraine de vieilles vignes d'une qualité fabuleuse, due à un savoir-faire remarquable... Qui ne voudrait pas mettre dans sa cave un pareil vin, pour 17 F seulement ? C'est l'une des découvertes du Palmares 1983 des 330 meilleurs vins de propriétaires, goûtés par Gault-Millau. Le Gault-Millau « Spécial Vins » de septembre, un numéro de 240 pages, plein de trouvailles comme celle-là.

SEJOURS-SANTE EN ROUMANIE

En toute saison, combinez vos vacances avec un séjour "repos-santé" en ROUMANIE



Les cures de gériatrie et de physiothérapie, de 14 à 21 jours, sont administrées dans des hôtels de cure modernes et des cliniques réputées, sur la base du traitement de renommée mondiale du professeur Ana ASLAN. Prix tout compris pour 14 jours, à partir de 4670 F (dont 715 F imputables sur le carnet de change). Réservations auprès de votre agence de voyages habituelle.

Renseignements :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
38, avenue de l'Opéra 75002 PARIS
Tél. 742.27.14 et 742.25.42

DOCUMENTATION

Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cures de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

AIRMALTA
Un ensoleillement sans pareil...

A votre porte, à votre portée.

L'archipel de Malte.
Le soleil... et le cœur sur la main.

C'est dans l'archipel de Malte que l'on trouve un des climats les plus sains de la Méditerranée. Vous vous y reposez au soleil jusqu'à la tombée du jour, pour donner ensuite à votre corps le repos qu'il mérite. Vous pouvez d'ailleurs vous faire accompagner par un médecin de l'archipel de Malte, leur culture et leur histoire.

Arrivée, votre introduction à l'hospitalité maltaise, votre introduction à l'hospitalité maltaise, votre introduction à l'hospitalité maltaise.

Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages ou AIRMALTA, 38, avenue de l'Opéra 75002 Paris, tél. (1) 742.27.14 ou 742.25.42.

Vous avez travaillé tout l'été ? C'est bien. Que diriez-vous alors de quelques jours de vacances bien méritées ? En Irlande et avec Aer Lingus, bien sûr : 90 minutes d'avion et des forfaits très avantageux.

L'IRLANDE, VOUS L'AVEZ BIEN MÉRITÉE.

1660' ALLER-RETOUR
Zéro franc en devises (mardi - mercredi - jeudi).

L'IRLANDE EN VOITURE : avion + voiture (kilométrage illimité) : 1970 (*) dont 310' en devises (départs mardi, mercredi, jeudi).

L'IRLANDE EN COTTAGE : avion + voiture (kilométrage illimité) + cottage, 7 nuits : 2530 (*) dont 530' en devises.

L'IRLANDE CHEZ LES IRLANDAIS : avion + voiture (kilométrage illimité) 7 nuits, petits déjeuners compris : 2830 (*) dont 830' en devises.

(*) Prix par personne, sur la base de 4 personnes.

Pour tout savoir sur les idées de vacances Aer Lingus, consultez nos brochures couleurs gratuites "Irlande 83" et "Free Drive". Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou chez Aer Lingus, 38, av. de l'Opéra 75002 Paris. Tél. : (1) 742.25.42.

Aer Lingus LES TAXIS VERTS POUR L'IRLANDE
LIGNES AÉRIENNES IRLANDAISES

TOURISME

Nouvelles couleurs

bonnes "maisons"

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde

هكذا من الاحل

Jeux

échecs N° 1037

A GRANDE VITESSE

(Tournoi de Budapest, mai 1983)

Blancs : KSIENSKI
Noirs : BANAS
Défense : GRUNFELD

1. d4 Cx6 21. cxd4 Fd5 (k)
2. g4 g6 22. Td7 Cg6
3. Cc3 d5 23. Fg4 Cxd4 (l)
4. gxd5 Cxd5 24. Tg4 (h) h4 (o)
5. d4 Cxd3 25. Fxd5 (n) Cx6
6. h3 Fg7 26. e7+ Rb8
7. Fd3 o-o 27. exd8=Q+ Dxd8
8. Te1 b6 (a) 28. Tg7 (p) Dd4+
9. Fg4 Dd7 29. Rxd2 Dd5+
10. b4 (b) Cg6 30. Fg4 Dd2+
11. h5 Cx5 31. Rd3 Dd1+
12. Fd3 (c) d5 32. Rg3 Dd1+
13. h3xg6 h3xg6 33. Rb4 Dd2+
14. Cx3 dxd4 34. Fb3 Dd2+
15. Fxd4 (d) R6 35. Rb5 Dd2+
16. d5 (e) f5 (f) 36. Rb5 Dxd2+
17. Cg5 Dd7 (g) 37. Fd5 Dd2 (q)
18. f4 Fg7 38. Td7+!
19. Dd2 Td8 (h) 38. Td7+!
20. d6 (i) Td4 (j)

NOTES

a) Une autre possibilité, conduisant à la variante principale de la variante d'échange, est 2... c5. Le coup du texte, visant le double fianchetto, donne sou-

vent aux Blancs de fortes perspectives d'attaque sur l'aile-R.

b) La réponse la plus appropriée à 8... b6, qui ouvre la colonne-R à la T-R des Blancs.

c) La présence de la D en d7 oblige les Blancs à renouer le Fg4, ce qui n'est pas nécessaire dans la variante 7. Fg4, 0-0: 8. Fd3, b6; 9. h4, Cg6; 10. h5, Cx5; 11. h3xg6, Cx4; 12. Dd5, Fxg6; 13. Dd7+, R7; 14. Cf3! Maintenant, si 12. h3xg6, Cx4; 13. Dd5, h6!; 14. Fxh6, Dg4!

d) 15. cxd4 était attendu mais la menace 16. Dd2 et 17. Fxg7 n'est pas à négliger.

e) Attaquant sans relâche, le blanc au centre étant peut-être mieux en sécurité que le R-noir en g8.

f) Une défense très risquée. 16... c5 était nécessaire; par exemple, 17. Fd6, Fxh6; 18. Fd6, Td6 ou 17. Fxg7, cxd4; 18. Dd3, Tt-d8!

g) Si 17... c5; 18. Fd6, Dd7; 19. Fxg7, Dd7; 20. f4 menaçant 21. Td7.

h) 19... Fd5 suivi de 20... Td8 et de 21... c5 semble plus précis.

i) Après cette avancée du pion passé blanc, la position des Noirs devient dangereuse.

j) Si 20... Fxd4; 21. cxd4, Txd4; 22. Dd5, Df6; 23. Dxd6, Txf6; 24. e7!

k) Une perte de temps, lourde de conséquences.

l) Après 23... Fxg4; 24. Dxd4 les Noirs n'ont plus aucun contre-jeu possible.

m) L'éclatement d'une belle combinaison.

n) Si 24... Rg7; 25. Dd5+

o) Un sacrifice de D réaliste.

Championnat mondial junior féminin. - La Sorétienne Flora Kashanova a conforté sa position, en tête du tournoi, en battant au cours de la 10^e ronde l'Argentine Marina Alba Rizzo. Avec 8,5 points, la Sorétienne devance la Chilienne Georana Arbanic (7 points) et l'Indonésienne Darmay Tamin (7 points).

p) Le chemin le plus rapide malgré les quelques échecs qui suivent.

q) Parait le mat.

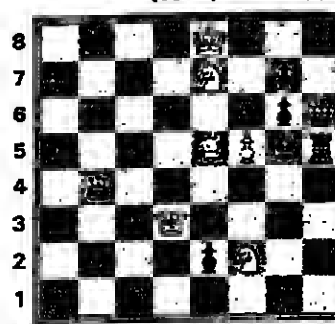
r) Mais non la perte de la partie après 38... Dxd7; 39. Cxh7, Rxb7; 40. Rb7, etc.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1036

V.N. DOLGOU et A.P. KUZNETSOV (+64%, 1978).

(Blancs : Rg7, Re5, d6, d7, f3, h4. Noirs : Rg7, Re5, d6, d7, f3, h4. 1. d6=D, f1=D; 2. Df6+! Rb2; 3. Dxd1+! Rb1; 4. d7, a2; 5. d8=D, a1=D; 6. Df6+! Dxf6+; 7. Rxf6, h3; 8. g7, b2; 9. d8=D, h1=D; 10. Df5+! Dd5+; 11. Dxd5, Rb2; 12. Rb4, Rb2; 13. h5, g4; 14. h6, c5; 15. h7, c2; 16. h8=D, e1=D; 17. Dd2+, Rg3; 18. Dc7+! Rb2; 19. Dxd1+! Rb1; 20. Rb3, Rb2; 21. d4, a5; 22. d5, a4; 23. d6, a3; 24. d7, a2; 25. d8=D, a1=D; 26. Dd5+, Rb3; 27. Dd6+, Rb2; 28. Dd7+, Rb3; 29. Dd5+, Rb2; 30. Dd4+, Rb2; 31. Rg2 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE E. POGOSSIAN (1981)



BLANCS (6) : Rb8, Dd3, Fd5, Ce7 et f2, P15.
NOIRS (7) : Rh6, Dd4, Th5, Fg5, Fg7, g6, f2.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge N° 1035

LA COUPE VANDERBILT

La coupe Vanderbilt est le plus important championnat d'Amérique et la donne suivante a contribué à la victoire de l'équipe qui jouaient Kay-Kaplan (également vainqueur en 1983).

AV1053
D732
R1076
R7642
D79643
D8
A1087
A1054
83
N
S
E
8
9
R52
D732
ADV542

Sur l'entame du 3 de Trèfle, comment peut-on gagner ce PETIT CHELEM A TRÈFLE qui avait chuté sur l'entame de l'As de carreau suivi de la coupe à Carreau ?

Réponse : Sud prend et tire l'As de Pique, coupe un Pique, remonte au mort

par l'atout, joue le Valet de Pique (sur lequel il défait un Carreau si Est n'est pas couvert), il reprend la main par une autre coupe à Pique, puis il coupe un Cœur et coupe le dernier Pique sur lequel Ouest doit défausser un Carreau :

AV1053
D732
R1076
R7642
D79643
D8
A1087
A1054
83
N
S
E
8
9
R52
D732
ADV542

Sur l'entame du 3 de Trèfle, comment peut-on gagner ce PETIT CHELEM A TRÈFLE qui avait chuté sur l'entame de l'As de carreau suivi de la coupe à Carreau ?

Réponse : Sud prend et tire l'As de Pique, coupe un Pique, remonte au mort

juste faits (750), mais il était même possible de faire une de mieux.

Coûteuse hésitation

Cette donne provient du Tournoi des 44 experts qui a eu lieu au Club Méditerranée de la Guadeloupe... Le Contrat de 5 Piques a été brillamment réussi, mais il a été annulé à la suite d'une hésitation de Sud dans les enchères.

AV1053
D732
R1076
R7642
D79643
D8
A1087
A1054
83
N
S
E
8
9
R52
D732
ADV542

Quest Nord Est Sud
3 0 Passe 5 0 Passe 5 4

Quest ayant entamé le 10 de Trèfle, comment Kantar, en Sud, a-t-il gagné CINQ PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères

Sud ayant hésité sur le barrage à « 5 Carreaux » avant de passer, les adversaires ont déposé une réclamation parce que cette hésitation aurait permis à Nord de contrer « 5 Carreaux ». Le Comité d'appel estima effectivement que le contre de Nord n'était pas « évident » et il décida de rétablir le score à « 5 Carreaux » chuté de deux (100). Cette décision coûta la première place du tournoi à Eisenberg-Kantar, et on peut la considérer comme sévère si on

estime que Eisenberg, même sans l'hésitation de Sud, aurait contré « 5 Carreaux » (un contre optionnel).

En fait l'arbitrage d'une hésitation est souvent difficile. On admet qu'il est inévitable qu'un joueur placé dans une situation délicate soit obligé d'hésiter, car nous ne sommes pas des machines. C'est donc au partenaire de ne pas tirer profit de cette hésitation, et l'encheur qui peut faire doit alors être « évidente ». Mais qu'entend-on par « évidence » ? C'est l'encheur que choisiraient 70 % au moins des experts qui seraient consultés. Un critère, on le voit, qui est forcément élastique.

PHILIPPE BRUGNON.

dames N° 206

LE PION ET LA STRATÉGIE

Championnat des Pays-Bas, 1983

Blancs : SCHOLMA
Noirs : CLERIC
Ouverture : RAPHAËL

1. 32-28 12-12 22. 27-16 23-29 (g)
2. 28-27 12-12 23. 34-23 18-27
3. 34-30 (a) 7-12 (b) 24. 46-41 28-34
4. 40-34 1-7 25. 40-29 14-25
5. 45-40 19-23 26. 41-36 2-7
6. 50-45 (c) 11-17 27. 43-38 (f) 6-11 (d)
7. 39-25 14-19 (d) 28. 45-40 12-18
8. 25-14 9-20 29. 37-31 (h) 26-37
9. 35-30 (e) 14 30. 42-22 18-27
10. 40-25 10-14 31. 40-34 13-18 (n)
11. 44-40 (g) 5-18 32. 42-37 19-21 (v)
12. 33-29 (h) 7-11 33. 38-33 (v) 18-22
13. 30-33 (i) 14 34. 30-33 (oc) 18-15
14. 37-32 20-21 (k) 35. 33-29 (y) 12-18
15. 29-28 15-24 (l) 36. 35-30 (z) 7-12
16. 31-27 3-9 37. 38-34 9-13 (m)
17. 33-28 (m) 10-14 38. 40-47 4-7
18. 39-33 (n) 41. 37-31 7-12
19. 41-37 (o) 17- 42. 43-39 (bb) 4-18
20. 28-17 11-23 43. 30-33 (oc) 18-15
21. 36-27 16-21 44. 31-26 28-31 (dd) abandon

NOTES

a) Dans le championnat du monde juniors, 1980, Baljaki (U.R.S.S.), contre Dan Gus (Israël), joue 1. 37-32; 2. 28-27; 3. 34-30; 4. 41-37; 5. 33-28 (19-23); 6. 28-19 (14-23); 7. 39-33 (10-14); 8. 44-39 (5-10); 9. 50-44 (11-17); 10. 46-41 (47-41) est plus fort car sur (21-26), possibilité de dégagement de l'aile gauche par 32-28 (23-22); 37-28 (26-37) 41-32 10. (21-26); 11. 34-29 (23-34); 12. 39-30 (20-25); 13. 44-39 (25-34); 14. 39-30 (15-20); 15. 30-25 (20-24); 16. 32-28 (14-19); 17. 38-32 (18-23); 18. 42-38 (7-11); 19. 47-42 (13-18); 20. 40-34 (10-14); 21. 34-30 (8-13); 22. 49-44 (17-21); 23. 31-27 (12-17); 24. 44-39 (4-10); la présence d'un pion à 41 constitue une faiblesse inquiétante, résultant du coup très douteux joué par les Blancs au 10^e temps; 25. 28-22 (dégagement de l'aile gauche des Blancs) (17-28); 26. 33-22 (10-15); 27. 39-33 (11-17); 28. 22-11 (6-17); 29. 36-31 (24-29 1); 30. 33-24 (14-20); 31. 25-14 (9-29); 32. 30-25 (15-20) [excellent travail de sape sur l'aile droite adverse et accentuation de la pression sur l'aile gauche, tenue dans l'impasse]; 33. 25-14 (19-10); 34. 41-36 (10-14) et les Blancs abandonnent dans cette position de mat.

b) 3... (11-17) autre voie possible : 4. 31-26 (8-12); 5. 30-25 (19-23); 6. 36-31 (18-22); 7. 41-36 (6-11); 8. 38-32 (21-27); 9. 32-21 (16-27); 10. 33-29 (23-34); 11. 39-30*, etc. (Palmer-Henderson, championnat des Pays-Bas, 1982, le Monde du 21 novembre 1982).

c) 6. 31-26 (12-17); 7. 50-45 intéressant 7... (21-27) qui livre un coup de

dame puis le + 1 par 8. 36-31 (27-36); 9. 37-31 (36-27); 10. 33-28 (23-32); 11. 30-24 (20-29); 12. 34-1 (13-18) pour prendre la dame; 13. 18-37 (14-19); 14. 37-14 (10-19); 15. 1-1.

d) Et non... (20-24); 8. 25-20 (14-25); 9. 34-30 (25-34); 10. 39-28, +1.

e) Les Blancs paraissent provoquer le G.M.I. par ce coup qui est une incitation à cloquer leur aile droite.

f) Le plus agressif.

g) 11. 31-26 (4-9) 12. 37-31 (18-22); 13. 42-37 (5-10) entraînerait l'écroulement de la stratégie des Noirs.

h) Entrant dans un type de jeu qui s'apparente au célèbre système Rozentr.

i) 13. 39-33 est perdant.

j) Rendant inopérant 30-24, les Blancs ayant alors leur aile droite placée dans une inconfortable situation d'enclavement, et apportant la ressource du regroupement par (20-24) ou de la neutralisation de l'aile droite.

k) En toute logique.

l) Le plus fort et beaucoup plus incisif que le repli par (25-14).

m) Optant pour l'occupation du centre avec un jeu défilant, l'aile droite étant prise en tenaille par les pions à 24 et 25.

n) Les difficultés s'amoncellent pour les Blancs sur ce coup qui déplace l'alerte sur l'aile gauche et constitue un tournant du combat.

o) Fort pour contrer (26-31).

p) Le G.M.I. néerlandais lui-même pas sa nouvelle offensive à ce coup pour deux.

ut avantage par l'envolement du dis-

positif ennemi.

bb) L'impossible fuite.

cc) Et maintenant... ?

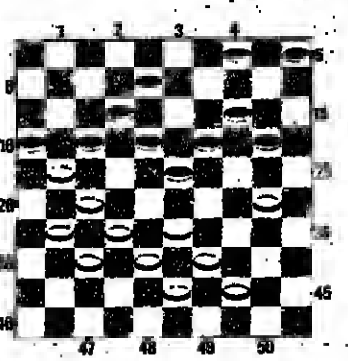
ut avantage par l'envolement du dis-

positif ennemi.

bb) L'impossible fuite.

cc) Et maintenant... ?

PROBLÈME : R. FOURGOS (Palaiseau) 1^{er} prix concours F.F.J.D., 1982



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 34-30!! (19-30*) 33-29!! (23-34) [si (17-26), suite identique] 38-33 [temps de repos] (17-26) 27-21! (16-40) [prise majeure prioritaire] 37-32!! [un mécanisme très élaboré] (26-28) 33-21! (34-43) 2-8!! la seule case pour le gain par l'une des très pures finales du prestige compositeur Blankensau : (20-25) 8-21 (4-10, b, c) 2-13 (10-15*) 13-24!! [sans le recours à la solution, beaucoup de chercheurs ne déchiffreront pas ce coup très fort] (15-20*) 24-15 (25-

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

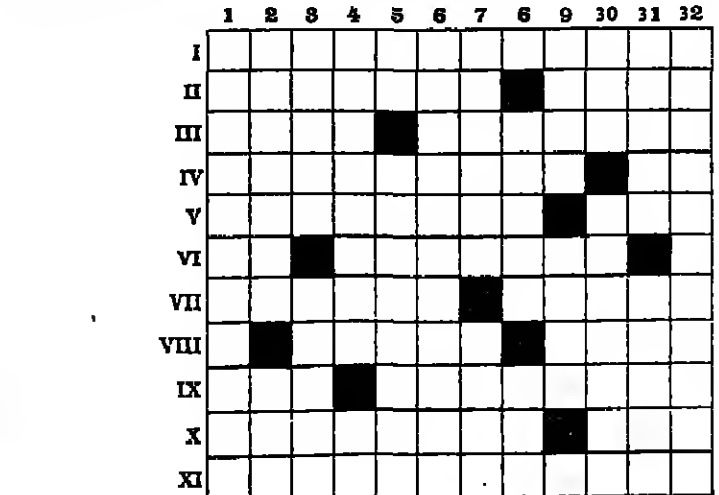
ad) Le mat, fruit du gain d'un pion au 23^e temps et d'une stratégie sans faille.

les grilles

du week-end

MOTS CROISÉS N° 266

Horizontalement
1. Suit littéralement une recherche littéraire. - II. Présente une liste. Permet de réfléchir. - III. On



ANACROISÉS N° 266

Horizontalement
1. DILMORS. - 2. BEMORY. - 3. AELIOT. - 4. AELRSTU (+1). - 5. AAEGLNOL (+1). - 6. EEESSU. - 7. AEFIRIT. - 8. AEFINORIT. - 9. EEEELINTU. - 10. ADEIRIT. - 11. ADIRIST. - 12. EFNIRIT (+2). - 13. EILNOSZ (+1). - 14. AEGILMN. - 15. EEFINKTU.

Verticalement
1. TROLLEY. - 2. LIBERTY. - 3. YATAGAN. - 4. EUMYCETE, champion. - 5. SYNAPSE, contact de neurones. - 6. SYBARITE, bon vivant. - 7. DELAYAS. - 8. PYELITES, inflammation des reins. - 9. MITOVEN. - 10. TYPERONT. - 11. BALAYEE. - 12. ESSAYE (ASSEYE). - 13. ELYSEEN.

SOLUTION DU N° 265
Horizontalement
1. Petit déjeuner. - II. Abolies. Clivé. - III. Réfl. Saluati. - IV. Tra. Stérilis. - V. Elle. Anis. En. VI. Nuiss. ocs. Tét. - VII. Aeschne. Ere. - VIII. Eu. Est. Ordo. - IX. Rondin. Besoin. - X. Entortillages.

Verticalement
1. Partenaire. -

Les prix l'Aga Khan à Istanbul

(Suite de la première page.)

Elle a en France, en tout et pour tout, un grand prix national, et depuis sept ans seulement, qui bouillonne annuellement une renommée hexagonale souvent déjà acquise et qui est plutôt fonction des goûts politiques du pouvoir. Aux Etats-Unis, un prix international a été créé voici quatre ans avec les ambitions du Nobel, le Pulitzer Prize, généralement décerné par la Fondation Hyatt (100 000 dollars aux heureux vainqueurs) et successivement attribué à Philip Johnson (Etats-Unis), Luis Barragan (Mexique), James Stirling (Grande-Bretagne), Kevin Roche (Etats-Unis). Pourtant, la renommée américaine paraît suffire au Pulitzer Prize, qui ne fait pas grand-chose pour se faire connaître au-delà. Occasionnellement enfin, l'architecture se trouve primée : le prix Erasmus a pu aller à Jean Prouvé, homme qui a fait œuvre d'architecte, quoiqu'il soit ingénieur. Toutes ces récompenses sont en fait, et plus ou moins tardivement, accordées à des personnalités tout à fait installées. Pour s'intéresser à des personnalités pas ou peu connues n'existe que le prix de l'Aga Khan.

Le prix de l'Aga Khan s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une fondation, créée en 1976 par le chef actuel de la communauté musulmane ismaélite, et dont l'architecture est devenue la principale préoccupation. Une fondation, c'est-à-dire un processus permanent d'études, de recherches, de bourses, de séminaires, de deux séminaires dans des pays et sur des thèmes différents, ainsi le récent séminaire de Sanaa, au Yémen du Nord (le Monde du 9 juin). Sont intéressées par les travaux de la Fondation, on ceux qu'elle suscite toutes les communautés islamiques, de l'Afrique occidentale à l'Extrême-Orient, de l'Europe du Sud au sud de l'Asie. Participent à ces travaux tous les spécialistes possibles de l'architecture dans le monde islamique, qu'ils soient ou non musulmans. Le siège de la fondation se trouve en Suisse, et, en 1979, une donation de près de 12 millions de dollars a été faite à l'université Harvard ainsi qu'au Massachusetts Institute of Technology (MIT), aux Etats-Unis, afin de promouvoir un programme de recherche et d'enseignement des arts de l'architecture et de l'urbanisme islamique.

Empruntant au discours de l'Aga Khan, lors de la remise de la seconde série de prix, le 4 septembre, à Istanbul, la définition de l'esprit, sinon de la lettre, qui préside tant aux travaux de la fondation qu'au choix de ses récompenses triennales : maintenir ou faire revivre les cultures traditionnelles des pays, sans exclure les bénéfices de la technologie moderne ; résoudre le conflit qui oppose d'un côté les solutions

traditionnelles bien adaptées de chaque région, mais souvent regardées comme des symboles de pauvreté, de l'autre les productions du style international, trop souvent mal adaptées, mais qui bénéficient d'une image de richesse et de modernité. La fondation explore donc le passé et le présent de l'architecture musulmane. Le prix, en portant sur des réalisations particulièrement réussies, essaie, non d'imposer une école ou des dogmes, mais de catalyser la conscience des nations, jusqu'à présent plutôt fragile, sinon incertaine, devant l'originalité et l'importance de leur architecture.

Tout cela fait beaucoup de bonnes intentions. Les moyens mis en œuvre sont proportionnels. L'argent, bien sûr, beaucoup d'argent, et une organisation particulièrement efficace assurent non seulement une vie digne à la fondation, mais le sérieux du prix. L'ensemble est chapeauté par un comité directeur de douze architectes, historiens, urbanistes (1). Chaque région a ses correspondants, qui recherchent et sélectionnent les projets, visités et étudiés ensuite par une commission technique. Un jury de neuf personnalités (2), indépendantes du comité directeur, entièrement libre de ses choix et critères de choix, est enfin constitué tous les trois ans. Les palmarès de 1980 et de 1983 sont un bon reflet de l'organisation et de ses travaux : aucun des réalisations primées n'est contestable sur le fond, et beaucoup se payent en outre la liberté de la provocation.

En 1980, le jury avait élu quinze réalisations, recouvrant à peu près tous les champs de l'architecture et accordé un prix spécial à une personnalité, Hassan Fathy, architecte égyptien désormais mondialement connu. Cette année, le jury s'en est tenu à onze œuvres, cette relative sobriété l'amenant à souligner la présence physique, ou spirituelle, du patrimoine. C'est ainsi qu'ont été primées la restauration du palais Azem, à Damas, qu'a dirigée le Français Michel Ecochard jusqu'en 1946, palais dramatiquement endommagé par d'autres Français en 1925 et dont la splendide, patiente restitution a donné un musée à Damas ; et la restauration, modeste et soignée, de la tombe de Shah Rukn-i Alam (14^e siècle), au Pakistan. Le souci de préservation se retrouve également avec le choix du quartier Hafsa, dans la médina de Tunis, et du quartier Darb-Qutayb, en Egypte, réalisation qui marque aussi l'importance accordée par la Fondation aux questions sociales.

Mais la sauvegarde n'exclut pas la modernité, « post-corbuserienne », de la mosquée blanche de Sherafadin, en Yougoslavie, ni, surtout la haute technologie qui a permis la construction de l'aéroport de La Mecque par la plus puissante firme de Chicago, Skidmore Owings and Merrill. Fazlur

Khan, architecte de la firme qui a contribué de manière essentielle à l'élaboration de cette formidable structure nomadique, est mort l'an passé. A la jonction stylistique des temps modernes et de la tradition se trouve enfin la résidence Andalouse de Sousse.

C'est précisément de la tradition que sont venus les exemples les plus surprenants : le centre des arts élaboré par Ramses Wiss-Wassef, personnalité dont Jean-Pierre Pérocel Hugoz évoque d'autre part le parcours ; l'Hôtel Tanjong Jara dont les multiples intervenants sont parvenus à faire le plus contemporain des anciens palais malaisiens ; la résidence de l'écrivain Nail Cakirhan, construite pour lui-même et par lui-même, qui a retrouvé et suivi les plus exacts de la tradition turque ; enfin l'œuvre, le chef-d'œuvre du maître maçon malien Lassine Mintz, la grande mosquée de Nioue, où l'architecture de terre montre une fois de plus ses possibilités techniques et sa liberté, le générique d'invention qu'elle permet.

L'année 1983 n'est pas architecturale, comme on dit de gens honorablement diplômés. Son prix n'a cependant pas posé de problèmes. En revanche, l'Académie d'architecture turque, n'a pas digéré et l'a manifesté qu'on accorde un prix à un Turc qui non seulement n'est pas architecte, mais a en outre trop fidèlement à ses yeux, suivi les vicissitudes de la construction traditionnelle. Ce refus des professionnels montre assez quel chemin a encore à parcourir la Fondation Aga Khan.

FREDERIC EDELMANN.

(1) L'Aga Khan, président du Comité d'organisation ; P. Mohammed Ar-

koun (Sorbbonne, France) ; Mr Sherban Cantacuzino, secrétaire de la Royal Fine Art Commission (Grande-Bretagne) ; Sir Hugh Casson, architecte, président de la Royal Academy of Arts (Grande-Bretagne) ; Mr Charles Correa (Inde) ; P. Oleg Grabar (Université de Harvard (Etats-Unis)) ; P. Regata Holod (Université de Pennsylvanie, Etats-Unis) ; Mr Hassan-Uddin Khan, architecte, rédacteur en chef de la revue *Mimar* ; Dogan Kuban (Université d'Istanbul) ; P. Mohamed Mahky, architecte (Bahrein, Grande-Bretagne) ; Mr Kamal Khan Mumtaz, architecte, urbaniste (Pakistan) ; P. William Porter, ex-doyen de l'Ecole d'architecture du M.I.T. (Etats-Unis).

(2) Dr Turgut Cansever, architecte (Turquie) ; M. Rifat Chadirji, architecte (Irak) ; P. Mubceci Kiray, sociologue (Turquie) ; P. Charles Moore, architecte (Etats-Unis) ; P. Parid Wardi bin Sudin, architecte (Malaisie) ; P. Ismail Serageldin, architecte et urbaniste (Etats-Unis) ; M. Roland Simounet, architecte (France) ; M. James Stirling, architecte (Grande-Bretagne).

• The Aga Khan Award For Architecture, 32, chemin des Crêtes, 1218 Grand Saconnex, Genève (Suisse). La Fondation publie une revue d'architecture, *Mimar*, ainsi que les comptes rendus de chaque séminaire. Les prix 1980 ont donné lieu à un livre, *Architecture and Community*, qui doit être prochainement mis en vente.

• Signaux d'autre part qu'une Semaine culturelle arabe organisée par l'UNESCO proposera du 12 au 16 septembre, un cycle de conférences sur les différents aspects de la culture, littérature, arts plastiques, musique, cinéma (Rens. : UNESCO, 7, place Fontenay, 75700 Paris. Tél. : 577-16-10).

Consult. Sdn. Bhd. : artisans : Abdul Latif (sculpteur sur bois), Nik Rahm (tailleur).

• La résidence Andalouse, à Sousse, Tunisie, 1980.

Client : Consortium tuniso-koweïtien de développement ; architectes : Serge Santelli ; architectes associés : cabinet GERAU, M. Cherif.

• L'aéroport de la Mecque, à Jeddah, Arabie Saoudite, 1981-1982.

Client : ministère de la défense et de l'évolution, Arabie Saoudite ; architectes : Skidmore, Owings and Merrill & Partners, (U.S.A.).

• Restauration du tombeau du shah Rukn-i Alam, à Multan, Pakistan, 1977.

Client : le gouvernement du Pendjab ; architecte : Muhammad Wali Ullah Khan ; artisans : L. Ahmed.

• Réhabilitation du quartier Darb Qutayb, au Caire, Egypte, phase I, 1980.

Client : l'Organisation des antiquités égyptiennes ; urbanistes : M. McNeck, puis P. Spicer ; architecte : M. R. Awad ; conservateur : Institut allemand d'archéologie du Caire ; artisans : S.-M. al-Habab, S.-H. Muhammad, I. Abd al-Murim.

• Restauration du palais Azem, Damas, Syrie, achevée en 1955.

Client : directeur général des antiquités et des musées ; concepteurs : Michel Ecochard puis Shafiq al-Imam (depuis 1946 et Zaki al-Amin).

• L'hôtel Tanjong Jara Beach et le centre touristique de Rantau Abang, à Kuala Trengganu, Malaisie, 1980.

Client : the Tourist Development Corporation of Malaysia ; architectes : Wimberly, Wiseman, Allison, Tong et Goo, Hawaii, avec Ait-ek Beistekutu Malaysia ; paysagistes : Belt, Collins and Associates ; décorateurs : Juru Hassan

UGC BIARRITZ - UGC BOULEVARD - UGC ODEON - UGC ROTONDE
CINE DEBOUT LES HALLES - 14 JUILLET BASTILLE - OLYMPIC ENTREPOT
ARTEL Nogent - ARTEL Créteil - CYRANO Versailles - ALPHA Argenteuil

VITTORIO GASSMAN FANNY ARDANT
FRANÇOISE FABIAN MATHIEU CARRIERE

• PRIX SPECIAL DU JURY MONTREAL 83 •

BENVENUTA

un film de ANDRE DELVAUX

D'après le roman de M. ZAMEL

LA COMMISSION ANONYME

Adaptation et dialogues ANDRE DELVAUX / musique FREDERIC NEVEZ / image CHARLIE VAN DAMME

Le tournage a eu lieu à Bruxelles, en Belgique, du 12 au 18 septembre 1982

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

Benvenuti

CINÉMA

MOSTRA DE VENISE

Le pays où l'on arrive un jour

A quelques jours de l'attribution des récompenses, notre confrère la *Repubblica* de Rome donne les cotations des dix-neuf principaux quotidiens de la péninsule. Un film se détache et réalise une quasi-unanimité : *Zelig*, de Woody Allen, hors compétition pour le plus grand bonheur des autres concurrents. *La Vie est un roman*, d'Alain Resnais, vient en second. Troisième au palmarès putatif, *Biquiesse*, de Georges Rouquier, qui semble avoir ému plusieurs jurés.

Même à ce stade - la Mostra se termine le 11 septembre - tout pronostic aléatoire, avec un jury aussi explosif que celui réuni par Gian-Luigi Rondi, autour de Bernardo Bertolucci, président désigné : Mario Meszaro (Hongrie) et Agnès Verda (Croatie) ; Peter Handke, Nagisa Oshima, Léon Hirszman du Brésil, l'Américain Bob Rafelson, le Soviétique Gleb Panfilov, et aussi Alain Tanner, Miral Sen, Ousmane Sembène, Jack Clayton. Soit douze cinéastes aux personnalités bien différentes et assurés de juger en connaissance de cause.

Nous nous contenterons pour l'instant de détacher quelques tendances. La France a marqué des points, non seulement grâce à des vétérans comme Rouquier et Resnais mais aussi avec deux productions réalisées par des jeunes venus d'horizons lointains, Euzhan Palcy (Martinique) et Lam-Lé (Vietnam) *Le Monde* du 8 septembre). Difficile d'imaginer deux sensibilités plus opposées, deux conceptions du cinéma si tranchées de part et d'autre. Une ambition commune cependant : retrouver sa culture, cartes façonnées par la France mais riche de potentialités à ce jour ingérées. Il serait surprenant qu'un d'entre eux ne se retrouve pas au palmarès - sinon les deux.

Deuxième temps fort, l'arrivée de la Suisse, d'une façon de penser et de réagir suisse, par-delà les différences de langue. *Glut*, de Thomas Koerfer, après les documentaires de Richard Dindo, parle d'un pays à découvrir, à purifier, à transformer. *Prégnant Carmin*, de Jean-Luc Godard, pour paraître abusivement rattaché à la sphère de production helvétique, même si le cinéaste vit la majeure partie du temps dans sa

seconde patrie, sur les rives du Léman. La critique chez Koerfer, le chant, le poème avec Godard, disent la fin d'une certaine société bourgeoise, le renversement des valeurs indispensables sous peine de voir crever notre Occident encroûté.

Le troisième aspect, plus ambigu, le rôle croissant joué par la télévision et le besoin de spectacles d'évasion en général. L'Italie paie en partie le prix de cette coupure de sécurité télévisuelle offerte à une production nationale gravement menacée dans son indépendance et son originalité, malgré Fellini, l'ultime, le dernier des princes du septième art transalpin avec Antonioni. Les eujets sont tournés à l'économie, non seulement de moyens mais aussi de matière grise. En revanche, le divertissement pur, conscient de ses limites, se révèle parfois bien agréable : ainsi de *Maria Chapdelaine*, de Gilles Carle (produit avec la collaboration de Radio-Canada et de TF 1), ainsi de *Navar Cry Wolf*, de Carroll Ballard, l'auteur de *l'Étalon noir* (production Walt Disney).

Un Canada de froidure et de loupes blanches trempe les caractères à l'Est et à l'Ouest : chez Ballard, plus disneyen, axé sur la débrouillardise permanente ; chez Carle, plus raisonné, rugueux, avec la lutte quotidienne contre les éléments et l'ordre social, pour bâtir une famille, une vie, un pays.

Certains films ont échappé aux responsables de la sélection officielle. On dit beaucoup de bien de *Amore Tossico*, de Claudio Caligari, sur la drogue. Mais on a sifflé à la fin d'un autre film italien, *Io con te non ci sto più*, de Gianni Amico, produit par Bernard Bertolucci avec l'aide de l'Alan Ladd Junior Company. Gianni Amico prouve que la comédie « à l'italienne » pourrait un jour céder la place à une autre forme de comédie, qui doit beaucoup à la *Crazy Comedy* des années 30 et à ce cinéma brésilien cher à l'auteur. La morale y est batfoquée avec élégance.

Entre trinitas (entre les ténés), le nouveau film de Pedro Almodovar (Espagne), choisit de rire de la drogue et des servantes du bon Dieu étrangement dénuées. L'impertinence ressemble à une gifle, l'exubérance gagne la salle, ce merveilleux public de la grande salle.

LOUIS MARCOCRELLES.

«Fanny et Alexandre» : cinq heures de bonheur

Le test attendu avec curiosité s'est révélé concluant : la version longue du dernier film d'Ingmar Bergman, *Fanny et Alexandre*, tournée pour le téléviseur et conçue pour le public. Au prix de quelques ajouts de scènes qui semblent parfois traîner, c'est un Ingmar Bergman plus détendu, porté par le flot de la vie, presque joyeux, qui nous prend à témoin et au cœur.

Le cinéaste ne se paye pas de mots quand il répète vouloir ébaucher le cinéma. Avec «Fanny et Alexandre» j'ai atteint, dit-il, le sommet de ma vie de cinéaste. Et il ajoute aussitôt : «Les films doivent être faits par les jeunes aussi bien d'esprit que d'âge. Si j'écris quelque chose d'autre, quelqu'un d'autre devra en être le metteur en scène. Mais je ne suis pas contre l'idée de faire des mises en scène pour la télévision, d'une heure environ, ou des mises en scène d'opéra.» La moins surprenant dans ces propos n'est pas la place capitale accordée désormais à la télévision, à égalité avec l'opéra. Quelles raisons se cachent derrière cette élévation si haut proclamée ? On ne cherchera plus désormais à tourner à la fois pour le grand et le petit écran avec les contraintes qui peuvent en résulter.

En passant de trois à plus de cinq heures, *Fanny et Alexandre* devient un feuilleton en sept parties, plus un prologue et un épilogue. Les grandes lignes n'ont pas changé (le Monde du 10 mars). Au début du siècle, dans une petite ville suédoise, une famille de la bonne bourgeoisie célèbre au grand complet, autour de sa doyenne Helene, les fêtes de Noël. Tout le monde a répondu à l'appel : les trois fils, leurs épouses, les petits-enfants, le personnel, se rassemblent pour la fête.

La première partie de la version télévisée s'ouvre sur un

morceau de bravoure d'un peu plus de quatre-vingt-dix minutes où tout est déjà dit de cette solidité à toute épreuve du groupe familial, du clan, auquel s'est joint un ami très cher, l'ancien ami d'Helene, le brocanteur juif Isak. L'épreuve, les épreuves, ne réussiront pas à anéantir cette solidarité : le clan devient la tribu, le pays, une culture exprimée, la foi en l'avenir.

Pourtant le mal, le mort, réclament leur dû. Emilie, la jeune et très belle épouse d'Isak, le fils aîné, après le décès de son mari, reprend seule en main le théâtre familial qu'il dirigeait et où elle jouait (ce élément est ici plus développé), puis décide de se construire un nouveau bonheur en épousant l'évêque protestant de la petite ville. On se rappelle la trahison, le mal absolu qui vont en résulter pour Emilie et ses deux enfants, Fanny et Alexandre. L'effort principal de la version longue réside dans le rôle plus important accordé à l'eustère ecclésiastique dont l'existence devient sinon plus excusable en tout cas plus compréhensible. Mais Bergman refuse le tragédie. L'homme peut surmonter son engoisse, le mal existentiel ne freppe plus toute vie d'humanité.

Apaisé, heureux, Ingmar Bergman (qui a rencontré la presse au Lido) cède, au terme de son film, la parole à Strindberg : «Tout peut arriver, tout est possible et vraisemblable. Le temps et l'espace n'existent pas.» Puis il conclut, dans une déclaration séparée : «Je n'ai d'autre morale que celle-ci : chacun devrait faire de son mieux et être précis. Trop de choses, et pas seulement dans l'art, ne sont que peur, incertitude, fossilisation et grisaille théorique.»

L. M.

■ L'Allemand de l'Ouest Michael Zilm, âgé de vingt-cinq ans, a remporté le 8 septembre le Concours international des jeunes chefs d'orchestre de Besançon. Nous reviendrons ultérieurement sur cette manifestation.

■ La Fédération régionale des maisons de jeunes et de la culture de Picardie organise une série de manifestations sur le thème «La Hongrie se présente», tout au long du quatrième trimestre.

Ramses Wissas-Wassef : L'arc à trois cordes

Le Proche-Orient contemporain a eu deux grands architectes. Deux Égyptiens. L'un, Hassan Fathy, né avec le siècle, est mondialement connu depuis la mode, des campus américains à Beaubourg, s'est emparé de ses enseignements alors qu'il était encore dégringolés chez les siens. Il y a trois ans, il figurait parmi les lauréats du prix Aga-Khan d'architecture.

L'autre est Ramses Wiss-Wassef, fils d'un célèbre nationaliste égyptien de confession chrétienne, né en 1911 et mort en 1974 (le Monde du 8 août 1974). Il est moins connu, hors des frontières de l'Orient, que son collègue Fathy. Mais l'œuvre de Wiss-Wassef, pour être plus concentrée en Egypte n'en est pas moins aussi originale ; elle déborde, en outre, l'architecture stricte sensu. Justice est faite : la sœur du disparu, Mme Ceres Wiss-Wassef, spécialiste bien connue dans le monde francophone des questions égyptiennes, a reçu de la Fondation Aga-Khan, le prix qui honore «Ramses-Bey» à titre poétique.

L'œuvre architecturale de Wiss-Wassef est large, allant du petit lycée franco-égyptien de Bab-Ef-Louq à l'église copte de Zamalek, en passant par le musée de sculpture Mahmoud Mokhtar, trois réalisations situées au Caire, et à sa participation au plan du Nouveau-Gourna (le travail le plus célèbre et le plus controversé de Fathy, à Louxor). Mais elle est bien moins connue, même en Egypte, que l'art de la tapisserie et du zapi (1), qu'il a ressuscité au début des années 40 avec de jeunes paysans coptes que rejoignaient bientôt des musulmans.

Tout commença à l'école de Kasr-Ef-Chamah - la Fort de la Chandel - au Vieux-Caire, qu'une, bienfaitrice, arménienne mariée à un copte, Mme Anna Boutros-Ghali, avait fait construire par Wiss-Wassef dans les années 40. Puis ce dernier fonda lui-même un atelier de tissage à Harany, face aux Pyramides de Guizah, atelier qui, depuis lors, n'a cessé de se développer et où sera bientôt construit un musée. En 1964, Paris devait admirer, aux Arts décoratifs, une grande exposition de ce que l'art populaire égyptien, sans aucun soutien officiel et grâce à la ténacité d'un seul homme, a sans doute produit de plus nouveau - tout en retrouvant les racines les plus anciennes et les plus sublimes de l'art nilotique - depuis au moins deux cents ans, lorsque se termina la riche période d'influence ottomane.

La troisième corde à l'arc de Ramses-Bey était l'art du vitrail, renouvelé également d'une antique tradition pré-islamique : l'austère chapelle des dominicains de l'Abbasieh, au Caire, simple salle de prière, fut ainsi complètement transfigurée par les éblouissants vitraux à thèmes bibliques qu'y créa Wiss-Wassef.

Ramses Wiss-Wassef a travaillé toute sa vie dans une discrétion presque trop exemplaire mais d'où est sortie la perfection. Une perfection qui fait plaisir aux gens simples aussi bien qu'aux autres. Cela n'arrive pas tous les jours.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Voir notamment *Tapisseries de la Voie Égypte*, par Ramses Wiss-Wassef et Werner Forman. Grind. Prague, 1972.

هكذا من الاجل

INFORMATIONS « SERVICES »

AUTOMOBILE

LE TEMPS DES DIESELS

Citroën BX 19 D et Peugeot 205 D : des chameaux sous les capots

Dans la même semaine - l'échéance du Salon de Francfort est là - le groupe P.S.A. présente deux modèles fonctionnant au gazole. L'un a été conçu par Peugeot, l'autre par Citroën.

La marque aux chevrons a baptisé son nouveau modèle BX 19 D ou TR D selon le degré de finition de la voiture. Il s'agit, bien entendu, de la cause de la BX à essence sur laquelle on a monté le moteur Diesel XU D déjà utilisé sur la 305 de Peugeot et d'Horizon Diesel de Talbot. Quatre cylindres en ligne, 1905 cm³ arborant des soupapes à injection directe, ce moteur très moderne avait été soumis par Peugeot à des essais poussés effectués avec la 305. Il confirme, sur la BX qui sort désormais à leur tour commercialisés tout le bien que l'on pouvait penser de lui.

Sans doute est-il, aujourd'hui, banal de dire - car les progrès faits par les constructeurs sur ce modèle de moteur sont très importants - mais les inconvénients dénoncés en utilisation courante du gazole (bruit, odeur, modeste) se trouvent ici gommés, pour donner véritablement une voiture tout à fait comparable, dans son comportement, aux véhicules à essence : de zéro à 400 mètres en moins de 20 secondes, les 1 000 mètres parcourus en moins de 37 secondes, pour une vitesse en haut de régime qui frise les 160 kilomètres/heure « sur circuit », comme disent les constructeurs pour se déculpabiliser.

Le poids du groupe étant plus élevé que celui du moteur à essence, il va sans dire que l'option (hélas) direction assistée est recommandée. Confortable à souhait, sans reproche pour son comportement routier, cette voiture de gabarit moyen supporte largement la comparaison avec ses concurrentes étrangères, d'autant plus que l'on a retouché les freins, jugés trop « sensibles » sur les premières BX à essence qui furent présentées en octobre dernier.

Reste l'essentiel : la consommation. On sait de quel poids pèse dans un cahier des charges le chapitre « consommation », on sait aussi quel argument de vente cela peut être de nos jours pour un modèle. C'est dire la satisfaction de Citroën, qui annonce pour cette voiture, après tout « familiale », des chiffres surprenants : moins de 6 litres de gazole au 100 km en conduite traditionnelle. Restait à le vérifier sur route et en ville : les consommations avancées se sont confirmées à peu de chose près et c'est sans doute là, à performance comparable, l'avance qu'a prise Citroën sur ses concurrents directs.

Même constat chez Peugeot avec sa 205 Diesel qui sera, elle, lancée sur le marché le 14 septembre. Petite voiture moderne, tout autant utilisable en ville et sur grands itinéraires, elle s'ajoute à une gamme qui connaît à l'heure actuelle un succès certain - cinquante-cinq mille trois cents Peugeot 205 ont été immatriculées en France à la fin du mois de juillet.

Pied léger

Avec la 205 Diesel, la consommation s'est révélée encore plus modeste : aux environs de 4 litres de gazole aux 100 km pour les pieds les plus « légers ». Servie par un moteur de conception identique à celle du XU D 9, le XU D 7 est un 1768 cm³ qui développe 60 ch à 4 600 tours/minute. Un bon rendement pour un véhicule qui pèse en ordre de marche quelque 900 kilos. Côté performance, on relève le kilomètre départ arrêté en moins de 37 secondes et la montée de 0 à 100 kilomètres en 15 secondes environ pour des vitesses maximales proches de 160 kilomètres/heure. Une fois encore, ces chiffres prouvent quelle maîtrise du système est acquise aujourd'hui par les constructeurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers d'ailleurs, la palme au point de vue consommation et performance, sur des modèles comparables, étant pour l'instant dans le camp français.

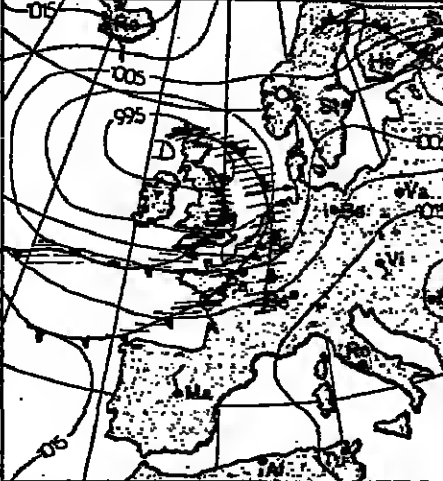
Conçue dès l'origine de la gamme 205 pour un moteur Diesel, cette nouvelle version offre d'autres satisfactions, notamment en ce qui concerne l'insonorisation et bien entendu la tenue de route, identique à celle que l'on connaît sur les modèles à essence. Tout juste regrettera-t-on une lourdeur de la direction due évidemment au poids du moteur. Selon Peugeot, le choix des pneus lors des essais en serait essentiellement responsable. A voir.

Quoi qu'il en soit, désormais, dans la gamme 205, il faudra savoir que pour une différence de prix de l'ordre de 6 500 F, l'on pourra choisir le diesel plutôt que l'essence. Chez Citroën, ce choix se fera autour de 3 900 F. Une autre politique qui peut porter ses fruits. Il reste que ce choix sera commandé par l'utilisation que l'on veut faire de sa voiture.

CLAUDE LAMOTTE.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9-IX-83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 septembre à 0 heure et le samedi 10 septembre à midi.

La France sera balayée par deux zones pluvio-orageuses associées à une perturbation, et une dépression centrée sur la mer du Nord. L'air chaud qui se trouve sur le Sud-Est donnera des orages violents par places. Après le passage de la dernière ligne de grains, rafraîchissement sensible.

Samedi. Sur les Pyrénées, le bord de la Méditerranée, la Corse, le sud du Massif Central et les Alpes, ciel chargé et pluies ou orages assez forts près du relief et en montagne. L'après-midi, éclaircies probables.

Sur les autres régions, temps très variable avec une bonne partie de la journée avec des ondées. Ces ondées seront plus marquées et mieux organisées le matin de la Vendée à l'Orléanais, la Picardie et aux Flandres. L'après-midi, de l'Aquitaine au nord du Massif Central, au Jura, aux Vosges et aux Ardennes, les ondées seront assez fréquentes.

Après le passage de cette ligne d'averses : au nord de la Loire et dans le Nord le ciel s'éclaircira un peu mais il fera cependant plus frais. Les températures seront à la baisse de 2 à 4 degrés.

Le vent soufflera fort. En Méditerranée, vent de sud-est le matin et mistral l'après-midi. En Manche, le vent oscillera entre le secteur ouest et nord-ouest, soufflant en moyenne à 60 km/h avec des rafales sous les grains.

PRÉVISIONS POUR DIMANCHE

Sans d'évolution. Les hautes pressions du proche océan vont progressivement gagner la France, entraînant le flux frais et instable de nord-ouest qui dirige la dépression quasi stationnaire centrée sur le sud de la Norvège.

Prévisions. Temps frais et instable sur l'ensemble du pays. Les averses et les rafales de nord-ouest seront plus marquées des Flandres et de la Picardie jusqu'aux Ardennes, à l'Alsace et au Jura. En cours de journée, le vent et les averses s'atténueront progressivement et les éclaircies deviendront plus belles par l'ouest, s'accompagneront d'une légère hausse des températures maximales de la Bretagne à l'Aquitaine. Cependant, le mistral et la tramontane persisteront ainsi que des averses orageuses en Corse.

La pression atmosphérique redra au

● RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 8 septembre, le numéro de téléphone de l'Académie du Territoire de Belfort est le (84) 22-77-44.

TRANSPORTS

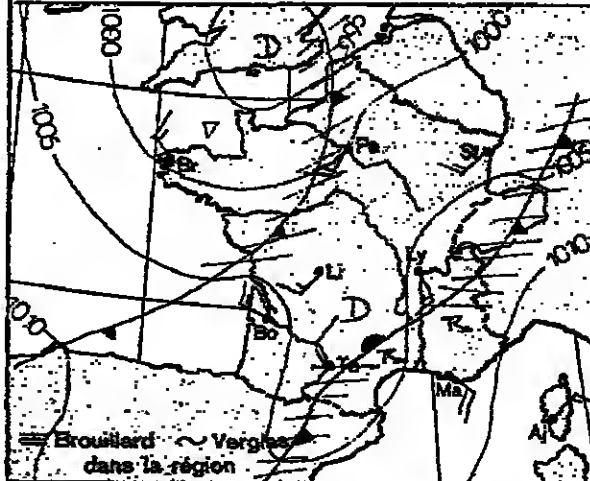
LA COMPAGNIE AUSTRALIENNE QANTAS PRÉFÈRE BOEING A AIRBUS-INDUSTRIE

La compagnie aérienne Qantas Airways va acheter à Boeing trois quadricoptères de type 747 et six biréacteurs 767. L'annonce de la commande a été faite mercredi 7 septembre par la direction de Qantas. Le contrat portera sur 860 millions de dollars (6 900 millions de francs).

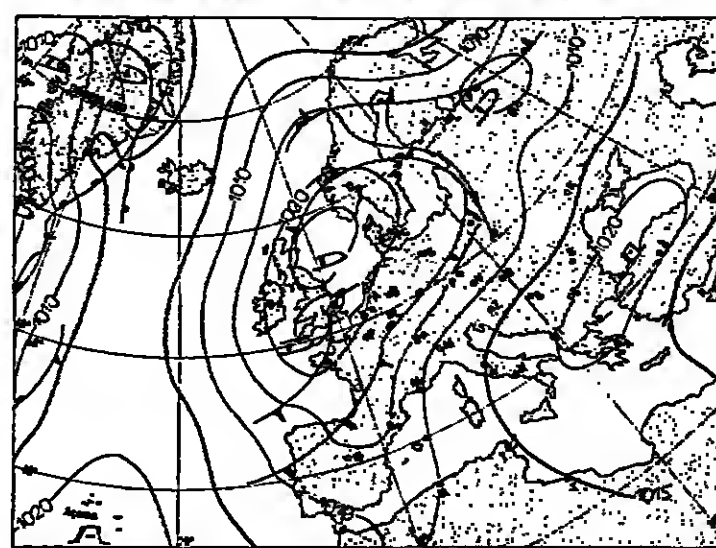
La compagnie australienne a donc préféré le Boeing-767 à son concurrent européen, l'Airbus A-310, qui était également en lice sur ce marché. Airbus Industrie a déjà vendu des avions à une autre compagnie du pays, Trans Australia Airways, tandis que le Boeing-767 a été choisi par une troisième, Ansett. - (A.P.)

RECTIFICATIF. - M. Gilbert Dreyfus, président de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF) n'a pas été nommé président de l'établissement public Autoroutes de France, ainsi que nous l'avions écrit par erreur dans nos éditions du 6 septembre, mais président de la société des Autoroutes Paris-Est Lorraine (APEL), jusqu'à la fin, et qui vient de passer sous le contrôle de la Caisse des dépôts et consignations - en attendant d'être reprise par la SANEF. Le président du conseil d'administration d'Autoroutes de France sera choisi dans un organisme administratif ou financier, ou dans un corps de contrôle financier de l'Etat.

PRÉVISIONS POUR LE 10.09.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



niveau de la mer était à Paris, le 9 septembre 1983 à 8 heures, de 1003,9 millibars, soit 753 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 septembre ; le second le minimum de la nuit du 8 septembre au 9 septembre) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 25 et 18 ; Bourges, 27 et 17 ; Brest, 19 et 14 ; Caen, 22 et 14 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 32 et 18 ; Dijon, 23 et 16 ; Grenoble, 29 et 14 ; Lille, 20 et 15 ; Lyon, 29 et 18 ; Marseille, 28 et 19 ; Nancy, 25 et 16 ; Nantes, 23 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 20 ; Paris-Le Bourget, 23 et 15 ; Pau, 27 et 18 ; Perpignan, 26 et 20 ; Rennes, 21 et 14 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Tours,

25 et 15 ; Toulouse, 31 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 15 degrés ; Amsterdam, 20 et 14 ; Athènes, 28 et 19 ; Berlin, 16 et 11 ; Bonn, 22 et 13 ; Bruxelles, 20 et 14 ; Le Caire, 32 et 23 ; Les Canaries, 30 et 22 ; Copenhague, 16 et 11 ; Dakar, 32 et 25 ; Djibouti, 32 et 20 ; Genève, 24 et 13 ; Jérusalem, 26 et 15 ; Lisbonne, 29 et 15 ; Londres, 20 et 13 ; Luxembourg, 20 et 15 ; Madrid, 35 et 17 ; Moscou, 15 et 10 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 29 et 20 ; Palma-de-Majorque, 30 et 15 ; Rome, 28 et 18 ; Stockholm, 15 et 3 ; Tzouzeur, 34 et 23 ; Tunis, 30 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES - DIMANCHE 11 SEPTEMBRE

- Les collectifs du comte de Camondo, 15 heures, 63, rue de Monceau, M^{me} Bouquet-des-Chaux.
- La Folie Saint-James à Neuilly, 15 heures, 34, avenue de Madrid, M^{me} Saint-Gérons.
- Grandes demeures du Marais, 15 heures, place des Vosges, statue de Louis XIII, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
- L'île Saint-Louis, 15 heures, devant Saint-Louis-en-l'Île (Approche de l'art).
- La Mosquée, 15 heures, place du Palais-de-l'Ermitage (Arcs).
- Montmartre, les moulins, 15 h 15, métro Lamarck-Caulaincourt, M^{me} Barbier.
- L'atelier de Delacroix, 10 h 30, 6, place Furstenberg.
- L'Opéra, 14 heures, dans le hall, M. Bouchard.
- Le vieux Montmartre, 15 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt, M^{me} Camus.
- L'île de la Cité, 10 h 45, 24, place Dauphine.
- Services secrets 1939-1945, 15 heures, métro Invalides, M. Czorny.
- Le Sénat, 15 heures, 12, rue de Tournon, M^{me} Hauwiler.
- La Salpêtrière, 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (Histoire et archéologie).
- Abbaye de Saint-Denis, 14 h 30, portail central de la basilique (Lunettes-visites).
- Le Quartier de l'Horloge à Beaubourg, 10 h 30, 2, rue du Renard (Paris Autrement).
- Les Catacombes, 10 heures, 2, place Denfert-Rochereau.
- L'Hôtel de Soubise, 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois.
- Hôtels du Marais, 15 heures, métro Pont-Marie (Paris et son histoire).
- Le vieux Belleville et ses jardins, 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).
- L'Institut de France, 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).
- Les Synagogues de la rue des Rosiers, le cimetière des Blancs-Manteaux, 16 heures, 5, rue Mahler.
- Hôtels du Marais illuminés, 20 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie du Lohan (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

- 15 heures, 163, rue Saint-Honoré, M. Fleury - Etude sur l'Agartha.
- 15 heures, 163, rue Saint-Honoré, Natya - Le symbolisme des signes de la Balance et du Scorpion.

Les mots croisés se trouvent page 16.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 9 septembre :

DES DÉCRETS

- Modifiant le décret du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets.
- Modifiant certaines dispositions du code de la route.
- Relatif à la commercialisation de certains fruits et légumes soumis à des règles rendues obligatoires dans la circonscription d'un comité économique agricole agréé.
- Reportant la date d'entrée en vigueur du décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.

DES ARRÊTÉS

- Relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat septembre 1983.
- Relatif à la création du système informatique de gestion des dossiers de naturalisation.
- Relatif à la limitation par construction de la vitesse maximale des véhicules automobiles dont le poids est supérieur à 10 tonnes.

LOTTO TIRAGE N° 36
DU 7 SEPTEMBRE 1983

5	11	28	31	38	42
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE **3**

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS NUMEROS	15	816 969,20 F	
5 BONS NUMEROS + complémentaire	55	111 404,80 F	
5 BONS NUMEROS	3 030	6 066,60 F	
4 BONS NUMEROS	166 353	111,10 F	
3 BONS NUMEROS	2 918 128	9,10 F	

SUPER CAGNOTTE
20 000 000 F

PROCHAIN TIRAGE LE 14 SEPTEMBRE 1983
VALIDATION JUSQU'AU 13 SEPTEMBRE 1983 APRES-MIDI

SAMEDI DIMANCHE

- **ANNIVERSAIRE :**
Il y a dix ans, le Chili
- **MAURITANIE :**
La mauvaise exploitation de l'or gris
- **ITALIE :**
Capri entre touristes et truands
- **FRANCE :**
M. Barre parle
- **CULTURE :**
Stars du jour, stars d'hier
- **SOCIÉTÉ :**
Des fûts qui flottent

Et, avec «le Monde Dimanche» de l'été, quatre pages de radio et de télévision
Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



5:20 AM

	Laiga	Laiga T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	161,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Laiga	Laiga T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	38,95
IMMOBILIER	33,60	38,95
AUTOMOBILES	33,60	38,95
AGENDA	33,60	38,95

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DES CARRIERES DANS LA BANQUE...

Nous avons proposé depuis le 30 Août les postes suivants dans le Monde.

- **ATTACHE DE DIRECTION** (le 30 Août).
- **FISCALISTE ENI**, Maîtrise Droit, DES Fiscalité (le 30 Août).
- **ASSISTANT GESTION** Collectivités Locales (le 6 Septembre).
- **CONTROLEUR DE GESTION** (le 5 Septembre).
- **ASSISTANT AU CONTROLE DE GESTION** SC. ECO., I.U.T., ou Miage (le 5 Septembre).
- **INFORMATICIEN SYSTEME** (le 7 Septembre).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo) en indiquant la fonction souhaitée à Henry Yvan Direction des Relations Humaines, 88-90 rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel



emplois régionaux

INGÉNIEUR INFORMATIQUE

Grandes Ecoles

pour application de l'informatique au contrôle des procédés.

Poste axé en particulier sur l'étude du traitement du signal des automatismes (robotique, automates) et de la régulation numérique, recherché par :

IMPORTANT ORGANISME D'ETAT du secteur nucléaire, région LANGUEDOC

Adr. c.v. avec photo, lettre manuscrite et présent. à HAVAS, 30000 NIMES s/c n° 30.327 qui tr.

Mais, de la Culture du Havre recherche

UN(E) ATTACHE(E) DE DIRECTION

ayant exp. domaine associatif, pour assurer contact, information et coordination relevant de la vie structurelle et associative. Poste à temps partiel, sous responsabilité du conseil d'administration et sous la direction de l'attaché.

Adresser candidature avec c.v. dét. à : M. le Directeur, Maison de la Culture du Havre, 88-90 rue Cardinet, 75017 PARIS.

75003 LE HAVRE CEDEX.

emplois internationaux

L'Université de Lausanne ouvre une inscription en vue de pourvoir, à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, un poste de :

PROFESSEUR ORDINAIRE

chargé notamment d'enseignements de l'économie internationale aux étudiants du programme de diplôme post-graduate en économie politique (niveau master).

Détail de dépôt des candidatures le 15 octobre 1983 pour entrée en fonction le 1-9-1984. Les intéressés voudront bien adresser leur dossier au doyen de l'Ecole des H.E.C., 8 P.S.H., 1015 LAUSANNE 2 Suisse. Tél. : 194121/46-40-38 pour obtenir le cahier des charges du poste.

capitaux propositions commerciales

Recherche participation de FF 150.000 F au capital d'une jeune S.A. suisse non en cours d'asseoirment financier. Intérêts élevés, répartition assurée. Ecr. ré. réf. 44-130 291. Publications Postfach CH-9021 Zürich.

automobiles

de 5 à 7 C.V.

Part. vd RENAULT 5 TL 81, 40.000 km, bon état, gr. métallisé. Tél. : 205-29-23.

Part. à part. de prêt. vend RENAULT-18 GTL 1980, 71.000 km, coul. bleu, int. acaï noir, deux pneus neufs, embrayage neuf, impeccable. Tél. : M. LACRUZ 020-32-93.

plus de 16 C.V.

S.M.V. couple 835 CSI 1980, cur. air conditionné. Tél. 940-72-88.

DEMANDES D'EMPLOIS

ADJOINT A.D.G. ou P.-G.G.

H, 40 ans, apportant une formation supérieure complète (Droit, Sc. Pol.). Une expérience de directeur P.M.E. de services.

• 30 personnes (transport).

• 150 personnes (assistance).

• Une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires commerciales, direction de sociétés.

• Excellent négociateur. Esprit d'analyse, créatif et organisé.

• Anglais, espagnol, connaissances allemand + italien.

Recherche : poste actif adjoint à D.G. ou P.G.G. Direction P.M.E. ou Filiale. Ecr. à/r 8.528 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pour cause licenciation économique, responsable exploitation terrain du matériel sur chantier étranger, 35 ans, marié, 6 années expérience en Afrique, recherche emploi chez industriel ou T.P., responsable services transport, export, import, Paris, région parisienne.

Ecr. à/r 8.527 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 38 ans, résid. à Bruxelles, part. franç., angl., néerl., all. Ayant exp. dans le monde des affaires, souh. réinsertion pour produits de hte qualité. Ecr. à/r 8.503 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BOUCHEUR-MONTEUR.

38 ans, partant couramment anglais, espagnol, italien, allemand, anglais, avec expérience dans C.E.2. Les lignes de gaz et plomberie, connaissance surtout en étranger, ch. nouvelle action dans son domaine. Ecr. à/r 8.528 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 26 ans rech. place garde du corps (12 ans de sport de combat et grande exp. des armées). Chasseur. Téléphone après 19 h. : 355-05-40.

35 ans, FORMATEUR, exp. en. Diplômé de l'ens. supérieur offre prestations de service enseignem. enmet. conseil (Informatique, gestion) P. Coues, 321, r. de Charenton, 75012 Paris. Tél. 628-88-28.

représentation demandes

REPRESENTANT 34 ans, ch. emploi, sér. rat., bonnes connaissances des libranes du Gd. S.-Ouest, sect. S.-Ouest de prêt. Accepte ttes propos. Ecr. 142-491 HAVAS BARRITZ.

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

- **RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE** R&L VM 6626 S
- **CADRE GESTION** R&L VM 4212 AN
- **INGENIEUR PRODUCTION** moulage plastique R&L VM 5670 F
- **INGENIEUR RECHERCHE DEVELOPPEMENT CONTROLE QUALITE** R&L VM 3516 D
- **SECRETAIRE GENERAL** R&L VM 21911 D
- **2 CHEFS DE PROJET** Siège R&L VM 22923 A Filiales R&L VM 22923 D
- **JEUNE CONTROLEUR DE GESTION** R&L VM 7916 A
- **CONTROLEUR DE GESTION** R&L VM 20830 A
- **COMPTABLE** R&L VM 13519 C

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR

8 rue de Berni 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

INFORMATIQUE

la passion et la raison

Impiquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Mais cette passion survit-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses. Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ? Une étude réalisée par Régie-Press le Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique. Destinée aux informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Press INFO 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

ONCES CLASSEES - OFFRES D'EMPLOI - ANNON

Le Monde consacre 3 suppléments "Informatique" lors du Sicob :

Mercredi 21 Septembre : La Filière Electronique deux ans après
Vendredi 23 Septembre : Problèmes Horizontaux de l'informatique
Mercredi 28 Septembre : Le phénomène de la micro-informatique.

Pour les réservations d'emplacements tous formats (2 col et +) à la suite du cahier rédactionnel, merci de contacter votre agence de publicité.

regie presse
Le Monde

Service des Annonces classées.
OIR. J. DEGAVE
CHEF DE PUB. D. LE DREN
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél. : 233.44.21 et 296.15.01

DELAITTE ET ASSOCIÉS

Conseils en relations publiques et communication institutionnelle

recherche

CONSULTANT DE HAUT NIVEAU

C'est un professionnel accompli, de grande rigueur, de formation universitaire, ayant exercé avec succès des responsabilités en agence ou dans l'entreprise. Il disposera d'une large autonomie au sein d'une jeune équipe exigeante et ambitieuse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M^{me} O. GARNIER, D. et A., 23, boulevard Poissonnière, 75009 Paris.

IMPORTANT GROUPE PRIVE ASSURANCE RETRAITE

recherche

CADRE

- 30 ans minimum
- Ayant formation juridique et goût rapports humains

Adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à

CAMPBELL N° 682 - B.P. 57
75824 PARIS CEDEX 17

l'agenda du Monde

Bijoux

Si vous vendez : bijoux, or, diamants, pierres, etc., ne faites rien sans réf. 888-74-36.

Carrelages

DIRECT USINES

50 CHOIX TTES MARQUES

BOCARL 367-09-48 + 113, av. Farnesier, PARIS-11.

Cuisine

PROMOTION KITCHENETTE

Mobilier + cuisine + meuble + frigo + robinetterie

en 1 mètre, 2.500 F PARIS.

SANITON, 21, rue de l'Abbé-Gaspard, Paris-6, ouvert le samedi. Téléphone : 222-44-44.

Cours

Préparation à l'épreuve anticipée de première et de terminale

Progrès immédiat - succès assuré - Tél : 882-55-31.

Enseignement

AMERICAN IN V.O. AT THE AMERICAN CENTER

201, bd Raspail, 75014 PARIS

633-67-28

ENGLISH FOR EVERYBODY

SESSIONS INTENSIVES : renouvelables tous les 15 jours

début : 12 septembre 1983

SESSION D'AUTOMNE : du 28 septembre au 17 décembre

LEARN TO SPEAK AMERICAN : cours dans la journée, le soir et le week-end

PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

Instruments

de musique

A VENDRE PIANOS : GRANDES MARQUES, récents et anciens

A partir de 5.000 F

DEVIS GRATUITS POUR RESTAURATION

PIANOS TORRENTE

Téléphone : 840-80-32

MUSEE ACQUETE TOUT INSTRUMENT ANCIEN : LUTTE, CLARINETTE, D-Musique instruments

Muséum, 5380 Grouler.

Moquettes

MOQUETTES ET TISSUS A PRIX DE GROS

• Moq. laine, mélange

AM : 44,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. mélange : 44,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

• Moq. 100 % laine : 77,50 F/m²

CONJONCTURE

Hausse des taux d'intérêt en R.F.A.

(Suite de la première page.)
Elles mettent en avant le fait que la masse monétaire a augmenté de 8,5 %, en rythme annuel, de la fin 1982 au mois d'août 1983, alors que la fourchette fixée au début de 1983 était de 4 % à 7 % seulement.

Par ailleurs, la hausse continue du dollar par rapport au mark, qui a porté la monnaie américaine à son plus haut niveau depuis neuf ans, est due, en partie, au maintien d'un écart considérable des taux d'intérêt au profit des États-Unis. Dans ce pays, et sur le marché de l'euro-dollar, ils atteignent en moyenne 10 % à 12 %, contre 5 % à 7 % en Allemagne.

Depuis deux mois déjà, la bataille faisait rage, outre-Rhin, entre les partisans d'une hausse des taux, pour les raisons évoquées ci-dessus, et les adversaires d'une telle mesure, soucieux de ne pas « casser » une reprise économique encore bien fragile. A plusieurs reprises, la rumeur d'un relèvement avait couru, aussitôt démentie. Finalement, un compromis a été trouvé entre les deux thèses : le relèvement a été limité à 0,5 % au lieu de 1 % comme il avait été envisagé, et il ne porte que sur le

taux Lombard, qui agit sur les taux d'intérêt à court terme, essentiellement par le refinancement des banques, tandis que le taux d'escompte, demeuré inchangé, agit sur les taux à long terme, notamment hypothécaires. A Francfort, personne ne veut prendre le risque de compromettre la reprise, mais les partisans de la vigilance l'ont tout de même emporté. A vrai dire, et à commencer par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, ils n'avaient jamais vraiment « digéré » la baisse de 1 % consentie, à regret, en mars dernier pour venir au secours du franc français, en très fâcheuse posture.

Un tournant

En dépit de son caractère modeste, et relativement technique, la décision de la Bundesbank n'est pas moins considérée par les milieux financiers internationaux comme un avertissement et un coup de semonce.

L'inflation demeure un risque majeur pour les dirigeants allemands, et le niveau élevé des taux américains, comme celui du dollar, constitue une menace grandissante pour les économies européennes. Même si, dans l'immédiat, le relèvement du Lombard, très largement anticipé et préparé par des mesures techniques, n'a eu aucun effet sur les cours du mark et du dollar, il apparaît comme un tournant aux yeux de nombreux spécialistes.

D'autre part, il pourrait constituer un coup de frein à la baisse des taux en France, où les pouvoirs publics avaient l'intention de diminuer à nouveau le taux de base des banques à l'automne. M. Jacques Delors n'a-t-il pas déclaré la semaine dernière : « Si les taux allemands remontent, la France suivra » ? Sur le marché français des capitaux à long terme (obligations), en très forte progression dans l'espoir d'une nouvelle diminution des taux, un coup de frein serait très dommageable. Une fois de plus, on le voit, en ce domaine, les problèmes économiques européens sont décalés, en partie, par les États-Unis, où la baisse des taux et celle du dollar restent hypothétiques.

FRANÇOIS RENARD.

ÉTRANGER

PREMIER BÉNÉFICE EN DIX ANS POUR TALBOT-GRANDE-BRETAGNE

La société Talbot Motor, filiale du groupe Peugeot-Talbot, vient d'annoncer à Londres un bénéfice net de 1,5 million de livres (18 millions de francs) au cours du premier semestre.

Ce redressement — après dix années de pertes — est dû aux ventes réalisées en Irlande, à l'amélioration des ventes en Grande-Bretagne et à de nouveaux gains de productivité. Il aura fallu cinq ans à Peugeot pour redresser cette filiale achetée en 1978 à Chrysler, au prix d'une somme importante : les effectifs sont tombés de vingt-quatre mille à un peu plus de cinq mille.

(Publicité)

Avis de présélection préparatoire à un appel d'offres international restreint pour la fourniture de pièces de rechange selon cahier spécial des charges OR/SGMTP/005/CA/83

La République du Zaïre a obtenu un prêt de l'IDA (International Development Association), en vue de financer partiellement le projet d'entretien routier de l'Office des routes.

Les sommes accordées au titre de ce prêt seront utilisées pour effectuer les paiements prévus au titre du marché pour lequel le présent avis de présélection est effectué.

Objet de cette présélection

- Lot 1 - Pièces pour bulldozers et chargeurs Komatsu de modèle D 65A et D 575.
- Lot 2 - Pièces pour bulldozers et chargeurs Case de modèle W14, W16, 1150B.
- Lot 3 - Pièces pour bulldozers, chargeurs et niveleuses Caterpillar de modèle D6D, D7, 92D, 93D, 95D, 12F, 120B, 955L.
- Lot 4 - Pièces pour niveleuses Champion et moteurs GM de modèle 562 et 720 avec moteurs 4.71.
- Lot 5 - Pièces pour camions de marque Isuzu de modèle TXD45L, TSD45 et minibus DER 370.
- Lot 6 - Pièces pour camions de marque Hino KY200.
- Lot 7 - Pièces pour camions de marque Magirus de modèle 130D et 232D.
- Lot 8 - 3D moteurs marins Lister type HR 3MGR3 refroidis par air à démarrage manuel avec inverseurs-réducteurs Lister de rapport 3/1 et arbre porte-hélice 3 pales diamètre 27" (pouces) et accessoires de commandes.
- Lot 9 - 6 moteurs marins Lister type HR 4M6R refroidis par air avec démarrage manuel à inertie avec inverseurs-réducteurs TWIN DISC MG506 de rapport 2,98/1 et accessoires identiques au lot n° 8 sauf hélice diamètre 28" (pouces).
- Lot 10 - 6 moteurs marins Lister type HR 6 MGR refroidis par air avec démarrage manuel à inertie avec inverseurs-réducteurs TWIN DISC MG506 de rapport 2,98/1 et accessoires identiques au lot n° 8 sauf hélice diamètre 31" (pouces).

Documents justificatifs à envoyer par les candidats à la présélection.

- Fournir la preuve qu'ils sont bien des vendeurs agréés par le constructeur.
- Certifier qu'ils ne fourniront à l'Office des routes que des pièces d'origine accompagnées d'un certificat.
- Fournir la preuve qu'ils ont déjà fourni des rechanges à un ou plusieurs pays africains et dans quelle mesure.
- Fournir toutes les informations sur leur organisation commerciale.
- Donner la liste des lots pour lesquels, étant vendeurs agréés, ils désirent soumissionner.
- Fournir leurs garanties professionnelles et financières c.à.d. présentation d'attestation bancaire et certificat de non-faillite.

Origine des fournitures.

Les pièces de rechanges proposées devront obligatoirement provenir et être produites dans les territoires des États participants ou pays membres de l'IDA ou de la Suisse.

Envoi des documents de présélection.

Les plis devront, soit être envoyés par la poste, soit sous envoi recommandé, avec accusé de réception, à l'adresse du :
Citoyen président du Conseil des adjudications de l'Office des routes.
P.O. 10 899 à KINSHASA (République du Zaïre),
soit remis de la main à la main, contre accusé de réception au :
Citoyen secrétaire permanent du Conseil des adjudications de l'Office des routes, Direction générale de l'Office des routes, bâtiment sis avenue ex-Descombes à KINSHASA/GOMBE.
Date limite de remise des plis : le 7-10-83.

AFFAIRES

UNE ÉTUDE DE L'INSEE En 1982, les entreprises nationalisées n'ont pas joué leur rôle d'entraînement

Les entreprises nationalisées jouent encore peu le rôle de « fer de lance » de l'industrie, qu'on voudrait leur donner. Selon une étude de l'INSEE (1), les difficultés ne les épargnent pas, et elles ont dû sensiblement réduire leurs effectifs et leurs investissements, comme les entreprises privées.

Nationaliser, c'était substituer l'État aux capitalistes qui, par nature, raisonnent et agissent pour préserver leurs intérêts financiers à court terme, avait expliqué le gouvernement. Nationaliser, c'était investir sans souci de rentabilité immédiate pour « bâtir l'avenir », et c'était préserver l'emploi. Double objectif.

L'un comme l'autre sont difficiles et longs à concrétiser. Selon les enquêtes de conjoncture de l'INSEE (2), l'emploi baisse dans les entreprises du secteur public concurrentiel (c'est-à-dire hors E.D.F.-G.D.F., C.D.F., S.N.C.F., R.A.T.P., et les sociétés pétrolières) : « Sur l'ensemble de la période (depuis mai 1981), la décroissance des effectifs paraît avoir été du même ordre dans le secteur public et dans le secteur privé ».

Selon l'INSEE, la baisse des effectifs dans le secteur public n'est pas 1981 (où y réintégrant les firmes nationalisées depuis) était plus rapide que celle des effectifs des firmes privées. L'évolution, égale depuis mai 1981, serait donc une amélioration, relativement au septennat précédent. D'autre part, les directions des entreprises nationalisées n'ont pas concrétisé au second semestre 1981 la baisse qu'elles prévoyaient au premier. Une sur deux a ensuite recruté du personnel pour compenser la réduction de la durée du travail, proportion trois fois plus élevée que dans les entreprises privées. La baisse de leurs effectifs n'est survenue qu'en fin 1982.

Il serait donc prématuré de tirer des conclusions très marquées. D'autant que, précise l'INSEE, son en-

quête n'est que « qualitative » en ce qui concerne l'emploi (3). Toutefois, les courbes de 1983 dénotent bel et bien une tendance à la baisse égale dans les secteurs public et privé. La nationalisation n'a pas suffi à préserver l'emploi.

Pour l'investissement, l'année 1982 a été mauvaise. Alors que précédemment l'investissement des entreprises publiques (anciennes et nouvelles) était « plus soutenu que celui du secteur privé », les deux secteurs se sont rejoins en 1982 (baisse de 8 % pour le secteur public et de 7 % pour le secteur privé).

Il semble que le relativement fort courant d'investissement des industries d'équipement (électricité, mécanique, etc.) et du secteur des transports (automobile, aéronautique...) des années 1980/1981 se soit tari en 1982 au profit des biens intermédiaires (la sidérurgie par exemple) secteur presque laissé à l'abandon auparavant. Voilà qui confirmerait le choix gouvernemental de redressement des industries de base, tel que jugé prioritaire. En 1983, cette évolution se confirme. Les investissements du secteur public dans les biens intermédiaires croissent de 35 % tandis que la baisse continue dans les matériels de transport (-2 %) et apparaît dans les biens d'équipement (-4 %), où seule la construction électrique et électronique serait épargnée. Cette évolution sectorielle ne manque pas d'inquiéter. Toutefois, so intal, l'investissement public « réapparait » en 1983 (en hausse de 9 % dans le secteur public contre une baisse de 4 % pour l'ensemble de l'industrie).

Quelles raisons donner à la baisse des investissements publics de 1982 ? L'INSEE souligne les résultats d'exploitation insuffisants des groupes publics — raison connue — et la concurrence internationale qui serait plus âpre pour le secteur public que privé, tant à l'exportation que sur le marché français parce que, « contrairement aux entreprises privées, les entreprises publiques alignent leurs prix de vente sur ceux de leurs concurrents étrangers ». Voilà qui va à l'encontre de l'idée d'une quelconque « protection » des nationalisées.

Une autre raison peut être avancée. Elle tient au fait que les dotations en capital votées en 1982 n'ont été « encaissées » en grande partie par les entreprises qu'en 1983. Le fait qu'on prévoit un redressement global de l'investissement des firmes publiques cette année confirmerait l'importance du décalage... et, pour le gouvernement, la nécessité de verser rapidement les sommes promises.

- E.L.B.
- (1) - Les difficultés de l'industrie d'équipement des entreprises publiques », par Benoît Outevaux et Étienne Turpin. Économie et statistique de juillet-août 1983. INSEE.
 - (2) Réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 3000 entreprises industrielles. La quasi-totalité des entreprises de plus de 500 salariés sont interrogées, c'est-à-dire que pratiquement toutes les entreprises publiques le sont.
 - (3) Les industriels ne peuvent répondre que si leur effectif est en baisse ou en progression, sans pouvoir chiffrer.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À LA PÊCHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

SOCIÉTÉ NATIONALE DU TRANSPORT MARITIME DES HYDROCARBURES ET DES PRODUITS CHIMIQUES S.N.T.M. - HYPROC.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 001/83

Un avis d'appel d'offres T.C.E. est lancé pour l'exécution des travaux de construction :

- d'un bâtiment à usage de bureaux de 4 000 m² environ.
- de bâtiments socio-administratifs de 2 100 m² environ.
- 200 maisons individuelles entièrement équipées, type F 4 et F 5, à Arzew, commune de Bethoua.

Les candidats intéressés peuvent retirer les dossiers contre paiement des frais de reproduction auprès de l'ENET à SIDI-FREDJ, STAOUELI, B.P. 151. Téléphone : 81-59-07 à 13.

Les offres accompagnées de pièces administratives et fiscales requises par la législation en vigueur seront placées sous double enveloppe cachetée portant de façon apparente la mention « A NE PAS OUVRIR. APPEL D'OFFRES N° 001/83 » et adressées par lettre recommandée, au plus tard trente (30) jours après la parution du présent avis, à la S.N.T.M.-HYPROC - B.P. 60, ARZEW, ALGERIE.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt (120) jours.

ENGRAIS

Total refuse d'accroître sa participation dans COFAZ-SOPAG

A demi réalisée seulement après le mariage civil de la GESA (ex Rhône-Poulenc) avec A.P.C. (groupe C.D.F.-Chimie), la restructuration définitive de l'industrie française des engrais va-t-elle rester en panne, maintenant que le groupe Total refuse de mener à bien la mission de rassembler la COFAZ (34 % Total, 66 % Paribas) et la SOPAG (66 % Rhône-Poulenc) et de prendre la direction du nouvel ensemble ?

L'affaire est épineuse. Pour tout dire, la compagnie pétrolière de la rue Michel-Ange n'avait jamais été très chaude pour jouer un rôle important dans les engrais. Mais il lui avait bien fallu faire des concessions pour se dégager de la chimie (ATO et Chloé).

Dans le cadre du rassemblement projeté, la première démarche à faire consistait à désintéresser les actionnaires de la SOPAG autres que Rhône-Poulenc, à savoir l'Union générale des coopératives agricoles françaises (U.G.C.A.F.) et quelques petites coopératives. L'affaire a été réglée pour quelques dizaines de millions de francs payables à tempérament.

Restait dès lors à trouver un terrain d'entente avec Paribas, déterminé à ne conserver qu'une participation minoritaire dans COFAZ (34 % environ au lieu de 66 %), pour lui racheter la moitié environ de ses titres, mais aussi avec les pouvoirs publics pour convenir des sommes à injecter dans COFAZ-SOPAG (4,5 milliards de francs de

chiffre d'affaires et 340 millions de pertes cumulées en 1982, dont 19 millions pour COFAZ) afin de l'aider à reconstruire ses fonds propres et faire les investissements nécessaires à la reprise de son développement.

L'État avait accepté de mettre 200 millions de francs dans la corbeille en 1983, autant en 1984 à condition que les actionnaires de COFAZ-SOPAG (Total et Paribas) fassent le même effort financier. Total était d'accord pour apporter 200 millions en 1984 mais voulait partager le fardeau avec Paribas, en 1983. Mais Paribas avait refusé et rejeté aussi le montage financier mis sur pied par Total pour lui racheter sa participation. Les discussions étaient là quand Total a décidé de renoncer.

Ce retrait ne remet pas en question la fusion COFAZ-SOPAG souhaitée par les pouvoirs publics. Mais la question se pose maintenant de savoir qui va financer le rachat du nouveau groupe. — A.D.

M. Gilles Bouyer, P.-D.G. de l'Entreprise de travaux publics de l'Ouest, a déposé son bilan le 8 septembre, devant le tribunal de commerce de Nantes (Loire-Atlantique). Il s'agit, la veille, d'un des derniers patrons de la région, d'émigrés de ses fonctions officielles à l'union patronale locale ainsi que régionale (qu'il présidait). La procédure engagée doit entraîner le licenciement d'environ soixante des cent vingt salariés de l'entreprise.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base + haut		Rep. + ou Dép. -		Rep. + ou Dép. -		Rep. + ou Dép. -	
SE-U	8,6400	8,6625	+ 140	+ 185	+ 305	+ 365	+ 780	+ 910
Scm	6,5400	6,5225	+ 138	+ 195	+ 315	+ 330	+ 884	+ 940
Yen (100)	3,2900	3,2725	+ 134	+ 165	+ 285	+ 330	+ 785	+ 770
DM	3,0110	3,0130	+ 155	+ 185	+ 330	+ 365	+ 940	+ 1005
Fr (100)	14,9700	14,9770	+ 385	+ 540	+ 892	+ 770	+ 1646	+ 2100
F.S.	3,7085	3,7115	+ 235	+ 270	+ 495	+ 540	+ 1415	+ 1585
L.F. (100)	5,0410	5,0450	+ 235	+ 175	+ 485	+ 485	+ 1210	+ 1340
.....	12,0235	12,0330	+ 228	+ 315	+ 585	+ 630	+ 1425	+ 1680

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/4	9 1/2	10	9 3/4	10 1/8	10 1/4	9 3/4	10 1/8	10 1/4	9 3/4	10 1/8	10 1/4
SE-U	5 1/4	5 1/8	5 1/8	5 3/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
DM	5 1/4	5 1/8	5 1/8	5 3/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Fr (100)	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
F.S.	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8
L.F. (100)	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4
.....	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BP THE BRITISH PETROLEUM COMPANY p.l.c.

	Avril-juin 1983	Avril-juin 1982	Janvier-juin 1983	Janvier-juin 1982
Bénéfice avant déduction exceptionnelles :				
Base coût historique	219	160	293	251
Base coût de remplacement	283	149	484	251
(après correction au coût actuel des ventes et moins les intérêts minoritaires)				
Base valeurs et coûts actuels	163	55	193	61

Dividende intérimaire
Le conseil d'administration de la British Petroleum Company p.l.c. vient de décider un dividende intérimaire, pour 1983, de 7 pence par action ordinaire de 25 pence. Le dividende intérimaire pour 1982 était de 6,25 pence par action ordinaire.

Les actions dont le transfert aura été opéré avant la fermeture des guichets le vendredi 23 septembre 1983 auront droit à ce dividende, qui sera payé le 17 novembre 1983 aux détenteurs d'actions ordinaires, et le 5 décembre 1983 aux détenteurs d'American Depositary Receipts.

SOPINFI

La Société parisienne industrielle et financière (SOPINFI) est la nouvelle dénomination sociale de la Société française des distilleries de l'Indochine, désignée et classée à la cote officielle depuis le 8 août, sous le vocable contracté SOPINFI.

Le capital de cette société holding du groupe Empain-Schneider a été porté de 15 039 000 francs à 37 938 000 francs en décembre 1982, à la suite de l'absorption de la Compagnie parisienne de l'air comprise par la Société française des distilleries de l'Indochine.

La situation nette provisoire au 30 juin 1983, après répartition, totalise 145 899 041 francs, soit 769 francs par action de 200 francs nominal (en total 189 693 titres).

Les actifs sont essentiellement constitués par un portefeuille d'actions composées notamment de :

- 40 % du capital de Jeumont-Industrie S.A. ;
- 16 % du capital de Blancy-Ouest ;
- 60 % du capital de l'Agricole de la Pointe-à-Pître ;
- 25 % du capital de la SUDAC ;
- et de participations dans les sociétés belges Electrall et Fagat, ainsi que des lignes en actions Schneider et C.F.D.E. supérieures respectivement à 10 millions de francs en valeur d'investissement.

Epargne Industrie

SICAV DU CRÉDIT MUTUEL	
RCS PARIS B 313 711 160 88/90 rue Cardinet 75017 PARIS	
Situation au 30 juin 1983	
Nombre d'actions en circulation	2 418 727
Actif net en millions de francs	885,25
Valeur liquidative de l'action en francs	366,00
Dernier dividende global en francs	26,77
Date de paiement	30 avril 1983

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

8 septembre

Flottement

Pour la deuxième journée consécutive, la Bourse de Paris a donné l'impression de chercher sa voie. Manifestement, elle n'a pas encore réussi à le faire, et, au niveau des cours, l'on pouvait observer un certain flottement, marqué ici par un peu d'effritement, là par des gains souvent fractionnaires. Bref, l'indicateur instantané, un moment à près de 0,5 % en dessous de son niveau précédent, devait, en clôture, limiter son repli à 0,09 %.

Phénomène caractéristique des phases de consolidation, dit le responsable du service Bourse d'un grand établissement de la place fraîchement revenu de vacances.

En décidant de porter de 15 à 25 milliards de francs son grand emprunt, l'Etat s'opposait-il les liquidités disponibles ? Pas du tout, affirmait la même personne, car cet emprunt est déjà couvert. « Faut-il alors incriminer le fardes fiscal supplémentaire ? S'agit-il seulement, les milieux financiers n'ont pas réagi. En fait, le marché paraît être bien enclavé dans la période de transition qui précède presque toujours les corrections techniques appelées par les fortes hausses. « On en est réduit à des séances de faits divers », déclarait un professionnel qui s'interrogeait en particulier sur la progression incessante de C.S.F. (+ 20 % depuis la liquidation d'août). « L'on se méfie de tout, ajoutait-il, des pétroles, de la distribution, de l'alimentation, des travaux publics. Pensez, avec le ratio atteint ! »

La devise-titre a peu varié : 10,50 F-10,56 F contre 10,50 F-10,60 F.

L'or s'est légèrement redressé à Londres : 414,50 dollars l'once (+ 1,25 dollar). A Paris, le lingot a reproduit son cours précédent de 107 800 F et le napoleon a perdu 1 F à 690 F.

NEW-YORK

Nouvelle avance

Stimulé par les déclarations du secrétaire au Trésor sur le niveau injustifié des taux d'intérêt et leur baisse probable d'ici à la fin de l'année, Wall Street, malgré de nouvelles ventes bénéficiaires, est parvenu, jeudi, à poursuivre son avance. Néanmoins, une bonne partie du terrain initialement gagné a été reperdu, et l'indice des industriels, après avoir battu tous ses records en atteignant la cote 1 252,95 (plus haut de toujours : 1 248,30 le 16 juin dernier), s'établissait en clôture à 1 241,13 (+ 2,03 points).

Le bilan de la séance a été une fois encore positif. Sur 1 903 valeurs traitées, 851 ont monté, 676 ont baissé et 376 n'ont pas varié.

Ce repli en fin de séance n'a cependant pas entraîné l'optimisme des opérateurs. Autour du « Big Board », on jugeait le phénomène normal après les jours. Rassuré après les propos de M. Donald Regan, le marché l'a été d'autant plus que les experts ont sérieusement révisé à la baisse leurs prévisions sur le gonflement de la masse monétaire.

L'activité a porté sur 79,25 millions de titres contre 87,50 millions précédemment.

VALEURS	Cours du 7 sept.	Cours du 8 sept.
Alcoa	47 1/8	47 1/8
A.T. & T.	40 3/4	40 3/4
Bank of America	40 3/4	40 3/4
Chemical Bank	40 3/4	40 3/4
Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4
Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4
General Electric	40 3/4	40 3/4
IBM	40 3/4	40 3/4
Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4
Merck	40 3/4	40 3/4
Pharmacia	40 3/4	40 3/4
Schering	40 3/4	40 3/4
Schlumberger	40 3/4	40 3/4
Union Carbide	40 3/4	40 3/4
Westinghouse	40 3/4	40 3/4
Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ELECTROLUX. - Cette société suédoise, numéro trois européen de l'électroménager derrière Philips et Thomson sera cotée avant la fin de l'année à la Bourse de Paris. L'opération d'introduction sera effectuée par l'intermédiaire de la Banque Louis-Dreyfus.

Le groupe suédois a enregistré, en 1982, un bénéfice avant impôt de 567 millions de couronnes (environ 565 millions de francs), pour un chiffre d'affaires de 31,6 milliards de couronnes (environ 30 milliards de francs). Il est présent depuis 48 ans dans l'industrie de l'Hexagone, où il a successivement racheté Arthur-Martin, Tornado, Océan et plus récemment PAR (Fonderies et Ateliers du Rhône).

An total, le groupe Electrolux emploie près de huit mille personnes en France où

il réalise un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de francs.

B.P. - Le groupe pétrolier annonce une amélioration de ses résultats pour le second trimestre, avec un bénéfice avant impôts de 211 millions de francs (contre 160 millions en 1982) à la fin de l'année 1982, et de 283 millions (contre 149 millions) sur la base du coût de remplacement.

Cette amélioration provient essentiellement de la commercialisation du pétrole. « P.L.M. » Les revenus des immeubles du premier semestre 1983 s'élevaient à 148 474 F contre 122 883 F pour la même période de 1982. Les revenus du portefeuille et autres produits financiers s'élevaient à 820 840 F pour le premier semestre 1983 contre 1 692 840 F au premier semestre 1982. Cette différence provient essentiellement du décalage par rapport à 1982 de l'encaissement des dividendes. En fait, le résultat de la compagnie P.L.M. pour 1983 devrait, avant pertes et profits exceptionnels, être légèrement supérieur à celui de 1982.

Les difficultés rencontrées par certaines filiales hôtelières laissent toutefois préfigurer pour cette année une évolution défavorable du résultat consolidé, qui s'élevait en 1982 à 11,4 millions de francs.

La restructuration de l'activité hôtelière au sein du secteur hôtelier de la compagnie internationale des Wagons-Lits est en cours et ne produira ses effets que progressivement.

INDICES QUOTIDIENS		(base 100 = 31 déc. 1982)	
Valeurs françaises	138,3	7 sept.	137,5
Valeurs étrangères	155,3	8 sept.	154,7
COTE DES CHANGES		(base 100 = 31 déc. 1982)	
Indice général	138,3	7 sept.	137,5
Indice des actions	138,3	8 sept.	137,5
Indice des obligations	138,3	8 sept.	137,5
Indice des valeurs étrangères	155,3	8 sept.	154,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		Euros par dollar à 9 sept.	
1 dollar (un an)	245	8 sept.	244,90
1 dollar (trois mois)	245	8 sept.	244,90

BOURSE DE PARIS Comptant 8 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	Cours	Précédent	Différence
Alcoa	47 1/8	47 1/8		Alcoa	47 1/8	47 1/8		Alcoa	47 1/8	47 1/8		Alcoa	47 1/8	47 1/8	
A.T. & T.	40 3/4	40 3/4		A.T. & T.	40 3/4	40 3/4		A.T. & T.	40 3/4	40 3/4		A.T. & T.	40 3/4	40 3/4	
Bank of America	40 3/4	40 3/4		Bank of America	40 3/4	40 3/4		Bank of America	40 3/4	40 3/4		Bank of America	40 3/4	40 3/4	
Chemical Bank	40 3/4	40 3/4		Chemical Bank	40 3/4	40 3/4		Chemical Bank	40 3/4	40 3/4		Chemical Bank	40 3/4	40 3/4	
Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4		Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4		Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4		Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4	
Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4		Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4		Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4		Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4	
General Electric	40 3/4	40 3/4		General Electric	40 3/4	40 3/4		General Electric	40 3/4	40 3/4		General Electric	40 3/4	40 3/4	
IBM	40 3/4	40 3/4		IBM	40 3/4	40 3/4		IBM	40 3/4	40 3/4		IBM	40 3/4	40 3/4	
Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4		Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4		Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4		Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4	
Merck	40 3/4	40 3/4		Merck	40 3/4	40 3/4		Merck	40 3/4	40 3/4		Merck	40 3/4	40 3/4	
Pharmacia	40 3/4	40 3/4		Pharmacia	40 3/4	40 3/4		Pharmacia	40 3/4	40 3/4		Pharmacia	40 3/4	40 3/4	
Schering	40 3/4	40 3/4		Schering	40 3/4	40 3/4		Schering	40 3/4	40 3/4		Schering	40 3/4	40 3/4	
Schlumberger	40 3/4	40 3/4		Schlumberger	40 3/4	40 3/4		Schlumberger	40 3/4	40 3/4		Schlumberger	40 3/4	40 3/4	
Union Carbide	40 3/4	40 3/4		Union Carbide	40 3/4	40 3/4		Union Carbide	40 3/4	40 3/4		Union Carbide	40 3/4	40 3/4	
Westinghouse	40 3/4	40 3/4		Westinghouse	40 3/4	40 3/4		Westinghouse	40 3/4	40 3/4		Westinghouse	40 3/4	40 3/4	
Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4		Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4		Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4		Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4	

Marché à terme

VALEURS	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	Cours	Précédent	Différence
Alcoa	47 1/8	47 1/8		Alcoa	47 1/8	47 1/8		Alcoa	47 1/8	47 1/8		Alcoa	47 1/8	47 1/8	
A.T. & T.	40 3/4	40 3/4		A.T. & T.	40 3/4	40 3/4		A.T. & T.	40 3/4	40 3/4		A.T. & T.	40 3/4	40 3/4	
Bank of America	40 3/4	40 3/4		Bank of America	40 3/4	40 3/4		Bank of America	40 3/4	40 3/4		Bank of America	40 3/4	40 3/4	
Chemical Bank	40 3/4	40 3/4		Chemical Bank	40 3/4	40 3/4		Chemical Bank	40 3/4	40 3/4		Chemical Bank	40 3/4	40 3/4	
Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4		Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4		Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4		Deutsche Bank	40 3/4	40 3/4	
Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4		Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4		Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4		Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4	
General Electric	40 3/4	40 3/4		General Electric	40 3/4	40 3/4		General Electric	40 3/4	40 3/4		General Electric	40 3/4	40 3/4	
IBM	40 3/4	40 3/4		IBM	40 3/4	40 3/4		IBM	40 3/4	40 3/4		IBM	40 3/4	40 3/4	
Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4		Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4		Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4		Johnson & Johnson	40 3/4	40 3/4	
Merck	40 3/4	40 3/4		Merck	40 3/4	40 3/4		Merck	40 3/4	40 3/4		Merck	40 3/4	40 3/4	
Pharmacia	40 3/4	40 3/4		Pharmacia	40 3/4	40 3/4		Pharmacia	40 3/4	40 3/4		Pharmacia	40 3/4	40 3/4	
Schering	40 3/4	40 3/4		Schering	40 3/4	40 3/4		Schering	40 3/4	40 3/4		Schering	40 3/4	40 3/4	
Schlumberger	40 3/4	40 3/4		Schlumberger	40 3/4	40 3/4		Schlumberger	40 3/4	40 3/4		Schlumberger	40 3/4	40 3/4	
Union Carbide	40 3/4	40 3/4		Union Carbide	40 3/4	40 3/4		Union Carbide	40 3/4	40 3/4		Union Carbide	40 3/4	40 3/4	
Westinghouse	40 3/4	40 3/4		Westinghouse	40 3/4	40 3/4		Westinghouse	40 3/4	40 3/4		Westinghouse	40 3/4	40 3/4	
Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4		Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4		Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4		Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4	

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	COURS	Précédent	Différence	MONNAIES ET DEVISES	COURS	Précédent	Différence
Algerie (100 DA)	100	100		Algerie (100 DA)	100	100	
Argentine (100 P)	100	100		Argentine (100 P)	100	100	
Australie (100 A)	100	100		Australie (100 A)	100	100	
Belgique (100 B)	100	100		Belgique (100 B)	100	100	
Bretagne (100 L)	100	100		Bretagne (100 L)	100	100	
Canada (100 C)	100	100		Canada (100 C)	100	100	
Chili (100 P)	100	100		Chili (100 P)	100	100	
Colombie (100 P)	100	100		Colombie (100 P)	100	100	
Cuba (100 P)	100	100		Cuba (100 P)	100	100	
Danemark (100 D)	100	100		Danemark (100 D)	100	100	
Espagne (100 P)	100	100		Espagne (100 P)	100	100	
France (100 F)	100	100		France (100 F)	100	100	
Grèce (100 D)	100	100		Grèce (100 D)	100	100	
Inde (100 R)	100	100		Inde (100 R)	100	100	
Israël (100 N)	100	100		Israël (100 N)	100	100	
Italie (100 L)	100	100		Italie (100 L)	100	100	
Japon (100 Y)	100	100		Japon (100 Y)	100	100	
Mexique (100 P)	100	100		Mexique (100 P)	100	100	
Norvège (100 K)	100	100		Norvège (100 K)	100	100	
Pays-Bas (100 G)	100	100		Pays-Bas (100 G)	100	100	
Portugal (100 R)	100	100		Portugal (100 R)	100	100	
Roumanie (100 L)	100	100		Roumanie (100 L)	100	100	
Suède (100 K)	100	100		Suède (100 K)	100	100	
Suisse (100 S)	100	100		Suisse (100 S)	100	100	
Turquie (100 L)	100	100		Turquie (100 L)	100	100	
Union Soviétique (100 R)	100	100		Union Soviétique (100 R)	100	100	
USA (100 D)	100	100		USA (100 D)	100	100	
Venezuela (100 B)	100	100		Venezuela (100 B)	100	100	

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS	Précédent	Différence
Algerie (100 DA)	100	100	
Argentine (100 P)	100	100	
Australie (100 A)	100	100	
Belgique (100 B)	100	100	
Bretagne (100 L)	100	100	
Canada (100 C)	100	100	
Chili (100 P)	100	100	
Colombie (100 P)	100	100	
Cuba (100 P)	100	100	
Danemark (100 D)	100	100	
Espagne (100 P)	100	100	
France (100 F)	100	100	
Grèce (100 D)	100	100	
Inde (100 R)	100	100	
Israël (100 N)	100	100	
Italie (100 L)	100	100	
Japon (100 Y)	100	100	
Mexique (100 P)	100	100	
Norvège (100 K)	100	100	
Pays-Bas (100 G)	100	100	
Portugal (100 R)	100	100	
Roumanie (100 L)	100	100	
Suède (100 K)	100	100	
Suisse (100 S)	100	100	
Turquie (100 L)	100	100	
Union Soviétique (100 R)	100	100	
USA (100 D)	100	100	
Venezuela (100 B)	100	100	

Marché à terme

هكذا من الأ

سكنا من الامم

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. «Et le bouddhisme?», par Pierre L'Etang; réplique à Roger Garaudy; réplique à Jacques Tardieu.
- LU: Champollion, d'Hermine Hartleben.
- ÉTRANGER**
34. LA CONFÉRENCE DE MADRID ET L'AFFAIRE DU BOEING SUB-CORÉEN
4. PROCHE-ORIENT
- 5-6. AMÉRIQUES
- CHILI: le général Pinochet n'a pas senti monter l'hostilité du pays à son régime.
6. AFRIQUE
6. EUROPE
6. ASIE
- POLITIQUE**
7. La campagne pour le second tour de l'élection municipale de Dreux a pris la dimension d'un débat national.
8. M. Mauroy a reçu M. Labbé.
- SOCIÉTÉ**
10. RACISME: les immigrés en France.
- EDUCATION: le premier jour des classes.
11. SPORTS: la défaite de Noah aux Internationaux de tennis des États-Unis.
- RELIGION: la visite pastorale de Jean-Paul II en Autriche.
- LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME**
13. REGARDS: Dinard, la mer en bobines; Lescaux à guchets fermés.
14. Un voyage d'automne: Bruxelles la bilingue.
- 15-16. Photo: plaisirs de la table; photo: table; jeux.
- CULTURE**
17. ARCHITECTURE: les prix de l'Age.
- CINÉMA: la Mostra de Venise.
20. COMMUNICATION: Vu: les mirages évanouis.
- ÉCONOMIE**
23. SOCIAL: les syndicats et la rentrée.
24. AFFAIRES: en 1982, les entreprises nationales n'ont pas joué leur rôle d'entraînement, d'après l'INSEE.
- RADIO-TÉLÉVISION (20)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES (21):**
- Automobile: «Journal officiel».
- Météorologie: Loto.
- Annuaire classés (22-23): Carnet (12); Programmes des spectacles (18 à 20); Mots croisés (16); Marchés financiers (27).

AVANT LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

Les anciens clivages gênent l'élaboration d'une « synthèse »

L'effort de synthèse, c'est une activité dirigée; ce n'est pas une réalisation prématurée, disait l'historien Henri Berr (1). Activité dirigée: le processus dans lequel le parti socialiste est engagé jusqu'à son congrès de Bourg-en-Bresse, à la fin du mois d'octobre, et qui passe justement par la réunion, les 10 et 11 septembre, d'un « comité directeur de synthèse », est une bonne illustration de cette thèse.

La « synthèse » entre les socialistes est d'abord dirigée, sinon imposée, par les circonstances. Depuis le 10 mai 1981, les socialistes ne peuvent plus débattre entre eux avec autant de vigueur qu'auparavant. Le congrès de Metz, que M. Pierre Mauroy qualifie de « périple », a défini une ligne politique qui a permis aux socialistes de conquérir le pouvoir. Celui de Bourg-en-Bresse devrait être axé sur une « reconquête » de l'opinion destinée à la conserver lors des élections législatives de 1986.

Le parti socialiste n'est plus seul en cause: ceux qu'il a portés au pouvoir ont agi, et cette action, les contraintes qu'elle prend en compte et ses résultats, pèsent sur l'ordonnance des débats internes. Elles pèsent car l'on peut toujours proposer, ainsi que le fait le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, « une autre politique » mais il ne s'agit plus aujourd'hui de se distinguer d'un autre courant de pensée, mais de l'action du gouvernement. Elles pèsent donc sur la manière dont les

thèses en présence sont soumises aux militants du parti et, au-delà, à l'opinion publique. La modération relative du ton utilisé par M. Chevènement dans la dernière période le montre.

Les circonstances — c'est-à-dire la présence de la gauche au pouvoir — dirigent l'effort de synthèse et parfois le précipitent. Elles ont encouragé M. Pierre Joxe et ses amis — plus proches pourtant des thèses du CERES — à signer les textes (contribution d'abord, puis projet de motion) élaborés par M. Lionel Jospin. Elles ont conduit le premier ministre à souhaiter que l'« oie efface » le congrès de Metz (ses amis et ceux de M. Rocard s'étaient placés dans la minorité du parti) et M. Lionel Jospin à lui proposer, très vite, de signer le texte qu'il avait préparé.

Marriage blanc

M. Joxe s'en est expliqué en remarquant, samedi 3 septembre, lors d'une réunion du courant A, que, compte tenu des circonstances, le développement d'un débat de fond entre socialistes est limité par l'impact qu'il aurait sur l'opinion publique. Le président du groupe socialiste estime donc nécessaire de réaliser, sans plus attendre, la synthèse avec le CERES. D'autant qu'elle paraît aux amis de M. Joxe plus naturelle que l'alliance avec M. Mauroy car, comme l'explique

M. André Laignel, membre du secrétariat national du P.S., dans une interview à l'« Express », sur le fond, le débat du congrès de Metz reste, pour l'essentiel, vrai, et les différences de l'époque toujours d'actualité.

Mais il est vrai que M. Mauroy est aujourd'hui premier ministre et que l'on ne peut pas rejeter un chef de gouvernement dans la minorité, surtout lorsqu'il s'affirme « majoritaire par tempérament ». « Mariage de raison », dit M. Laignel. Mariage forcé, plutôt. « C'est avec le premier ministre que nous faisons alliance », ajoute M. Laignel. Il se trouve qu'il s'appelle Pierre Mauroy. On craint qu'il ne tourne au mariage blanc, motif sérieux d'annulation.

Les uns et les autres n'avaient pas vraiment le choix. M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a plaidé, le 2 août, lors de la réunion du courant A, pour un « congrès de la responsabilité ». M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, souhaite un accord général au congrès de Bourg-en-Bresse, « au moindre coût de frictions internes ». Dans une interview au « Matin de Paris », il explique que, « dans la période difficile que nous traversons, il est évident que le rôle du parti socialiste consiste à expliquer et à soutenir la politique gouvernementale ». M. Jospin soutient cette politique, avec, souligne-t-il, une « loyauté » sans faille, bien que les amis de M. Mauroy ne l'aient pas toujours « payé de retour ». Les amis de M. Rocard la soutiennent aussi et considèrent que là est l'essentiel du débat. Ils souhaitent donc, dans leur majorité, autour notamment de MM. Michel de la Forrière, membre du secrétariat national, et Jean-Pierre Cot, ancien ministre, adhérer au texte de M. Jospin amorcé par l'entourage de M. Mauroy.

La direction du P.S. aurait aimé débattre avec les « rocardiens », sur leur conception de la rigueur économique, la nature et le rôle du parti socialiste. Le débat n'a pas encore eu lieu et certains proches du premier secrétaire du P.S. le regrettent, ce affirmant, avec quelque dédain, que les rocardiens ne concourent plus que pour « le titre de miss Socialisme ».

Il n'aura lieu qu'avec les rocardiens « dissidents », ceux qui, autour de M. Marie-Noëlle Liemann et M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, se disent toujours décidés à se compter au congrès de Bourg-en-Bresse, autour « du bon usage de la rigueur », titre de leur contribution aux débats préparatoires. Leur appellation de « rocardiens » est considérée par M. Rocard comme une « confection ».

La synthèse est aussi considérée par le premier secrétaire du parti socialiste comme une « activité dirigée ». Le processus qui y conduit a été engagé sur la base d'un texte de contribution (le « Monde » du 1^{er} juin), dont il n'a pas dévié depuis. La synthèse est aussi un exercice imposé par celui dont le rôle est de la rechercher et d'en marquer les limites.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Historien et philosophe français, fondateur de la Revue de synthèse historique, décédé en 1954.

AUX COMITÉS D'ENTREPRISE

La direction d'Automobiles Peugeot confirme sa volonté de supprimer 7371 emplois

Les comités centraux d'entreprise des Automobiles Peugeot et de Talbot se sont réunis, ce vendredi 9 septembre au matin, pour donner leur avis sur la demande de 7371 suppressions d'emplois présentée officiellement par la direction du groupe Peugeot, le 21 juillet dernier.

Ainsi s'ouvre le premier acte d'une affaire qui occupera le devant de la scène sociale, au moins jusqu'à la fin de l'année. D'ores et déjà, on sait qu'elle donnera lieu à de nombreux débats, empreints de juridisme.

Le groupe Peugeot (P.S.A.) souhaite résorber les sureffectifs existants chez Peugeot et Talbot. Il se propose de faire partir en préretraite, sous le couvert de contrats F.N.E., 4510 salariés. En outre, la direction entend procéder à 2861 licenciements économiques d'ordre conjoncturel chez Talbot.

Informés de ces décisions, les comités centraux d'entreprise disposent normalement d'un mois pour se prononcer, en l'occurrence sur deux dossiers: un projet de convention F.N.E., qui devra être négocié avec les pouvoirs publics, et la demande de licenciements économiques.

Sur ce dernier point, un problème apparaît. On peut discuter de la raison « conjoncturelle » invoquée par la direction du groupe et lui opposer une raison « structurelle ».

C'est d'ailleurs ce qu'a fait M. Rallie, ministre délégué chargé de l'emploi, le jour même de l'annonce officielle des suppressions d'emploi.

Ce débat sur le caractère conjoncturel ou structurel de la mesure détermine largement la suite des événements. En effet, selon l'une ou l'autre hypothèse, le délai d'examen par l'inspection du travail, avant que celle-ci accepte ou refuse les licenciements, passe d'un mois à trois mois, voire, dans ce cas précis, en

application de la convention collective de la métallurgie, à quatre mois.

L'enjeu est donc d'importance et, ce 9 septembre, la direction du groupe, au cours des réunions des deux comités centraux d'entreprise, a voulu réaffirmer le caractère conjoncturel de sa décision. Par ailleurs, on laisse entendre au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale que l'expert chargé du dossier, M. Prada, ayant entendu tous les partenaires sociaux, l'expertise pourrait très prochainement permettre de trancher sur ce point, et ce dans le premier mois de réflexion de l'inspecteur du travail.

Alors que tous les syndicats (C.S.L., F.O., C.F.D.T. et C.G.T.) représentés dans les deux comités centraux d'entreprise déclarent se déclarer opposés aux licenciements, confirmés par la direction de Talbot, les positions divergent sur les départs en préretraite, que F.O. et la C.S.L. accepteraient sous certaines conditions. La C.G.T. et la C.F.D.T., pour leur part, refusent d'envisager la signature d'un contrat F.N.E. de préretraite et préféreraient des contrats de solidarité qui, tout en favorisant le départ des plus âgés, obligeraient à des embauches équivalentes. Ce vendredi 9 septembre, ces deux organisations appelaient les travailleurs de Talbot, à Poissy, à un débrayage d'une heure, qui a été largement suivi.

Reprise du travail à Aubay

Alors que s'ouvre le dossier Peugeot-Talbot, la grève de Citroën Aubay vient de s'achever. Le 8 septembre, le travail avait repris dans toute l'usine et, contrairement à ce qu'avait pu annoncer la C.G.T., aucun meeting n'a eu lieu dans l'après-midi. Le syndicat, qui réclame toujours le paiement intégral des heures perdues pour le personnel non présent, poursuit ses démarches pour le conseil des prud'hommes pour tenter d'obtenir satisfaction.

Par ailleurs, une manifestation regroupant plusieurs centaines de métallurgistes a eu lieu le 8 septembre, devant le siège de l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), l'organisation patronale, à l'appel de la fédération de la métallurgie C.G.T.

La F.T.M.-C.G.T., par cette action, qui devait s'accompagner d'autres manifestations en province, entendait protester contre le risque de suppressions massives d'emplois dans la métallurgie.

Au siège de l'U.I.M.M., pendant ce temps, se tenait une réunion de la commission paritaire de l'emploi, au cours de laquelle les représentants patronaux devaient indiquer qu'ils réduisaient quatre-vingt mille suppressions d'emplois en 1983.

L'U.I.M.M. explique cette annonce par la « chute brutale » des commandes, mais assure qu'il s'agit d'une « déflation nette » de effectifs et non de licenciements.

A. L.

NOUVEAU REPLI DU DOLLAR

Le dollar a fléchi de nouveau à la vente du week-end, consécutivement à la baisse de 2,68 DM à 8,04 F de 2,67 DM et de 8,06 F à 8,04 F environ. Le fléchissement est, en partie, imputable au retournement, jeudi, de la tendance à la hausse du dollar, qui, avec une journée de retard, commença à reculer la semaine dernière.

M. Jacques Chaban-Delmas nous fait savoir que « personne n'est autorisé à parler en son nom et qu'en ce qui concerne le cas de Dreux, s'il y a une alliance contre nature, elle est des deux côtés ». Cette mise au point concerne un communiqué du Centre indépendant, organisation que nous avons citée comme proche de l'ancien premier ministre et qui dénonçait l'alliance entre l'opposition U.D.F.-R.R. et une « même droite raciste et antidémocratique » (le Monde du 9 septembre).

(Publicité)

Et comme vin sur la table?
Champagne.
bien frais, ça rappelle les vacances.

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 305,39 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix: 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION

VENDEZ sans frais, ACHETEZ au meilleur prix.

Les 2 Oursons, une sérieuse expérience.

achat dépôt vente Service après-vente.

LES DEUX OURSONS

106 Bd de Grenelle 575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte Picquet

ROLEX GENEVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

La collection complète Rolex Oyster, chez:

Aldebert

15, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, 1^{er} Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

TENNIS ACTION

734-36-36

STAGES LONGUE DURÉE

In par semaine - 2 ou 3 mois

Adolescents - Enfants - Tous niveaux

9 CENTRES A PARIS

Proximité de l'Opéra, Paris 16^{ème}

Porte d'Auteuil - Paris 16^{ème}

Fontenay-aux-Roses

Meudon

LES BELLES LITÉRIES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

s'achètent toujours chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente:

37 Av. de la République - PARIS 11^e

Métro: Faidherbe - Tél. 357.48.35

LIVRAISON GRATUITE 1983 RAPIDE

PAR TOUTE LA FRANCE

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES

RODIN

TISSUS COUTURE

L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

VOS SANITAIRES REMIS À NEUF

en totalité, blancs ou tous coloris au choix. A domicile, en un jour, sans démontage.

SAMOTEC

NICE 93/07.33.11

PARIS 1/603.62.90

108 r. de la Reine Blanche

M. Pinton se demet des fonctions d'U.D.F.

La rep...
L'Am...
et les...
l'anglo...
Copen...

Chaban-Delmas...
nous fait savoir que...
personne n'est...
autorisé à parler...
en son nom...
et qu'en ce qui...
concerne le cas...
de Dreux, s'il y...
a une alliance...
contre nature...
elle est des deux...
côtés...
Cette mise au...
point concerne...
un communiqué...
du Centre indépen...
dant, organisation...
que nous avons...
citée comme proche...
de l'ancien premier...
ministre et qui dénonçait...
l'alliance entre l'opposition...
U.D.F.-R.R. et une...
« même droite...
raciste et antidémocratique...
(le Monde du 9 septembre).

Alors que s'ouvre le dossier Peugeot-Talbot, la grève de Citroën Aubay vient de s'achever. Le 8 septembre, le travail avait repris dans toute l'usine et, contrairement à ce qu'avait pu annoncer la C.G.T., aucun meeting n'a eu lieu dans l'après-midi. Le syndicat, qui réclame toujours le paiement intégral des heures perdues pour le personnel non présent, poursuit ses démarches pour le conseil des prud'hommes pour tenter d'obtenir satisfaction.

Par ailleurs, une manifestation regroupant plusieurs centaines de métallurgistes a eu lieu le 8 septembre, devant le siège de l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), l'organisation patronale, à l'appel de la fédération de la métallurgie C.G.T.

La F.T.M.-C.G.T., par cette action, qui devait s'accompagner d'autres manifestations en province, entendait protester contre le risque de suppressions massives d'emplois dans la métallurgie.

Alors que s'ouvre le dossier Peugeot-Talbot, la grève de Citroën Aubay vient de s'achever. Le 8 septembre, le travail avait repris dans toute l'usine et, contrairement à ce qu'avait pu annoncer la C.G.T., aucun meeting n'a eu lieu dans l'après-midi. Le syndicat, qui réclame toujours le paiement intégral des heures perdues pour le personnel non présent, poursuit ses démarches pour le conseil des prud'hommes pour tenter d'obtenir satisfaction.

Par ailleurs, une manifestation regroupant plusieurs centaines de métallurgistes a eu lieu le 8 septembre, devant le siège de l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), l'organisation patronale, à l'appel de la fédération de la métallurgie C.G.T.